

Université de Lausanne  
Faculté des Lettres

**LA LICENCE DES MOEURS DANS  
LE VALAIS CONTEMPORAIN (1802-1847) FACE AU  
POUVOIR POLITIQUE, RELIGIEUX, LOCAL ET  
JUDICIAIRE**

*Stéphane Crittin, Mars 2000*

75779

*Mémoire d'histoire contemporaine pour l'obtention de la licence en Lettres  
Directeur de mémoire : Prof. François Jequier  
Experte : Myriam Evéquoz-Dayen*

Médiathèque VS Mediathek



1010398284

TR 11021



01/835



# **I. INTRODUCTION**

## **1. AVANT-PROPOS**

Pourquoi étudier la licence des mœurs valaisannes ? Pourquoi choisir un tel sujet de mémoire ? Tout au long de mes études en histoire et en histoire de l'art, je me suis attaché à essayer de comprendre les mœurs occidentales contemporaines et médiévales. C'est donc tout naturellement que ce sujet s'est offert à moi, couronnant ainsi une longue série de séminaires et d'examens consacrés à l'histoire des mentalités et des comportements sexuels. Quel soulagement et quel étonnement à la fois de découvrir que personne n'avait songé avant moi à rédiger un mémoire sur le sujet pour le canton du Valais. En effet, seuls les articles de Myriam Evéquoz-Dayen<sup>1</sup> et celui de Michel Salamin<sup>2</sup> consacré au relâchement des mœurs dans le Valais napoléonien abordent la question. Reconnaissons que c'est une chance exceptionnelle de pouvoir avancer en terrain pratiquement vierge et de débroussailler des archives inédites.

Une question pourtant ne cesse de me tenailler. Pourquoi l'histoire sociale contemporaine valaisanne a-t-elle si peu intéressé les chercheurs ? Pourquoi une telle carence dans la bibliographie valaisanne ? Est-ce la réticence à traiter d'une histoire moins "noble" que celle des institutions, de l'économie et des guerres ? Est-ce la peur d'aborder des sujets qui, il n'y a pas si longtemps, étaient encore tabous en Valais ?

Chacun apportera la réponse qu'il désire. Il reste toutefois à espérer que les étudiants et les chercheurs de demain se mettent à apprécier l'histoire sociale du Valais et à entreprendre sa mise en lumière. Des pans entiers de l'histoire valaisanne, enfouis actuellement dans des cartons tristes, seront ainsi tirés de l'oubli.

---

<sup>1</sup> EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite et contrôle social dans le Valais romand", in *Equinoxe*, 20, 1998, pp. 79-87; EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "L'activité de la justice valaisanne de 1816 à 1839. Les jugements des tribunaux criminels et correctionnels de dizain", in *Idéologies et populations*, 1985, pp. 11-44.

<sup>2</sup> SALAMIN, Michel, "Le relâchement des mœurs dans le Valais napoléonien", in *Annales valaisannes*, 1993, pp. 3-114.

## **2. PRESENTATION DE LA DEMARCHE SUIVIE**

Nous avons pris le parti de traiter de la licence des mœurs dans le Valais de 1802 à 1847 à travers quatre points qui font tous l'objet d'un chapitre : la sexualité, l'ivrognerie, la coutume du charivari et enfin le divertissement de la danse. Nous nous sommes efforcés d'étudier de quelle manière faiseurs de lois, évêques, curés de paroisse, présidents de commune, groupes locaux et juges ont réagi face à cette licence.

Nous aborderons dans un premier temps la sexualité par l'étude de la lubricité<sup>3</sup> et de l'adultère qui constituent des délits distincts, réprimés de façon fort différente et par le groupe local et par la justice. Les sermons de l'abbé Clément et les lois votées sur le sujet au début du XIXe siècle nous rendront attentifs à la condition précaire de la femme valaisanne de cette époque.

L'ivrognerie et les cabarets, auxquels de nombreuses lois inefficaces sont consacrées, seront évoquées principalement par l'étude de rixes "politiques", "militaires" et "étrangères" causées par l'effet du vin. L'abbé Clément retiendra également notre attention : cet ecclésiastique avant-gardiste a en effet su déceler dans l'ivrognerie un danger pour la santé du peuple valaisan, particulièrement de la jeunesse, tout en relevant les points essentiels de la misère sociale qui entoure ce fléau.

Nous décrirons ensuite la coutume du charivari qui revêt trois visages dans le Valais de la première moitié du XIXe siècle : un visage matrimonial, social et politique. La toute-puissance du groupe local sera particulièrement mise en exergue dans ce chapitre.

Nous nous pencherons en dernier lieu sur le divertissement de la danse en insistant sur les dissensions qui existent entre les curés et les autorités politiques locales à son sujet.

## **3. PRESENTATION DU CORPUS DES SOURCES**

### **Les archives du Département de Justice et Police**

Les archives du Département de Justice et Police<sup>4</sup> constituent les sources principales pour notre travail de recherche. Ces documents se présentent sous forme de feuilles volantes et sont insérés dans des fascicules qui comportent un titre, une date et un numéro de référence. Il convient de relever en

---

<sup>3</sup> Ce terme a été défini pour le Valais de la période étudiée par Myriam Evéquoz-Dayen : il s'agit d'une "relation sexuelle entre célibataires de sexe opposé" (EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "L'activité...", *op. cit.*, p. 23). Je préciserai que ce terme s'applique également aux veufs.

<sup>4</sup> Ci-après DJP.

particulier le dossier 91.20, intitulé *Inconduite d'individus*, qui comporte des pièces riches et pratiquement inexplorées jusqu'à ce jour.

Le numéro 90 nous a été fort utile concernant les chapitres consacrés à la lubricité et aux charivaris. Ce dossier contient en effet le texte original des lois qui nous intéressent, ainsi que les messages, les projets de loi, les rapports de la commission et les observations de la Diète. Les messages qui précèdent l'élaboration d'une loi s'avèrent particulièrement intéressants, puisqu'ils expliquent les motifs qui préludent à l'adoption d'une loi sur tel ou tel sujet.

Notons que, pour les danses et les auberges, ces renseignements se trouvent dans les archives du Département de l'Intérieur, au volume 35 bis.

### **Les Manuscrits Clément**

Le vicaire du Val-d'Illiez, Jean-Maurice Clément (1736-1810), a rédigé de célèbres sermons concernant le relâchement des mœurs dans le Valais du début du XIXe siècle. Ses écrits revêtent une importance primordiale à nos yeux : ils nous permettent de mieux comprendre l'ivrognerie et dévoilent la sexualité des Valaisans de l'époque. Son sermon consacré aux charivaris, intitulé *Sur les charivaris et autres impositions pénales qu'on leur a substituées*, retiendra particulièrement notre attention.

### **Les Répertoires des jugements criminels et correctionnels rendus par les tribunaux valaisans (appelés communément le Registre des peines)**

Ces répertoires nous fournissent des renseignements nombreux et précis sur les délits de lubricité, sur les personnes qui les ont commis, ainsi que sur les tribunaux de dizain qui ont rendu ces jugements.

Deux registres couvrent la période étudiée. Le premier volume<sup>5</sup>, qui commence en 1816 et qui s'arrête en 1826, présente les jugements sous la forme d'un texte continu. Jusqu'en 1818, une page est réservée pour chaque jugement, même si celui-ci ne comporte que 5 lignes. A partir de cette date, tout l'espace de papier est utilisé et nous trouvons en général trois jugements par page.

Ce premier registre, peu agréable à consulter, indique le nom du condamné, son origine, son domicile, le tribunal de dizain qui l'a condamné, la cause de sa condamnation, et enfin, sous forme de numéros, les peines qui lui sont infligées.

---

<sup>5</sup> Archives de l'Etat du Valais (ci-après AEV), DJP 5075 A1.

Le second registre<sup>6</sup>, qui débute en 1815 et s'étend jusqu'en 1849, comporte des pages plus grandes et permet une consultation beaucoup plus aisée grâce à ses rubriques très claires : pour chaque jugement, ce registre indique un numéro d'ordre, la date du jugement, le nom du tribunal, le nom et le prénom des condamnés, leur lieu d'origine, la désignation des délits, et enfin le contenu des jugements.

Les informations que nous pouvons tirer de ces registres sont abondantes et utiles, malgré leur brièveté.

### **Les archives de l'Evêché**

Les archives de l'Evêché, particulièrement le répertoire intitulé *Omnibus Officialitas*, nous ont permis d'étudier le phénomène de l'adultère, délit qui relève presque exclusivement de la justice ecclésiastique.

### **Les Lettres pastorales des Evêques**

A partir des années 1830, les Evêques de Sion se sont élevés contre la licence des mœurs en publiant, à l'occasion du carême surtout, de nombreuses lettres pastorales pour tenter de ramener leurs diocésains corrompus dans le droit chemin. Ces lettres imprimées sont conservées à la Bibliothèque Cantonale de Sion.

### **Le fonds Charles-Emmanuel de Rivaz (1753-1830)**

Charles-Emmanuel de Rivaz, ancien préfet national helvétique, jouit, malgré sa destitution, d'une influence considérable dans le Valais du début du XIXe siècle. Sa correspondance, notamment avec l'Evêque de Sion Mgr Blatter<sup>7</sup> qui se confie à lui concernant le relâchement des mœurs, acquiert une valeur toute particulière à nos yeux.

---

<sup>6</sup> AEV, DJP 5075 A2.

<sup>7</sup> Evêque de Sion de 1790 à 1807.

### **Le fonds de la Médiation**

Le fonds de la Médiation No 189 sera utilisé exclusivement dans notre chapitre 3 concernant *l'arrêté du 17 juillet 1807 contre l'abus des boissons alcooliques*.

### **Les "Mémoires historiques sur le Valais" d'Anne-Joseph de Rivaz (1751-1836)**

Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, désigné parfois comme le "père de l'histoire valaisanne", décrit dans ses *Mémoires historiques* les bouleversements politiques et religieux dont le Valais est le théâtre de 1798 à 1834. Cette source imprimée nous fournit des indications très précieuses pour les charivaris et les rixes "politiques" qui se déroulent dans le Valais des années 1830.

## **4. JUSTIFICATION DE LA LIMITATION TEMPORELLE**

Notre étude débute en 1802, année de naissance de la République indépendante du Valais. En ce tout début du XIXe siècle, la licence des mœurs semble atteindre son paroxysme en Valais. Les témoignages des ecclésiastiques, qui s'insurgent contre cette situation morale déplorable, semblent révéler l'ampleur du mal. D'autre part, les nombreuses lois votées, dès l'instauration du nouveau régime, sur les délits de lubricité, sur les boissons alcooliques, sur les charivaris, ainsi que sur les danses démontrent le souci des autorités politiques de réagir face à la corruption des mœurs de nombreux Valaisans et Valaisannes de l'époque.

Nous nous sommes arrêtés au milieu du XIXe siècle pour des raisons de sources essentiellement. En effet, notre source principale du DJP, extrêmement riche pour les années 1802-1847, devient lacunaire à partir de cette époque. La matière fournie par l'ensemble de nos documents se révèle d'autre part suffisamment abondante pour se limiter à la première moitié du XIXe siècle. L'année 1847 constitue en outre une date-butoir : c'est en effet cette année-là qu'un nouveau régime est mis en place : le régime radical.

## **II. LES DELITS CONTRE LA MORALE**

Les délits contre la morale prennent deux visages dans le Valais de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle: celui de la lubricité et celui de l'adultère. Ces délits sexuels distincts sont réprimés de manière fort différente par deux justices parallèles et inégales : si les coupables d'adultère, jugés par le tribunal religieux, bénéficient d'une grande clémence, en revanche les personnes lubriques non seulement subissent l'ire du groupe local qui les expulse fréquemment, mais également doivent se soumettre au verdict de la justice civile qui les condamne à des amendes considérables.

### **1. LES SERMONS DU CLERGE FACE AUX DELITS CONTRE LA MORALE**

En guise d'introduction à ce chapitre, nous aborderons les sermons de deux ecclésiastiques de renom, l'abbé Clément, vicaire du Val-d'Illiez, et Mgr Blatter, évêque de Sion de 1790 à 1807. Ces discours rendent compte en effet de la réaction de l'Eglise face à la lubricité et à l'adultère, à deux niveaux hiérarchiques bien distincts. Nous noterons que l'adultère y est assez fortement condamné, ce qui nous permet d'affirmer qu'il existait une grande différence entre la théorie et la pratique dans la répression de ce délit.

#### **1.1 L'ABBE CLEMENT**

L'abbé Clément se montre impitoyable envers les personnes lubriques et adultères. Il s'en prend surtout aux jeunes filles qui font preuve d'un comportement inacceptable à ses yeux. Ces dernières méprisent en effet l'autorité parentale et pastorale en se livrant *"sans scrupule et sans pudeur aux excès de la débauche, de la crapule, des fréquentations les plus dangereuses et des corruptions les*

plus honteuses"<sup>8</sup>. Clément regrette le temps passé où les filles attendaient au moins que les garçons vinssent les trouver. Il dénonce ainsi l'attitude déplorable des jeunes filles de son époque, trop émancipées sexuellement à son goût :

*"Mais aujourd'hui, tout a changé, et de mal en pis, de sorte qu'il est commun de voir courir des filles (...) de jour et de nuit après les garçons et, ce qui est encore plus scandaleux, plus infâme et plus criminel, après des hommes mariés, comme les chèvres courent après celui qui leur présente du sel. Quelle impudence pour un sexe dont le plus bel ornement doit être la pudeur et la retenue ! Peut-on espérer, d'après ce qu'on voit tous les jours, de trouver aujourd'hui beaucoup de filles vierges ? Hélas ! On n'ose dire ce qu'on a droit d'en penser"*<sup>9</sup>.

Le vicaire du Val-d'Illiez ne tolère pas que les filles prennent l'initiative en amour. Pour lui, ce n'est pas dans l'ordre naturel des choses qu'une fille se plaise à séduire un homme. Ce renversement des rôles doit impérativement être combattu, et il importe que le sexe féminin retrouve son statut passif et soumis. La femme, selon Clément, doit en effet demeurer chaste, pudique et faire preuve de retenue. La virginité des jeunes filles semble d'ailleurs avoir obsédé le vicaire qui a consacré un sermon dominical à ce sujet<sup>10</sup>. Il en ressort que la protection de la virginité est un devoir essentiel pour une jeune fille, *"puisque l'ayant une fois perdue, c'est une perte irréparable, que tous les soins, toutes les larmes et les plus rigoureuses pénitences ne sauraient lui rendre"*<sup>11</sup>. Clément signale ainsi les moyens efficaces de conservation de la virginité<sup>12</sup> et il relève en particulier les défauts auxquels les jeunes femmes doivent se soustraire afin de conserver le plus longtemps possible leur virginité : la négligence, l'oisiveté, la dissipation, la curiosité, la licence, le luxe, les plaisirs mondains, la désobéissance, la dissimulation et l'inconstance<sup>13</sup>.

Ces discours clémentiens en disent long sur la condition des femmes valaisannes du début du XIX<sup>e</sup> siècle : des femmes qui se veulent libres, émancipées et étonnement avant-gardistes, mais que le pouvoir religieux s'efforce de reléguer coûte que coûte dans leur rôle traditionnel de passivité et d'obéissance à la volonté masculine.

Pour Clément, les véritables responsables de cette licence sexuelle, ce sont les parents qui ne montrent pas le bon exemple à leurs enfants. Le vicaire dénonce ainsi les pères et mères de famille

<sup>8</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 59, 1805, p. 75.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 76. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, pp. 60-61.

<sup>10</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 59, 1805, pp. 18-54.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 33. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 57.

<sup>12</sup> Le premier d'entre eux est la crainte et l'amour de Dieu omniprésent. La prière, la dévotion à la Sainte Vierge, le recours à Saint-Joseph et à l'ange gardien sont les autres moyens pour les filles de conserver intacte leur virginité.

qui pratiquent effrontément l'adultère, au risque de concevoir des enfants illégitimes, et qui conduisent leur progéniture sur une voie peu recommandable. Il s'en prend particulièrement aux mères coupables qui "*font servir leurs filles à toutes leurs intrigues criminelles et leur enseignent ainsi, en place du catéchisme, leur métier infâme, ruineux et criminel*"<sup>14</sup>. Les femmes apparaissent donc parfois aux yeux de Clément comme des êtres dangereux, susceptibles de détourner la jeunesse du droit chemin. Dans le même sermon, il décrit d'ailleurs l'influence néfaste des "mauvaises femmes" sur les enfants de famille :

*"Car, comme dit l'Ecriture sainte, il n'existe point de malice sur la terre comparable à celle d'une mauvaise femme. Ces mêmes dangereuses intrigantes exercent souvent le même métier pour distraire et détourner de la maison des enfants de famille, soit filles ou garçons. Elles tâchent d'en obtenir quelque chose en cachette; elles leur donnent du dégoût pour la maison paternelle, du mépris pour leurs parents et finissent par les corrompre et en faire des débauchés ou des libertines"*<sup>15</sup>.

Relevons enfin que le ton employé par l'abbé à l'encontre des parents coupables d'adultère s'avère particulièrement percutant. Clément parle en effet de "*fréquentations infâmes*"<sup>16</sup> et de "*désordre honteux, scandaleux et criminel*"<sup>17</sup>. Sans doute veut-il frapper les esprits et capter toute l'attention de son auditoire afin de culpabiliser les pécheurs et de mettre un frein à cette débauche sexuelle. Il est permis de douter de l'efficacité d'une telle méthode à une époque où, semble-t-il, les curés ne sont plus guère écoutés. Rappelons à ce propos deux témoignages révélateurs de l'autorité pastorale bafouée en ce début de XIXe siècle.

Pierre-Louis du Fay, président de la Diète et du dizain de Monthey, écrit à Charles-Emmanuel de Rivaz pour lui signaler que "*l'autorité pastorale, n'ayant aucun appui dans les conseils, se borne à des sermons qui ne font aucun fruit*"<sup>18</sup>. Quant au curé d'Ardon, Jean-Joseph Carrupt, il signale dans sa *Note sur le relâchement des mœurs*<sup>19</sup> écrite durant l'hiver 1800 que la première cause de cette situation d'anarchie morale est due à l'affaiblissement croissant de l'autorité pastorale :

---

<sup>13</sup> Seuls les trois premiers défauts sont développés par l'abbé Clément. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 58.

<sup>14</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 59, 1805, p. 78. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 66.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 83. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 68.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>18</sup> AEV, Rz, cart. 55, fasc. 25, No 22, le 16 janvier 1805. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 61.

<sup>19</sup> Cette note est composée à la demande de Mgr Blatter qui désire s'informer sur la situation morale du Valais afin de pouvoir mieux lutter contre la débauche et la luxure. Le témoignage du curé d'Ardon est d'une importance primordiale : ce dernier est en effet le doyen du décanat et il possède des renseignements sur tout le Valais grâce aux rapports qu'il a noués avec ses nombreux confrères. Selon le curé Carrupt, les causes de cette situation d'anarchie qui règne au début du XIXe siècle sont au nombre de quatre : l'affaiblissement croissant de l'autorité pastorale, le laisser-aller des autorités civiles, la négligence des fidèles à suivre l'instruction chrétienne et enfin les fréquentes réunions nocturnes qui troublent la tranquillité publique.



*"D'abord, tous les curés du diocèse sont d'accord à dire que le respect dû aux pasteurs disparaît de jour en jour malgré le zèle qu'ils mettent à remplir leur devoir avec exactitude, qu'ils ne sont plus écoutés, qu'à la moindre réprimande qu'ils donnent à des personnes sans conduite ils ne reçoivent que des grossièretés; s'ils veulent les corriger sur le scandale qu'ils donnent publiquement, au lieu de recevoir les avertissements avec soumission et d'avouer leurs fautes, "Vous n'avez plus rien à nous commander" disent-ils aux pasteurs, "Votre autorité n'est plus, nous savons ce que sont les prêtres"..."<sup>20</sup>.*

## **1.2 MGR BLATTER**

Tout comme l'abbé Clément, Mgr Blatter dénonce les adultères qui divisent les familles. Nous sentons cependant chez l'évêque de Sion une résignation devant l'ampleur du phénomène. Ne déclare-t-il pas : *"Telle est notre situation présente. Je vois le mal empirant de jour en jour et je ne vois point de moyen pour l'arrêter"*<sup>21</sup> ? Mgr Blatter rejette en fait toute la faute sur l'occupant français dont les armées s'avèrent particulièrement dangereuses pour les hommes mariés, abandonnés par leurs épouses qui leur préfèrent les militaires étrangers. Encore une fois, remarquons-le, la femme est présentée comme la coupable, comme l'incarnation du mal, comme la cause du malheur qui détruit le bonheur familial.

Relevons que Mgr Blatter insiste sur la récente détérioration des mœurs valaisannes. Il parle en effet de *"liaisons criminelles, scandaleuses et sans exemple dans ce pays, inouïes chez un peuple qui, jusqu'à présent, a conservé la simplicité et l'innocence de ses mœurs"*<sup>22</sup>. Faut-il voir dans les paroles de l'évêque un discours contre-révolutionnaire ? L'hypothèse paraît fort probante. A cette époque, la période révolutionnaire est ouvertement remise en cause et, comme le signale Patrick Maye, la dénonciation des mœurs devient un des principaux motifs de la dénonciation contre-révolutionnaire<sup>23</sup>. On s'en prend avec violence aux hordes révolutionnaires qui ont profondément démoralisé le pays<sup>24</sup>. Le général Turreau devient la cible principale de Mgr Blatter. Ce dernier voit en effet en ce chef tyrannique, qui gouverne le Valais à sa guise dès novembre 1801, le principal acteur de ce relâchement récent des mœurs. Turreau aurait en effet fortement découragé la population et entraîné un laisser-aller général :

---

<sup>20</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 435-18. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 63.

<sup>21</sup> AEV, Rz, cart. 58, fasc. 5, No 7, Mgr Blatter à Charles-Emmanuel de Rivaz, le 3 juin 1802.

<sup>22</sup> *Ibid.* Cité dans EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite...", *op. cit.*, p. 80.

<sup>23</sup> MAYE, Patrick, *Le clergé valaisan face aux défis de l'Helvétique (1798-1802)*, 1997, p. 148.

<sup>24</sup> Myriam Evéquoz mentionne ainsi le cas du grand châtelain de Sierre qui déplore la fréquence des relations sexuelles hors mariage, "crime devenu si commun, surtout par la démoralisation introduite depuis l'entrée dans ce pays des hordes révolutionnaires" (EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite...", *op. cit.*, p. 82).

*"Si les affaires ne se terminent pas bientôt, outre que notre peuple tombera tout à fait dans le découragement et se livrera au désespoir, la dépravation des mœurs s'augmente avec tant de rapidité qu'il n'y a plus moyen d'y tenir; cet état d'anarchie où nous sommes depuis six mois démoralise visiblement ce pays. Et que ferons-nous d'un peuple sans mœurs ? Un Etat ne peut subsister sans moralité"*<sup>25</sup>.

Pour essayer de porter un remède à cette situation qu'il juge alarmante, Mgr Blatter adresse, le 29 juin 1802, une lettre intitulée *Constitutio contra impudicos* à tous les fidèles de son diocèse. Il exhorte les pères et les mères de famille, les maîtres et les maîtresses, ainsi que tous les détenteurs de l'autorité de *"redoubler leurs soins et leur vigilance sur la conduite de leurs enfants, de leurs domestiques et inférieurs, de porter toute l'attention possible à les soustraire aux occasions qui pourraient les séduire"*<sup>26</sup>.

La deuxième partie de cette lettre contient une information de prime importance. En effet, l'évêque parle de *"personnes prostituées et sans pudeur qui scandalisent le public par leur conduite honteuse"*<sup>27</sup>. Des prostituées auraient donc existé dans le Valais du tout début du XIXe siècle. Un seul autre témoignage contenu dans les archives du DJP corrobore les dires de l'évêque : il s'agit de filles habitant à Isérables et qui, en 1803, couchent avec tous les hommes mariés du village. Elles sont ainsi qualifiées par le curé d'Isérables, Alexis Berthod, de *"prostituées"*<sup>28</sup>. Ces deux témoignages sont les seuls que nous possédons qui attestent l'existence du phénomène prostitutionnel dans le Valais des années 1800.

Relevons toutefois que les prostituées dont parle Mgr Blatter semblent être de nature différente de celles mentionnées par le curé Berthod<sup>29</sup>. Mgr Blatter lie la prostitution à l'occupation française qui serait pour ainsi dire responsable de ce phénomène. Dans sa lettre à de Rivaz, l'évêque de Sion déplore ainsi les *"maisons de débauche"*<sup>30</sup> que l'on introduit en Valais à cette époque. Nous ne sommes malheureusement guère renseignés sur ces établissements mis en place par l'occupant français. Plusieurs questions restent en suspens. Qui étaient ces filles qui œuvraient en ces maisons ? Des Valaisannes ? Des Françaises qui suivaient les armées ? Nous ne pouvons manquer également de nous interroger sur la clientèle de ces lieux de fornication. Ces derniers étaient-ils réservés exclusivement aux militaires en manque ? Les Valaisans y avaient-ils accès ?

<sup>25</sup> AEV, Rz, *op. cit.* Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 64.

<sup>26</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-565. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 80.

<sup>27</sup> *Ibid.* Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 81.

<sup>28</sup> AEV, DJP I 91.20, le curé d'Isérables, Berthod, au grand bailli de la République, le 17 octobre 1803.

<sup>29</sup> Les filles d'Isérables apparaissent plus comme des nymphomanes que comme des prostituées; cf. *infra* p. 18.

<sup>30</sup> AEV, Rz, *op. cit.*

Quoi qu'il en soit, le discours de Mgr Blatter nous dévoile la hantise que les prostituées suscitaient auprès de l'Eglise. L'évêque de Sion propose d'ailleurs des mesures radicales à leur rencontre. Si ces femmes, malgré les avertissements donnés par le curé de leur paroisse poursuivent leurs activités, elles seront privées d'offices divins et, en cas de mort, de sépulture ecclésiastique. Nous apprenons en outre que Mgr Blatter réserve pour ces prostituées un traitement bien particulier : elles doivent se soumettre à des "*corrections médicales*"<sup>31</sup>. Les prostituées sont-elles donc considérées comme des malades que l'on espère soigner ? En quoi consistent ces fameuses "*corrections médicales*" ? L'évêque de Sion favorise-t-il l'activité des guérisseurs et des "*meiges*" qui abondent à l'époque en Valais ? Autant de questions auxquelles nous ne pouvons malheureusement guère apporter de réponses. Nous savons seulement que, si les filles se dérobent à ce traitement, "*elles seront affichées aux portes de l'église, exclues de la communion des fidèles, privées des sacrements, du saint sacrifice de l'autel, des prières et des suffrages de l'Eglise et de toutes les œuvres du peuple chrétien*"<sup>32</sup>. Mgr Blatter mentionne enfin qu'elles "*seront livrées à Satan, comme cet incestueux de Corinthe que Saint Paul l'apôtre retrancha de la communion des saints*"<sup>33</sup>. L'évêque de Sion établit une étrange corrélation entre prostitution et inceste. Il justifie sa démarche en déclarant suivre les lois et les saints canons de l'Eglise ainsi que l'Evangile "*où il est dit que celui qui ne veut pas écouter l'Eglise doit être regardé comme un païen et un publicain*"<sup>34</sup>.

Les vœux de Mgr Blatter ont-ils été exaucés ? Aucune trace n'est en tout cas perceptible dans nos sources. Nous ne croyons cependant pas que ces propos qui sonnent comme une mise en garde aient été souvent appliqués en réalité. Rappelons en effet le peu de crédit dont jouissaient les prêtres à cette époque<sup>35</sup>. Etaient-ils véritablement en mesure de réaliser les souhaits de l'évêque ? Rien n'est moins sûr.

Si la prostitution a bel et bien existé dans le Valais de la première moitié du XIXe siècle, il y a tout lieu de croire qu'elle n'a duré que très peu de temps, les quelques années d'occupation français au début du siècle.

Relevons enfin, dès septembre 1802<sup>36</sup>, les efforts de Mgr Blatter auprès du Conseil d'Etat pour que soit mise en place une lutte plus efficace contre la licence des mœurs. L'évêque souhaite ainsi que

<sup>31</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-565. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 81.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Cf. *supra* p. 8.

<sup>36</sup> Myriam Evéquoz-Dayen rappelle qu'en septembre 1802 l'évêque retrouve sa place au sein de la Diète, entre président et vice-président (EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite...", *op. cit.*, p. 83).

soient créés de tribunaux de mœurs relevant du diocèse<sup>37</sup>; il réclame en outre une plus grande collaboration entre les autorités civiles et religieuses dans le domaine des mœurs<sup>38</sup>. Les désirs de Mgr Blatter ne se réaliseront que très partiellement. En effet, si les députés adoptent la loi du 7 novembre 1802 "*qui assure aux autorités ecclésiastiques l'appui des autorités civiles pour le maintien des bonnes mœurs et du respect dû à la religion*"<sup>39</sup>, en revanche, le Conseil d'Etat se montre réticent vis-à-vis des tribunaux de mœurs. Ceux-ci seront pourtant établis dans certaines paroisses, non sans provoquer l'ire de nombreuses personnes, en particulier celle de certains présidents de tribunaux de dizain. Innombrables sont en outre les appréhensions rencontrées chez le simple particulier qui a pu se sentir gêné par cette "*interpénétration du pouvoir ecclésiastique et de l'autorité judiciaire*"<sup>40</sup>. Ce tribunal, en qui Mgr Blatter a mis tant d'espoir, se révèle en fin de compte très infructueux. Il traitera seulement de quelques cas de danses illicites et de délits de lubricité. Ce sont les tribunaux de dizain et le tribunal religieux qui seront chargés, pour les années 1802-1847, de juger la quasi-totalité des délits contre la morale.

## **2. LA LUBRICITE**

La lubricité, qui occupe une place majeure dans ce chapitre, sera étudiée en trois temps : nous évoquerons tout d'abord les lois votées sur le sujet; nous examinerons ensuite la réaction du groupe local face à ce délit avant de nous pencher sur les remises d'amendes sollicitées par les coupables qui ne peuvent faire face aux exigences pécuniaires prononcées par la justice civile.

---

<sup>37</sup> Mgr Blatter désire qu'un tribunal des mœurs soit établi dans chaque paroisse du Valais; ce tribunal serait présidé par le curé de l'endroit et comporterait trois membres, à savoir le curé et deux assesseurs laïcs choisis par lui. Il se rassemblerait ordinairement tous les huit jours ou tous les dimanches après-midi pour délibérer des mesures à prendre contre les abus publics et les désordres dans les mœurs et extraordinairement en cas d'urgence. Un tribunal central serait présidé par l'évêque et siégerait dans la capitale valaisanne.

<sup>38</sup> Notons le discours contradictoire de Mgr Blatter. En refusant de communiquer les registres paroissiaux des naissances illégitimes aux châtelains, Mgr Blatter ne favorise pas la collaboration entre autorité civile et autorité religieuse. Comme le souligne Myriam Evéquoz-Dayen, l'évêque craignait sans doute "*d'ébranler la confiance des paroissiens et d'occasionner des infanticides*" (AES, *Omnibus Officialitas*, 365-565, Mgr Blatter au curé de Grône, le 8 janvier 1803; cité dans EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite...", *op. cit.*, p. 84).

<sup>39</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, pp. 62-63.

<sup>40</sup> SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 86.

## 2.1. LA LUBRICITE FACE AUX LOIS

Le 5 novembre 1802, le Conseil d'Etat adresse un message à la Diète de la République au sujet des peines se rapportant aux délits de lubricité. Il explique pourquoi il entend doubler les anciennes peines statuées et usitées au 1er juin 1798 et les difficultés que cette question soulève :

*"En s'occupant de la détermination des peines à porter contre la lubricité, le Conseil d'Etat a hésité longtemps sur la mesure qu'il convenait d'adopter. Il est bien certain que les anciennes peines statutaires ont été fixées dans un temps où l'argent avait une valeur beaucoup plus grande, parce qu'il était plus rare et où les exemples de licence étaient moins fréquents. Ces considérations demandent une augmentation dans la valeur numérique de ces peines et le vœu public la réclame. Mais, s'il paraît important de contenir la licence par des fortes peines, il est à redouter aussi que si on les aggrave trop, celle qui deviendra coupable par faiblesse, par séduction, par désordre même, ne soit poussée à un crime atroce par le dessein de se soustraire à un châtement trop au-dessus de ses facultés. (...) C'est entre ces deux extrêmes que le Conseil d'Etat a dû chercher à adopter un terme moyen et il a cru s'arrêter à la fixation du double des anciennes peines"*<sup>41</sup>.

Ainsi donc, selon les députés, la lubricité, qui semble concerner les femmes exclusivement, était plus rare à la fin du XVIIIe siècle qu'au début du XIXe siècle. Peut-on les croire véritablement ? N'est-ce pas plutôt là, comme nous l'avons vu précédemment, une réaction contre-révolutionnaire ? Myriam Evêquoz-Dayen, qui a consulté les amendes et les procédures épiscopales de la fin du XVIIIe siècle, soutient en tout cas cette hypothèse<sup>42</sup>. Quoi qu'il en soit, les députés décident de doubler les amendes appliquées en 1798. Ils se montrent soucieux de ne pas augmenter trop ces amendes en songeant à la situation désespérée de certaines femmes qui pourraient commettre l'infanticide pour éviter de payer une somme élevée. Ils étaient donc tout à fait conscients de l'existence de ce "crime de la misère, de la solitude et de la jeunesse"<sup>43</sup> dans le Valais de l'époque. Cette préoccupation du sort des femmes ne cache-t-elle pas d'autres motifs, plus politiques ? N'a-t-on pas voulu favoriser les naissances à une époque troublée, marquée par des guerres et un voisin très "envahisseur" ? Une augmentation des naissances, légitimes ou illégitimes, peut en effet conduire à un sentiment de sécurité et de puissance

<sup>41</sup> AEV, DJP I 90, p. 9.

<sup>42</sup> EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite...", *op. cit.*, p. 82.

<sup>43</sup> Expressions utilisées par Marie-France Vouilloz-Burnier pour définir l'infanticide dans le Valais de l'époque : "L'infanticide caractérise avant tout une condition sociale, celle où il est difficile de subvenir aux besoins d'un enfant, ou même de pouvoir garder son emploi en étant mère. La misère peut donc se trouver au centre de l'explication de ce crime. (...) L'étude du taux de complicité montre que pour 70 accusations d'infanticides, 14 seulement contiennent des rapports de complicité. On peut en déduire que ce crime est le plus souvent perpétré par une femme seule. Ce crime, commis pour la sauvegarde de son honneur, pour se mettre à l'abri de la réprobation publique, est la conséquence de la dissimulation plus ou moins réussie de la grossesse. La solitude dans laquelle il se commet, s'explique aussi par l'état civil de son auteur. En effet, plus de 70% des Valaisannes accusées d'infanticide sont célibataires. L'accusé est donc avant tout une femme seule, jeune [ la moyenne se situe entre 27 et 28 ans ] et célibataire qui s'exclut par crainte du déshonneur et de la réaction du milieu familial

face à un ennemi. Sont-ce ces raisons démographiques qui ont mû les députés dans leurs démarches ? La question reste posée. Il n'en demeure pas moins que, le 6 novembre 1802, ils adoptent la *Loi sur les délits de lubricité* qui stipule que *"les amendes pécuniaires statuées et généralement usitées au 1er juin 1798 contre tous les divers cas de lubricité sont portées au double dans toute l'étendue de la République"*<sup>44</sup>. L'énoncé de cette loi présente cependant un inconvénient de taille : il y avait une grande différence entre le tarif pratiqué généralement et les tarifs particuliers qui existaient à Monthey, Bagnes et Sion. Pour résoudre cette question épineuse, le Conseil d'Etat décide de transmettre la loi dans les dizains en y joignant une copie du tarif observé généralement afin qu'il serve de base à la peine double décrétée par la loi<sup>45</sup>.

Toutes les difficultés ne sont pas pour autant aplanies. Certains tribunaux refusent en effet d'appliquer cette loi en raison de son imprécision. Le grand châtelain du dizain de Sierre annonce ainsi au conseiller de Rivaz, le 29 décembre 1802, que les membres de son tribunal *"n'ont pas cru devoir mettre cette loi en exécution, dans le doute qu'ils ont que cette loi du double est applicable à tous les délits, quoique commis antérieurement à sa promulgation et qui n'ont été constatées qu'après, et si aussi généralement ceux qui viendraient encore désormais en connaissance et dont la perpétuation aurait devancé la publicité de la loi doivent être soumis"*<sup>46</sup>.

Cette loi controversée, mais néanmoins souvent appliquée, est à lier avec celle du 26 novembre 1804 qui ordonne aux filles grosses d'en faire la déclaration dans un temps prescrit<sup>47</sup>. L'article premier de cette loi en dit long sur la situation précaire des mères célibataires dans le Valais du début du XIXe siècle :

*"Une fille grosse, dont la conduite est d'ailleurs irréprochable, est croyable pour la première fois, lorsqu'elle déclare sous serment et dans la douleur de l'enfantement, pour père de son enfant, un homme non marié; mais elle n'est pas croyable contre un homme marié ou voué à l'état ecclésiastique, si elle n'a d'autres moyens de preuves"*<sup>48</sup>.

La Diète de la République considère en effet que *"dans ces derniers cas, elle est présumée fille débauchée"*<sup>49</sup>. Il est en outre établi qu'une fille enceinte doit déclarer sa grossesse au président du conseil communal de son village ou au président du dizain au plus tard dans la première quinzaine du

---

et social (VOUILLOZ-BURNIER, Marie-France, "L'infanticide devant les tribunaux valaisans du XIXe siècle", in *Annales valaisannes*, 1997, p. 100).

<sup>44</sup> *Constitution et lois*, t. I, pp. 68-69.

<sup>45</sup> AEV, DJP I 90, le 6 novembre 1802.

<sup>46</sup> AEV, DJP I 91.21.

<sup>47</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, pp. 266-269.

<sup>48</sup> *Ibid.*



sixième mois. Si elle ne se soumet pas à ces directives, elle perdra alors toute action en dédommagement contre le père de son enfant qui restera à sa seule charge. Relevons enfin que l'infanticide est évoqué à l'article 4 de cette loi:

*"Si l'enfant d'une fille grosse, qui n'aurait pas satisfait au premier dispositif de l'article 2, en faisant sa déclaration dans les quinze premiers jours du sixième mois au plus tard, étant né mort, ou mourait, sans qu'il y eut des témoins suffisants qui attestassent qu'il fut mort naturellement, cette mère sera exposée pendant une heure en place publique, avec un écriteau "fille prostituée"<sup>50</sup> soupçonnée par la loi d'avoir tué son enfant", et ensuite recluse pour six mois dans la maison de correction"<sup>51</sup>.*

Cette loi si peu favorable aux femmes ne sera guère appréciée des curés qui *"tous ou presque tous la regardent comme contraire aux bonnes mœurs, comme ouvrant une large porte à l'adultère, comme favorisant le libertinage des hommes mariés et des ecclésiastiques incontinents, enfin comme injuste envers les filles séduites et inhumaine envers les enfants qui en naissent"*<sup>52</sup>. Relevons toutefois qu'un seul ecclésiastique ose s'opposer énergiquement et ouvertement *"à la funeste loi du 26 novembre 1804 qui ouvre la porte au libertinage des maris corrompus"*<sup>53</sup> : l'abbé Clément. Ce dernier affirme en tout cas avoir été le premier à s'élever par écrit contre cette loi, dans deux pages de sa statistique du val-d'Illiez et *"dans plusieurs écrits particuliers qui sont même parvenus entre les mains des autorités supérieures"*<sup>54</sup>.

A travers ces lois, il est possible de se faire une idée de la situation bien précaire de la femme valaisanne du début du XIXe siècle. Les autorités les fragilisent et les marginalisent en les rendant responsables de tous les maux, tandis qu'elles favorisent l'émancipation de l'homme.

## **2.2 REPRESSION DE LA LUBRICITE AU NIVEAU LOCAL**

L'expulsion, l'éloignement et le confinement ont, semble-t-il, été considérés comme des moyens efficaces pour combattre la lubricité. En effet, les autorités communales et religieuses locales, alertées par la rumeur publique, ont fréquemment usé de ces solutions pour essayer de ramener les brebis

---

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Comme on peut le constater, la définition du mot prostituée n'est pas bien définie à l'époque. Etaient sans doute qualifiées de prostituées les filles légères qui couchaient avec les hommes pour leur propre plaisir sans demander rétribution pour leurs services.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> AEV, Rz 201/2, pp. 1-2; cité dans EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite...", *op. cit.*, pp. 85-86.

<sup>53</sup> DEVANTHEY, Pierre, "Un curieux témoin valaisan de la Révolution française : l'abbé Jean-Maurice Clément (1736-1810) vicaire de Val-d'Illiez", in *Vallesia*, 1959, p. 11.

<sup>54</sup> DEVANTHEY, Pierre, *op. cit.*, p. 12.

égarées sur la voie de la raison, non sans leur avoir toutefois lancé auparavant de nombreux rappels à l'ordre.

C'est la population locale qui, en premier lieu, engage le processus d'expulsion d'un élément lubrique. En effet, la population entend, écoute, observe et épie les rencontres amoureuses illicites. Quand l'affaire est connue de tous, le curé et les autorités politiques sont sommés par la population d'intervenir dans les plus brefs délais pour tenter de ramener l'ordre. Si les coupables se soumettent, les choses en restent là; s'ils récidivent et s'obstinent à demeurer sourds aux rappels à l'ordre, ils sont alors la plupart du temps dénoncés en haut lieu, au grand bailli ou à l'évêque, par le curé. Qu'on ne croie pas que celui-ci soit libre d'agir à sa guise : la pression de la population locale est si forte que ce dernier n'a d'autre choix que de se soumettre à la volonté populaire. Nous verrons d'ailleurs à quel point la population se plaît à jouer les témoins dans ces affaires de lubricité.

### **2.2.1 LE RÔLE DES CURES**

Ce sont donc les curés, véritables relayeurs de l'opinion publique, qui organisent la mise à l'écart des personnes lubriques. Désireux de ne point entacher leur renommée, les curés semblent n'éprouver aucun scrupule à expulser des êtres miséreux, en particulier les femmes enceintes, en proie à l'animadversion générale.

A Port-Valais, le curé Dunoyer déploie ainsi des efforts considérables pour obtenir l'expulsion de Louise Chirman, déclarée enceinte par la rumeur publique. Il espère la voir déguerpir le plus tôt possible; il craint en effet que son autorité en pâtisse si les mesures prises jusqu'à présent restent vaines. Solliciter le secours du grand bailli lui semble être la meilleure solution à adopter :

*"Je supplie encore une fois votre Excellence de daigner recevoir favorablement mes réclamations contre cette particulière. Car l'autorité nécessaire à mon ministère serait compromise si les mesures que j'ai prises jusqu'à présent pour obtenir son expulsion étaient sans effet. Mais ce serait faire injure au zèle dont sont animés les personnages respectables qui sont à la tête du gouvernement que de craindre seulement que des réclamations telles que celles-ci n'obtiennent pas un résultat avantageux pour le troupeau qui m'a été confié"<sup>55</sup>.*

---

<sup>55</sup> AEV, DJP I 91.29, le 12 janvier 1830.



Dans la même commune, Thérèse Levet, qui a accouché le 2 janvier 1830 en ayant caché à tout le monde sa grossesse, prend les devants. Elle sait pertinemment que l'expulsion la guette; c'est pourquoi elle quitte Port-Valais un beau matin, pour la plus grande joie du curé Dunoyer qui ne peut s'empêcher de s'exclamer avec soulagement : *"Au reste, cette fille a heureusement quitté cette paroisse"*<sup>56</sup>.

Notons que les filles enceintes ne sont pas les seules à s'attirer les foudres des curés. Le curé de Mase, Charles Bonvin, craint, tout comme Dunoyer, de voir son autorité anéantie s'il ne punit pas deux garçons lubriques de sa paroisse. C'est désespéré qu'il sollicite le secours de l'évêque de Sion, le 22 janvier 1823 :

*"Je viens par la présente vous faire observer que la paroisse se scandalise et même le conseil - au moins la majeure partie - de ce que je ne fais, disent-ils, pas mon devoir de faire punir ces libertins Jean Mathieu et Jean-Joseph Boson; le conseil me fit observer que, si cette fois ils échappent encore et ne subissent pas une peine dure ou au moins exemplaire, jamais autre fois ils me prêteront appui, d'autant plus qu'ils se flattent d'avoir eu plus de crédit auprès de Votre Grandeur et de Son Excellence que le curé et les premiers de la commune"*<sup>57</sup>.

Il convient de mentionner que tous les curés n'ont pas cette attitude méprisante envers les personnes coupables de lubricité. Rappelons-nous en effet les efforts considérables déployés par certains ecclésiastiques afin d'obtenir une remise d'amende pour leurs paroissiens un peu trop passionnés.

Nous avons évoqué en particulier la grande tolérance du curé d'Orsières, Barras, qui ne redoute aucunement de perdre son autorité en portant secours aux âmes en détresse. Les critiques des autorités politiques n'ont en effet aucune influence sur son comportement; seul compte le soulagement de la misère des êtres dont le grand tort a été de s'aimer en dehors d'une union officielle. En tout cas, les situations que d'autres prêtres auraient jugées désespérées l'intéressent au plus haut point. Ainsi, il n'éprouve aucun scrupule à favoriser François Dovra et sa compagne qui scandalisent la population du village<sup>58</sup>. On reproche au veuf de se remarier avec une fille qui porte le fruit de leur péché et qui a déjà un enfant illégitime. La "bête noire" de bien des curés est traitée ici avec compréhension. Une telle attitude marginale peut sembler illusoire et vouée à l'échec. Pourtant, il n'en est rien; rappelons en effet que les demandes du curé d'Orsières, aussi étrange que cela puisse paraître, ont toujours été couronnées de succès. Peut-être existait-il en haut lieu des personnes

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> AEV, DJP I 91.20.

<sup>58</sup> AEV, DJP I 91.20, le grand châtelain Ribordy au grand bailli de la République, le 20 septembre 1830.

influentes qui partageaient secrètement les convictions de l'homme d'Eglise et qui le manifestaient par cette voie-là.

### **2.2.2 LE RÔLE DES TEMOINS**

Il convient de relever ici le rôle fondamental joué par les témoins dans ces expulsions. Une affaire, celle des "prostituées d'Isérables"<sup>59</sup>, met bien en évidence le récit capital et très détaillé des témoins.

En 1803, Isérables fut le théâtre d'un véritable scandale orchestré par trois filles lubriques qui se sont attachées à séduire les hommes du village, en particulier les hommes mariés. Alexis Berthod, le curé, dénonce au grand bailli tous les faits et gestes de ces dévergondées, en se basant sur les paroles de la population locale courroucée et délatrice. Nous sommes ainsi extrêmement bien renseignés sur les lieux et les périodes de fornication de ces trois femmes et de leurs amants respectifs :

*"1. Un témoin oculaire me déclara avoir attrapé lui-même, ce dernier printemps, un homme marié couché avec ces filles (et cela après plusieurs exhortations de part et d'autre). 2. Ce même témoin, et d'autres, ont déclaré que cet homme marié a continué durant cet été d'entrer de nuit dans cette maison tantôt par la porte, tantôt par une fenêtre du galetas où ces filles couchent en été (une fois voulant entrer de nuit par cette fenêtre, il est tombé à terre et se blessa une main et un pied). Ce même homme marié a avoué lui-même à son voisin (qui me l'a déclaré) qu'entrant une nuit par cette fenêtre, il a aussi trouvé un autre jeune homme qui était déjà couché avec ces filles : quel désordre ! 3. Un témoin, intime ami de cet homme marié, m'a aussi déclaré que cet homme marié avait plusieurs fois (sur des avis salutaires qu'on lui avait donné) pris la résolution de ne plus fréquenter ces filles; mais que ces méchantes filles à la première rencontre le flattent derechef et le savent si bien captiver par leur flatterie que ce jeune homme marié se laisse derechef entraîner à leur commerce. On voit par là que ce sont ces filles la source du désordre. 4. Un témoin, leur voisin, assure que la veille de St-Jacques, qui était un dimanche, cet homme alla se promener sur Nendaz avec l'une de ces filles, et la nuit suivante il les vit entrer dans la maison de cette fille (la mère et l'autre sœur étaient absentes). Le lendemain, fête de St-Jacques, ce même voisin allant à la messe, et passant par devant la porte de leur maison, les entendit, la porte étant fermée : ils ont persisté pendant tous les offices divins et n'en sont sortis que pendant que mes autres paroissiens étaient à dîner : quelle horreur!"<sup>60</sup>*

<sup>59</sup> S'agissait-il cependant véritablement de prostitution avec rémunération pour services rendus ? Jamais en tout cas le salaire des filles n'est mentionné. La seule indication qui serait susceptible de nous faire penser à un travail payé se rapporte au vocable "commerce" employé par Berthod à l'encontre des filles d'Isérables : "*elles attirent à leur commerce*". Mais ce terme peut également être entendu dans le sens de fréquentation, de rencontre à caractère scandaleux, sans arrière-pensée pécuniaire. Ces filles qui se plaisent à débaucher les mâles locaux nous apparaissent d'ailleurs plus comme des "nymphomanes alpestres" que comme des filles soumises à la concupiscence masculine. Le curé Berthod n'aurait peut-être pas trouvé d'autre mot pour qualifier ces filles particulièrement débauchées; peut-être aussi voulait-il se faire entendre plus sûrement en haut lieu, et c'est la raison pour laquelle il utilise ce terme qui ne peut manquer de frapper les esprits.

<sup>60</sup> AEV, DJP I 91.20, le curé d'Isérables Alexis Berthod au grand bailli de la République, le 17 octobre 1803. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 88.

Ce qui frappe surtout dans le récit du curé, c'est leur volonté de faire retomber la responsabilité du désordre sur les filles uniquement : ce sont elles les véritables coupables, les hommes sont en effet toujours présentés comme les victimes malheureuses, mais consentantes, de ces débauchées. Le curé Berthod rapporte en effet que des témoins lui ont assuré que *"c'est toujours cette méchante femme [Anne-Fabiane Cretty] qui le cherche [Sautier]"*<sup>61</sup>. Ils sont persuadés *"que cet homme se corrigerait si Fabiane était loin d'ici, car il n'y a personne dans cette commune qui puisse dire qu'Antoine Sautier ait fait un seul pas pour chercher Fabiane"*<sup>62</sup>. L'expulsion est donc la solution requise par les villageois pour se débarrasser définitivement de ces insatiables dévoreuses d'hommes et habiles briseuses de ménage. On craint le pire si cette mesure n'est pas adoptée rapidement :

*"Je crois que les articles constatés, que je viens de rapporter, sont suffisants pour démontrer à Votre Excellence la nécessité de cette expulsion pour nous en défaire de ces brebis galeuses, qui infectent plusieurs autres et qui en infecteront davantage, si nous continuons à les tolérer chez nous, puisque après tous les avertissements et menaces elles sont incorrigibles"*<sup>63</sup>.

On veille donc à ce que ces libertines soient expulsées suffisamment loin d'Isérables pour éviter tout risque de retour : elles devront retourner, ainsi que toute leur famille, dans leur village d'origine à Finhaut. Par cette mesure, on espère aussi empêcher certains assidus de les rejoindre dans quelque village des alentours.

Cette affaire dévoile la différence de traitement réservée aux êtres lubriques et aux adultères, elle souligne surtout la condition misérable d'une femme célibataire face à l'hégémonie sexuelle masculine. Les trois filles en question sont en effet considérées comme des pestiférées qu'il faut chasser le plus loin possible, alors que les maris volages ont droit au pardon et à la compréhension de la population locale.

### **2.2.3 LE RÔLE DU CONSEIL COMMUNAL**

Le conseil communal semble avoir joué parfois un rôle fondamental dans ces affaires d'expulsion. En effet, quand les fréquents rappels à l'ordre des curés n'ont aucun effet sur les êtres lubriques, le conseil communal organise lui-même l'expulsion, sans en référer aux instances supérieures.

---

<sup>61</sup> AEV, DJP I 91.20, le curé d'Isérables Alexis Berthod au grand bailli de la République, le 8 novembre 1803.

Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 89.

<sup>62</sup> *Ibid.*

En 1810, le conseil de la commune de Salvan décide ainsi d'expulser Pierre-Joseph Duchoux et Marie-Joseph Coutaz, veuve d'un militaire français, en raison de la vie scandaleuse qu'ils mènent ensemble depuis deux ans, au mépris de toutes les remontrances qui leur ont été faites par le curé et par le conseil communal lui-même. La goutte qui a fait déborder le vase étant certainement la naissance de deux enfants illégitimes au printemps. Les autorités communales, qui considèrent que c'est un devoir de réprimer l'indécence et que *"l'impudicité et la licence sont des écueils aux bonnes mœurs, qu'ils ne produisent qu'impiétés et désordres capables de détruire les fondements les plus solides de la société"*<sup>64</sup>, élaborent un arrêté en trois points à leur sujet. Les amoureux sont expulsés de la commune; ils peuvent toutefois y revenir s'ils acceptent de changer de comportement, comme le précise l'article 2 : *"Il leur est accordé trois jours dès la date pour mettre ordre à leurs affaires et ensuite n'y plus rentrer pour y fixer leur demeure sans avoir tout à fait changé de conduite et de mœurs (...) en se présentant préalablement au conseil de la dite commune de Salvan"*<sup>65</sup>.

Il y a tout lieu de croire que les coupables seront finalement exclus du village. Le refus de Duchoux d'obtempérer décide en effet le conseil de Salvan à recourir à la force armée pour l'exécution de son arrêté.

Après étude de ces différents cas, nous pouvons affirmer que le rôle du groupe local s'avère prépondérant dans ces affaires d'expulsion. C'est lui qui décide en premier lieu, après enquête minutieuse et concertation, de mettre en route la machine à éliminer les éléments perturbateurs. Sa première démarche consiste à faire appel au curé ou aux autorités communales pour que des rappels à l'ordre soient lancés. Ce n'est qu'en cas d'échec de ce premier niveau du contrôle des conduites que la justice est appelée à la rescousse.

## **2.3 LES DELITS DE LUBRICITE FACE A LA JUSTICE**

Les délits de lubricité occupent la première place dans le *Registre des peines* concernant les délits contre la morale. Pour la période 1815-1847, les tribunaux de dizain jugent en effet 85 cas de

---

<sup>63</sup> AEV, DJP I 91.20, le curé d'Isérables Alexis Berthod au grand bailli de la République, le 17 octobre 1803.

<sup>64</sup> AEV, DJP I 91.20, le conseil de la commune de Salvan à Pierre-Joseph Duchoux et à Marie-Joseph Coutaz, le 1er septembre 1810.

<sup>65</sup> *Ibid.*

lubricité et 17 cas d'adultère. C'est cette suprématie des délits de lubricité qui nous a poussé à leur accorder une large place dans ce chapitre.

Il convient de relever en premier lieu que ce délit est plus spécifiquement féminin que masculin. En effet, pour les années 1815-1847, les femmes apparaissent 59 fois dans les répertoires, les hommes seulement 26. Nous pouvons nous interroger sur la véracité de ces chiffres. Sont-ils fiables et reflètent-ils vraiment la réalité ? Les Valaisannes du siècle passé auraient-elles été plus lubriques que les hommes ? Nous émettons des doutes à ce sujet. Ces chiffres n'indiqueraient-ils pas plutôt une répression sexuelle plus sévère envers les femmes qu'envers les hommes ? N'oublions pas en effet qu'une femme peut plus difficilement dissimuler un acte sexuel illicite par la grossesse que celui-ci implique souvent. L'enfant illégitime qu'elle engendre constitue ainsi la preuve flagrante de sa vie de débauche. Ces chiffres ne peuvent en outre guère surprendre si l'on considère la loi du 26 novembre 1804 qui méprise totalement la femme et qui donne la part belle au mâle tout-puissant.

Nonante cas de lubricité en 34 ans. Comment interpréter un tel chiffre ? Celui-ci indique certes que les affaires de lubricité étaient plus souvent portées devant les tribunaux que les affaires de danses illicites, de charivaris et de rixes. Mais il convient de relativiser les choses. En effet, ce chiffre semble relativement assez faible si l'on considère que la population valaisanne s'élevait tout de même à 63156 habitants en 1816 et comptait 81524 âmes en 1846<sup>66</sup>. Une affaire de lubricité portée devant un tribunal semble finalement assez exceptionnelle dans le Valais de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Devons-nous conclure que les Valaisans de l'époque étaient dans une grande majorité très sages, avec une sexualité exemplaire ? Le poids de la religion avait-il à ce point étouffé la sexualité des Valaisans ? Existait-il une société composée d'hommes mariés honorant exclusivement leur femme et dans laquelle les célibataires avaient renoncé à tout plaisir sensuel ? La réponse est assurément négative. Il y a tout lieu de croire que la lubricité était souvent si bien dissimulée qu'elle demeurait tout simplement invisible. Les êtres lubriques qui parvenaient devant les tribunaux de dizain n'ont sans doute pas fait preuve d'assez d'intelligence et d'ingéniosité pour garder leurs amours secrètes. Ils n'ont, par la suite, pas écouté les fréquentes remontrances du curé ou du conseil communal alerté par la population locale. Car, et le fait est important à souligner, les autorités locales, civiles et religieuses, ne décident de recourir à la justice que lorsque les délinquants de l'amour restent obstinément sourds à leurs rappels à l'ordre. Le recours aux tribunaux de dizain apparaît donc comme une solution extrême et exceptionnelle, employée pour des amants récidivistes particulièrement

rebelles. En fait, pour être accusé de délit de lubricité devant un tribunal de dizain, il fallait vraiment "pousser le bouchon" un peu trop loin; il fallait non seulement mépriser totalement les recommandations des autorités politiques et religieuses, mais également faire peu de cas de la rumeur publique qui pouvait s'avérer extrêmement puissante et destructrice.

L'étude des délits de lubricité à travers les *Répertoires des jugements criminels et correctionnels* permet de tirer quelques constatations concernant le fonctionnement de la justice valaisanne dans le domaine des mœurs. Il est possible ainsi de se faire une idée plus précise du caractère profondément hétéroclite des tribunaux de dizain valaisans. Relevons tout d'abord que ces tribunaux siègent de manière très irrégulière et ne rendent aucun jugement en matière de mœurs pendant une ou plusieurs années : ainsi, les années 1815, 1816, 1820, 1822, 1823, 1826, 1830, 1834, 1836, 1838, 1840 et 1844 sont totalement omises dans le *Registre des peines*.

Il convient de mentionner ensuite que les tribunaux de dizain se prononcent d'une manière très inégale sur ces délits de lubricité. Les tribunaux des dizains campagnards ne tranchent pratiquement jamais ce genre de faute : pour les années 1815-1847, les tribunaux d'Hérens et d'Entremont ne jugent aucun cas de lubricité, celui de Conthey 2 cas, et celui de Conches 1 cas seulement. Ces délits occupent par contre souvent les tribunaux citadins. Pour la même période, le tribunal de Sion condamne 14 personnes lubriques et le tribunal de Martigny 11. Le tribunal de Monthey fait toutefois exception, puisque 3 cas de lubricité sont mentionnés pour toutes ces années. Il convient enfin de relever que les tribunaux haut-valaisans de Brigue et de Viège punissent souvent la lubricité (Brigue: 12 cas; Viège : 14 cas) et se rapprochent par là des tribunaux de Sion et de Martigny.

Une constatation s'impose : la répression sexuelle diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne du Haut-Valais qui semble très intolérant en matière de délit contre la morale. La répression religieuse y était-elle plus forte qu'ailleurs ? La mentalité y était-elle autant étriquée et renfermée que la topographie locale ? Sans doute. Les chiffres concernant la population sont tout à fait significatifs : le dizain de Viège, par exemple, qui compte deux fois moins d'habitants que Sion et trois fois moins que Martigny juge autant de cas de lubricité que ces deux villes. Notons aussi que le tribunal de Monthey qui aurait certainement dû connaître, en raison de la forte population du dizain, autant de cas de lubricité que Sion et Martigny ne fait mention que d'un cas unique, ce qui ne peut manquer de surprendre. Ce chiffre semble en tout cas tellement invraisemblable qu'il ne peut en aucun cas être le reflet de la réalité. Il tend à démontrer simplement que la lubricité était mieux tolérée dans le Bas-

---

<sup>66</sup> *Travaux statistiques du canton du Valais*, 1907, p. 79.



Valais qu'ailleurs. Le tribunal de dizain de Monthey avait sans doute aussi d'autres chats à fouetter, il était certainement occupé à juger d'autres délits, plus nombreux et plus importants pour lui. N'oublions pas en effet que les troubles politiques se sont avérés particulièrement virulents dans cette région, à partir de 1830 surtout.

### **2.3.1.LES REMISES D'AMENDES**

Les tribunaux de dizain ont puni la lubricité de manière particulièrement sévère en infligeant aux coupables des amendes très élevées, en leur réservant des peines d'emprisonnement<sup>67</sup> et en leur faisant subir des châtiments humiliants<sup>68</sup>. L'éloignement momentané<sup>69</sup> et le confinement<sup>70</sup> requis parfois par les tribunaux apparaissent comme des solutions de modération.

---

<sup>67</sup> En règle générale, pour les délits de lubricité simples, la peine de prison est infligée aux condamnés qui ne peuvent payer leur amende et leurs frais de procédure. Cette règle souffre cependant bien des exceptions; les divers tribunaux de dizain, qui pâtissent d'un manque d'uniformité flagrant, jugent en effet un même délit très différemment. Jean Graven résume parfaitement la situation en déclarant que *"les jugements rendus en matière pénale (...) présentaient quelquefois une divergence choquante dans l'application des peines pour des délits de même nature"*. Graven rappelle en outre que les tribunaux de dizain, en l'absence d'un code pénal valaisan jusqu'en 1858, se référaient volontiers aux législations des autres cantons ou des Etats voisins (GRAVEN, Jean, *Les origines du code pénal valaisan*, 1928, p. 8). Myriam Evéquoz-Dayen mentionne ainsi que *"la Constitution criminelle de Charles-Quint, appelée la Caroline, a servi de loi criminelle en Valais"* (EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, *"L'activité..."*, *op. cit.*, p. 29).

<sup>68</sup> Au cours de la période étudiée, 21 condamnés subissent la peine de l'exposition pour avoir commis un délit de lubricité. Ce châtimement humiliant est défini avec précision par les juges et ne laisse aucune place à l'improvisation. Les accusés sont exposés dans un endroit très fréquenté, devant l'église ou sur la place publique, en général un jour de marché ou un dimanche. Le temps d'exposition des condamnés est souvent indiqué d'une manière très détaillée. Les attributs dont sont parés les condamnés lors de ces expositions ne peuvent manquer de frapper les esprits. Les malheureuses victimes - les femmes presque exclusivement - doivent porter bien souvent une couronne de paille sur la tête ainsi qu'un écriteau sur la poitrine mentionnant la faute commise. Dans de rares cas, on pimente le spectacle en leur faisant tenir en plus une verge ou un cierge allumé dans leurs mains. Relevons enfin que la fustigation accompagne parfois l'exposition. Celle-ci prend l'allure d'une procession où chaque coup doit être calculé minutieusement par le bourreau.

Myriam Evéquoz-Dayen souligne que ces peines infamantes *"rappellent fortement la justice d'Ancien Régime qui convie la société au spectacle de la punition exercée sur le corps du délinquant. (...) L'honneur souffre autant que le corps !"* (EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, *"L'activité..."*, *op. cit.*, p. 31).

<sup>69</sup> L'éloignement, contrairement à l'expulsion, laisse au délinquant la possibilité de retourner sur les "lieux du crime". Le compte-rendu d'une séance de tribunal, datée du 25 juillet 1834 (AEV, DJP I 91.20) nous apprend ainsi que le jeune lubrique Borgeat, de la commune de Lens, a dû s'éloigner aux bains de Loèche pendant neuf mois et qu'il a fréquenté la classe du surveillant Barras. C'est la maladie qui contraindra l'exilé à rentrer à Lens. Il est précisé toutefois que *"s'il n'était pas tombé malade aux Bains, il y aurait fini l'année"*.

La seule autre pièce du DJP qui parle d'éloignement est très succincte et ne permet pas de tirer des informations supplémentaires concernant ce phénomène. Bornons-nous donc à la citer simplement. Le curé Michel Bonvin, de Salins, sollicite *"l'éloignement de la nommée Marie Terra à cause de sa perversité morale, quoique elle ne se soit point manifestée publiquement par ses actions dans cette commune, du moins assez suffisamment par ses paroles, dont monsieur le président peut en parler savamment. Quant à ses mauvaises actions, je vous assure que celles qu'elle a commises ailleurs, elle les commettra bien ici, si on a pas du soin de l'en éloigner"* (AV, DJP I 91.20, le 27 décembre 1831).

Nous avons pris le parti de développer dans ce chapitre les remises d'amendes sollicitées par les coupables de lubricité qui ne peuvent payer la somme requise par les juges en raison de leur pauvreté. Au cours de la période étudiée, le montant de ces amendes<sup>71</sup> atteint le plafond en 1832. Angélique Vérolet, accusée de lubricité pour la quatrième fois par le tribunal de Martigny, est sommée de payer une amende de 320 francs<sup>72</sup>. Relevons toutefois que cette affaire demeure exceptionnelle et que les montants perçus pour les délits de lubricité s'étendent en moyenne entre 20 et 60 livres mauricoises. Quoi qu'il en soit, ces amendes sont toujours trop élevées pour les coupables qui sollicitent bien souvent des remises d'amendes auprès du grand bailli de la République dans l'espoir d'échapper à la maison de force. Relevons qu'il faut remplir plusieurs conditions pour obtenir cette faveur : faire acte de repentir, manifester une conduite irréprochable depuis sa "chute", prouver sa grande pauvreté en se faisant délivrer un certificat de carence par le président du village; enfin, le fait d'avoir des enfants en bas âge est un "atout" non négligeable, surtout pour les femmes abandonnées. Notons enfin qu'il existe une manière de procéder différente chez les hommes et chez les femmes : les hommes écrivent leur lettre eux-mêmes, alors que les femmes sont secourues soit par le curé de leur paroisse, soit par leur curateur, soit encore par un parent bienveillant. Les femmes semblent aussi être dans une situation beaucoup plus dramatique que les hommes : elles sont souvent seules, veuves ou célibataires, avec des enfants illégitimes en bas âge. Le sort de ces enfants qui seraient condamnés à vivre seuls pendant l'absence de leur mère est particulièrement mis en relief dans ces lettres de remises d'amendes.

---

<sup>70</sup> Nous avons déjà mentionné plus haut le cas de Martin Crettaz (AEV, DJP I 63.1.10, Martin Crettaz au grand bailli de la République, le 2 octobre 1803) qui a été condamné à deux ans de réclusion dans sa commune sous la surveillance du curé et du châtelain local. Ce qui est important de relever, c'est les conséquences funestes qu'une telle punition implique pour le condamné. Martin Crettaz évalue les pertes financières que sa retraite forcée aux Haudères lui cause. Il ne peut aller vendre lui-même les chamois qu'il a chassés sur les marchés de Sion et est *"obligé de tout confier à la foi étrangère, qui en ce moment n'est que trop corrompue. Il se plaint de ne pouvoir tirer parti de sa marchandise qu'à peine à la moitié de sa valeur"* (Ibid.). La vendange qu'il doit laisser périr est un autre motif de désolation : *"Et en ce moment, j'ai la vendange très pressante à recueillir sur mes pauvres petites vignes, et je ne trouve même pas du monde qui me la cueillerait, de sorte que je serais assez malheureux de la voir périr sur la place si je ne la puis pas retirer moi-même"* (Ibid.).

Martin Crettaz ne semble pas se rendre compte que sa situation pourrait être bien pire et qu'il a bénéficié d'une grande clémence de la part de la justice. Rares sont en effet les personnes coupables d'un double délit de lubricité qui échappent à la peine de l'emprisonnement. Ses ennuis financiers du moment lui font oublier sa situation privilégiée et le poussent à penser en homme libre. Son attitude explique peut-être pourquoi la peine du confinement est requise exceptionnellement par les juges, ceux-ci étant sans doute peu convaincus de la valeur répressive de ce châtiment.

<sup>71</sup> Les amendes sont perçues en francs suisses ou en livres mauricoises. Myriam Evéquo-Dayen indique que ces peines pécuniaires *"s'échelonnent selon des degrés délicats à interpréter, vu que l'échelle peut varier suivant le tribunal"*. Elle ajoute que la valeur de la livre mauricoise est difficile à estimer avec précision, car il ne s'agit pas d'une monnaie réelle frappée alors en Valais. Elle permet uniquement d'évaluer les peines, mais ne constitue en aucun cas une monnaie de change (EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, *"L'activité..."*, op. cit., p. 35).

<sup>72</sup> AEV 5075 A, vol. 2, 1832, Tribunal du dizain de Martigny, Angélique Vérolet.



### **2.3.2 LES FEMMES ET LES REMISES D'AMENDES**

C'est le curateur de Pétronille Guédan, domiciliée à Collombey, qui se charge pour elle des démarches à entreprendre pour obtenir une remise d'amende. Cette femme se trouve dans une situation particulièrement difficile : veuve, avec deux enfants légitimes, elle est abandonnée par le père de son enfant naturel, un étranger . Dans sa lettre du 28 février 1830 au grand bailli, le curateur insiste sur la pauvreté de la requérante et surtout sur la misère dans laquelle les enfants seraient plongés en cas de privation de leur mère :

*"Mais comme elle ne possède absolument rien, qu'elle est dans un dénuement complet et que tout chez elle ne présente que le tableau de la misère, ainsi que vous le justifie le certificat ci-joint délivré par Mr le Président de sa commune le 19 du courant, qu'elle est par conséquent sans aucun moyen de pouvoir payer l'amende qu'elle a justement méritée, et qu'en lui faisant subir la prison, ce serait priver ses enfants des petits soins d'une mère et indispensables pour leur âge, ce serait condamner ces trois innocentes victimes à vivre seuls et abandonnés pendant que durerait cette peine. Je vous supplie donc au nom de ces trois malheureux enfants de bien vouloir faire grâce de cette amende et de cette peine à leur coupable mère et que si vous daignez leur accorder cette faveur en aviser Mr le receveur de ce dizain pour qu'il suspende ses poursuites"*<sup>73</sup>.

Le certificat de pauvreté accordé par le président de Collombey donne plus de poids à la requête de Pétronille Guédan. Les mêmes points que le curateur sont soulevés par le président : la pauvreté de la coupable et le sort de ses trois enfants : *"Le président de la commune de Collombey Muraz certifie par le présent que la nommée Pétronille Borgeaux née Guédan, demeurant à Collombey Le Dessus, ne possède aucune propriété foncière, rien dans cette commune ne lui appartient sinon d'être mère de trois enfants qu'elle a assez de peine de les nourrir, ainsi que de les habiller, et que ces pauvres enfants sont même obligés de demander la charité aux braves gens"*<sup>74</sup>.

Angélique Vérolet de Saillon bénéficie elle aussi d'appuis solides, puisque c'est à la fois son frère, le président de la commune et le grand châtelain de Martigny, Claivaz, qui plaident en sa faveur. Condamnée par le tribunal du dizain de Martigny pour délit de lubricité en récidive, Angélique Vérolet, mère de trois enfants en bas âge, doit payer une amende de 168 francs suisses ainsi que les frais de la procédure; en cas d'insolvabilité, elle devra subir une détention de trente jours à la maison de correction. Pour essayer de la tirer de cette situation fâcheuse, Jean-Baptiste Vérolet adresse au grand bailli de la République une demande afin d'obtenir un rabais de l'amende prononcée contre sa

---

<sup>73</sup> AEV, DJP I 75.2.34.

<sup>74</sup> AEV, DJP I 75.2.34, certificat de pauvreté du président de Collombey joint à la lettre du curateur de Pétronille Guédan au grand bailli.

sœur. Comme dans le témoignage précédent, l'état d'indigence de la condamnée est particulièrement mis en relief, tout comme le sort des malheureux enfants. Un point supplémentaire apparaît toutefois dans cette lettre : Jean-Baptiste Vérolet relève les conséquences funestes que la détention de sa sœur entraînerait sur toute sa famille :

*"Si, d'un autre côté, elle devait subir la détention susmentionnée, on aurait tout lieu de craindre que ses enfants délaissés et désespérés, on peut le dire, ne se ressouvinsent plus de leur devoir et s'abandonnassent éperdument pour pourvoir à leur entretien. (...) Couverts de cette injuste honte, ces enfants ne s'appliqueraient plus à maintenir un honneur que la méchanceté leur dirait déjà souillée; Eh ! Que n'a-t-on pas à redouter de qui n'a plus l'honneur à cœur ? (...) Cette malheureuse est dans l'impossibilité de satisfaire à cette somme sans se mettre dans la misère la plus complète, ainsi que ses trois enfants en bas âge. La détention (...) la place dans une alternative aussi cruelle, parce qu'elle entraînerait un préjugé de déshonneur qui rejaillirait non seulement sur elle, sur ses malheureux enfants, mais aussi sur tous ses parents"<sup>75</sup>.*

Jean-Baptiste Vérolet joint à sa demande le certificat de pauvreté du président de Saillon, daté du 29 juillet 1828, qui développe les mêmes points, avec plus de détails cependant, tout en ajoutant un argument important en faveur de la coupable, son repentir : *"Le président de la commune de Saillon (...) prie messieurs les juges de la condamnée de vouloir bien avoir égard à son repentir, à son état d'indigence et à ses trois enfants, dont deux, déjà adolescents, montrent les meilleures dispositions"*<sup>76</sup>.

Relevons enfin qu'Angélique Vérolet bénéficie de l'appui non négligeable du grand châtelain de Martigny Claivaz. Celui-ci, dans sa réponse du 18 août 1828 au grand bailli qui lui avait demandé des renseignements sur la coupable, requiert pour elle la clémence : *"Il reste peut être encore à cette malheureuse des moyens de payer les 168 francs et les frais, mais il faudrait pour cela lui arracher, ainsi qu'aux pauvres victimes de son incontinence, leurs derniers moyens de subsistance, ce qui ne peut être l'intention d'un gouvernement paternel"*<sup>77</sup>.

Ces femmes coupables de lubricité ne sont donc pas totalement rejetées de la société. Bien au contraire, on se montre souvent empressé de soulager leur misère et celle de leurs enfants. Est-ce de la pitié ou bien une réelle volonté de réhabilitation de la coupable ? Est-ce qu'une femme seule sans enfants aurait bénéficié du même appui ? Il est permis d'en douter. En effet, ce qui semble le plus retenir l'attention des auteurs de ces diverses lettres, c'est bien le sort des enfants privés de leur mère.

---

<sup>75</sup> AEV, DJP I 91.20, la date n'est pas mentionnée par le curateur.

<sup>76</sup> AEV, DJP I 91.20.

<sup>77</sup> AEV, DJP I 91.20.

Les autres arguments paraissent en effet beaucoup moins convaincants et peu aptes en tout cas à favoriser une remise d'amende.

Il arrive parfois, assez exceptionnellement toutefois, que des curés audacieux et bienveillants volent au secours de leurs ouailles condamnées à une forte amende pour délit de lubricité. C'est ainsi que le très tolérant curé de Bagnes, Barras, s'est rendu célèbre pour ses actions en faveur des êtres lubriques qu'il semblait particulièrement comprendre.

Le 21 février 1831, Barras rédige un certificat de pauvreté pour Marie-Rosalie Cretton. Il met en exergue l'indigence de cette femme repentante condamnée pour lubricité en insistant sur le fait qu'une amende la réduirait à une misère extrême et surtout priverait ses enfants de l'éducation qu'ils méritent. Il la recommande ainsi *"à toute l'indulgence et charité du Conseil d'Etat et de la Diète"*<sup>78</sup>.

Le même curé n'hésite pas à plaider en faveur d'une fille de mauvaise vie prénommée Marguerite. Sa démarche est couronnée de succès puisqu'il obtient, pour elle et son complice, une remise d'amende. La démarche de Barras semble ici particulièrement audacieuse; en effet la lubricité de Marguerite a profondément choqué la population locale qui n'hésite pas à réclamer pour cette débauchée un châtiment exemplaire:

*"Pourtant, c'est de notoriété publique, qu'elle est une fille débauchée et entièrement abandonnée à ce crime; c'est elle qui, au bout de 4 à 6 jours après ses couches, a pris son enfant dans son tablier et est allée coucher avec le charbonnier Pÿni dans sa guérite. (...) On aurait bien désirer qu'elle n'ait pas été absoute et qu'elle ait dû payer l'amende pour pouvoir faire une exemple et donner une crainte à ses semblables"*<sup>79</sup>.

Notons que la grande mansuétude de Barras envers les êtres lubriques ne va pas sans provoquer quelques remontrances de la part des autorités politiques à son encontre. Le grand châtelain Ribordy lui en veut particulièrement :

*"Mr le révérend curé d'Orsières, s'il prenait autant d'intérêt pour réprimer ces crimes, qu'il en met pour attirer la commisération du Conseil d'Etat pour les délinquants de ce genre, ce crime ne serait peut-être pas aussi fréquent dans sa paroisse : il a refusé même à Mr le receveur toute déclaration de ces crimes, au contraire, il veut tous les ignorer, et même les protéger"*<sup>80</sup>.

Le curé Barras se révèle finalement le seul prêtre valaisan de la première moitié du XIXe siècle à soutenir sans faille les "délinquants" de l'amour. Il ose affronter l'opinion publique et les autorités

<sup>78</sup> AEV, DJP I 67.3.5, le curé d'Orsières au grand bailli et au Conseil d'Etat du canton et République du Valais.

<sup>79</sup> AEV, DJP I 91.20, le grand châtelain Ribordy au grand bailli de la République, le 20 septembre 1830.

politiques, ne craignant pas de perdre sa place ou l'estime de ses paroissiens. Barras se différencie fortement de la plupart des curés de village de l'époque qui se soucient avant tout de conserver leur autorité auprès de la population dont ils ont la charge. Soutenir un élément perturbateur semble avoir constitué une manœuvre particulièrement dangereuse pour un curé soucieux de garder intacte sa réputation. Quant on sait à quel point il était difficile pour un curé de se faire respecter<sup>81</sup>, nous comprenons pourquoi beaucoup d'entre eux ont préféré fermer les yeux sur la détresse de certains de leurs fidèles plutôt que de leur venir en aide et s'attirer le mépris de la population.

### **2.3.3 LES HOMMES ET LES REMISES D'AMENDES**

Les sources du Département de Justice et Police mentionnent trois cas d'hommes qui ont sollicité une remise d'amende pour la période étudiée : il s'agit de Martin Crettaz d'Evolène, de Jean-Antoine Desbiolles de Chamoson et de François-Eusèbe Torney d'Orsières. Si les deux premiers rédigent leur supplique eux-mêmes, en revanche Torney sollicite l'aide du curé Barras réputé pour son humanité et sa tolérance.

Condamné le 11 janvier 1803 pour récidive en matière de lubricité à une amende de 300 francs ainsi qu'à deux ans de réclusion dans sa commune sous la surveillance du curé et du châtelain local, Martin Crettaz revêt toutes les qualités requises pour obtenir une remise d'amende : veuf avec quatre enfants à sa charge, il est pauvre - son patrimoine, déjà très modique, a été fortement diminué par l'amende et les frais de sa dernière procédure -, il est pénétré du plus sincère repentir et a fait preuve d'un comportement exemplaire depuis sa condamnation. Il déclare même avoir donné entière satisfaction au curé et au châtelain : "*Monsieur mon révérend curé m'avait privé de l'habit de pénitent, il m'a déjà réinstallé confrère depuis plusieurs semaines; je suis informé de très bonne source que Monsieur mon grand châtelain (...) y contribuerait lui-même, si c'était de son ressort, à la suite des informations qu'il a pris de ma conduite*"<sup>82</sup>.

Le récit de Martin Crettaz, écrit dans un style parfois poétique, laisse transparaître un désespoir certain. Crettaz est un être aux abois, rempli d'une telle vitalité et d'une telle rage de s'en sortir, qu'il

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Cf. *supra* p. 8.

<sup>82</sup> AEV, DJP I 91.20, Martin Crettaz au grand bailli, le 2 octobre 1803.

semble donner tout de lui-même dans cette supplique. Nous ne connaissons malheureusement pas l'issue de cette affaire, mais il est fort probable que les vœux du suppliant aient été réalisés.

Le témoignage du chamosard Jean-Antoine Desbiolles est tout aussi émouvant. Ce dernier sollicite une remise d'amende au vice-bailli de la République, Dufour, le 30 septembre 1823. Il ne peut payer la forte amende de 240 francs suisses à laquelle il a été condamné *"pour avoir anticipé sur son mariage contracté et célébré en face de la sainte mère l'Eglise avec Marie-Victoire, fille de feu Jean-Joseph Moulin de Vex, sa cousine germaine"*<sup>83</sup>. Desbiolles justifie sa demande en évoquant la grande pauvreté de son père, de sa mère, de sa femme et de son beau-père :

*"Le soussigné fils de Jean-Georges Desbiolles, maître maçon originaire de Savoie et d'Anne-Catherine Gérard de Chamoson, appartient à des parents trop pauvres pour qu'il puisse jamais trouver cette somme. Son père ne possède qu'une chétive maison qui n'est pas seulement toute payée et un petit jardin au bord du torrent Merdesson exposé à de fréquents débordements. Sa mère ne possède qu'une petite parcelle de champ de 150 toises et ces deux possessions ensemble peuvent être estimées à 35 écus bons tout au plus et voilà toutes leurs ressources. Ces deux pièces, à supposer - ce qu'il ne croit pas - que ses parents consentent à les vendre, ne procureraient pas la moitié de la somme exigée de lui et ses parents se verraient privés de leur unique ressource. Marie-Victoire Moulin, son épouse, se trouve tout aussi pauvre, puisqu'elle ne possède pas où reposer sa tête. Celle-ci perdit sa mère Marguerite Gérard, tante de l'exposant, dès sa plus tendre enfance. Son père, Jean-Joseph Moulin, mendiait son pain dès sa jeunesse et vécut misérable et vagabond jusqu'à sa mort qui arriva pour l'enlever à la misère au mois de mai dernier. Cette pauvre malheureuse fut donc abandonnée à la misère dès sa tendre enfance au soin du charitable public"*<sup>84</sup>.

On ne peut savoir si Desbiolles dit la vérité à son sujet. Mais ce témoignage est tellement désespérant qu'on doute de la sincérité du requérant. Cette manière de noircir la réalité n'est-elle pas une manœuvre de Desbiolles pour amadouer Dufour ? Il y a tout lieu de le penser. Quoi qu'il en soit, nous sentons chez cet homme la volonté de s'en sortir et d'obtenir une remise d'amende. Desbiolles n'hésitera pas non plus à demander au président de Chamoson un certificat de pauvreté afin d'augmenter sa crédibilité.

Jusqu'ici, Desbiolles fait un parcours sans faute et semble sur la voie du succès. Là où le bât blesse, c'est dans sa manière d'expliquer la raison de sa faute. Le suppliant rejette en effet toute la responsabilité sur le curé de Chamoson qui lui a causé bien des ennuis. Il se montre convaincu qu'*"il n'y serait point encore tombé, s'il n'eut pas rencontré autant de contrariétés de la part de son révérend curé du temps qui se mit de travers dans leur mariage lorsque les promesses étaient déjà faites"*<sup>85</sup>. Desbiolles évoque en particulier une demande de dispense retardée de six à sept mois en raison des nombreux obstacles du curé. Il décrit les manigances malhonnêtes de l'homme d'Eglise :

---

<sup>83</sup> AEV, DJP I 66.2.11.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> *Ibid.*

*"Il fit plus; ne pouvant absolument plus la retarder, il en fit la demande et elle arriva; mais au lieu de dire à l'exposant ce qu'elle coûtait, il lui dit qu'il fallait bien quatre à cinq louis d'or pour la retirer. L'exposant, ne possédant pas cette somme, redoubla d'activité et de travail pour l'acquérir et, ayant pu rassembler le montant indiqué, il se présenta chez monseigneur qui l'étonna lorsqu'il dit qu'elle ne coûtait que vingt francs. Votre Excellence jugera facilement du grand retard que cette controverse de monsieur le curé a dû apporter à son établissement et qui fut certainement la cause de la faute dans laquelle il est tombé"*<sup>86</sup>.

Les efforts de Desbiolles ont-ils été suffisants pour le faire gracier ? Nous émettons des doutes à ce sujet. En effet, le suppliant, même s'il est très pauvre et qu'il bénéficie de l'appui du président de la commune, paraît oublier de faire acte de repentir. Il est surtout privé de l'aide bienveillante d'un personnage comme le curé Barras qui aime tous ses paroissiens et qui sait se faire entendre en haut lieu. Desbiolles ne peut en effet compter sur le soutien du curé de Chamoson qui s'est mis au travers de sa route et qu'il considère plutôt comme un ennemi que comme un protecteur. Critiquer un ecclésiastique ne semble en tout cas pas être un atout favorable pour une personne qui sollicite une remise d'amende. Desbiolles n'apparaît toutefois pas dans le *Registre des peines*. Ses paroles ont-elles malgré tout ému les instances supérieures ? Nous pouvons le supposer, non sans étonnement cependant.

Le dernier document que nous possédons sur ces remises d'amendes concerne François-Eusèbe Torney d'Orsières qui a conçu un enfant avec Marie-Monique Rossier après de longues fréquentations. Torney, contrairement à Desbiolles, a le privilège immense de pouvoir compter sur l'appui du curé Barras dont les démarches sont toujours couronnées de succès. L'ecclésiastique insiste d'abord sur le fait que Torney s'est racheté en épousant sa complice; il poursuit en décrivant le grand dénuement dans lequel le coupable serait plongé si l'amende était effectivement appliquée. Il conclut enfin en sollicitant *"la bonté et l'indulgence du Conseil d'Etat auquel il le recommande très instamment"*<sup>87</sup>. Décidément, le curé Barras semble toujours prêt à voler au secours des êtres en difficulté.

En conclusion de ce sous-chapitre, nous pouvons nous demander pour quelles raisons les remises d'amendes sont légèrement plus nombreuses chez les femmes que chez les hommes dans les archives du DJP. Certes, les chiffres nous l'indiquent, les femmes lubriques sont largement plus nombreuses

---

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> AEV, DJP I 67.3.4, le curé d'Orsières au grand bailli et au Conseil d'Etat du Canton et République du Valais, le 15 avril 1831.



que les hommes, dans le *Registre des peines* du moins. Mais cela n'explique pas tout. Les hommes ont-ils éprouvé plus de réticence à entreprendre une démarche humiliante où tous les points négatifs de leur vie sont mis en évidence ? Ont-ils eu plus peur de se livrer que les femmes ? Le fait qu'ils rédigent leur lettre eux-mêmes tendrait à confirmer cette opinion. Nous inclinons à penser cependant que les hommes lubriques jouissaient, dans la majorité des cas, d'une situation matérielle plus confortable que leurs comparses féminines. Ils pouvaient donc tout simplement s'acquitter de l'amende et effacer leur faute sans devoir s'embarquer dans des procédures de remises d'amendes humiliantes. Nous pouvons enfin supposer que certains hommes désespérés n'ont tout simplement pas eu la volonté ou le courage de se rebeller contre la peine qui leur était infligée. Peu d'hommes ont en effet dû connaître la détresse atroce d'une mère qui se voit dans l'obligation de payer une amende sous peine d'être séparée de son ou de ses enfants livrés alors à la misère. Nous sommes persuadés que, la plupart du temps, les femmes sont motivées dans leur démarche par le sort de leurs enfants.

### **3. L'ADULTERE**

Les délits d'adultère sont pratiquement inexistants dans les archives du DJP. Ils abondent cependant dans les archives de l'Evêché de Sion dans le répertoire intitulé *Omnibus officialitas*. Une constatation de prime importance doit être signalée d'entrée : si les délits de lubricité sont jugés exclusivement par la justice civile, en revanche les délits d'adultère relèvent du tribunal ecclésiastique qui siège à l'Evêché de Sion<sup>88</sup>. Certes, l'adultère apparaît dans le *Registre des peines* à de rares reprises, révélant ainsi que les tribunaux de dizain se sont occupés quelquefois de ces affaires d'adultère. Mais ces cas demeurent tout à fait exceptionnels et associent toujours l'adultère à un autre délit plus grave.

La prise en charge des délits d'adultère par le tribunal ecclésiastique tient vraisemblablement au fait que cette faute est liée très intimement au mariage et, qu'à l'époque, le mariage relevait exclusivement de l'autorité religieuse. N'oublions pas en effet que le mariage civil ne fut introduit en Suisse qu'en 1874, après la révision de la Constitution fédérale. Le législatif émit alors une loi sur le mariage et l'état civil, déchargeant ainsi le clergé catholique et protestant de la tenue des registres<sup>89</sup>. Quoi qu'il en

---

<sup>88</sup> Ce tribunal est aussi appelé tribunal de l'Officialité.

<sup>89</sup> Bernard Truffer précise que "*le Valais créa, en 1876, 53 arrondissements de l'état civil. Désormais, la responsabilité de la tenue des registres des naissances, des mariages et des décès incombait aux officiers de l'état*

soit, la période que nous étudions n'est pas touchée par cette loi et il semble bien qu'il faille rechercher dans cette direction la raison pour laquelle les tribunaux de dizain ne jugeaient qu'exceptionnellement les délits d'adultère.

Voyons de quelle manière l'Eglise s'est occupée de ces délits qui la concernent donc de très près. Les affaires d'adultère sont portées à la connaissance de l'évêque -via le vicaire général- par les curés de paroisse alarmés par la rumeur publique ou directement informés par le mari ou l'épouse trompée. Il convient de souligner les efforts considérables des curés qui essaient de réconcilier coûte que coûte le couple désuni. Nous ne connaissons que les cas où les démarches du curé se sont révélées vaines, les affaires "régées" n'ayant pas laissé de traces, puisqu'elles n'ont pas nécessité de lettre de dénonciation du curé au vicaire général. Il est donc tout à fait impossible de savoir si les couples adultérins en péril ont été souvent sauvés par le curé local. Quoi qu'il en soit, les nombreux appels au secours du curé au vicaire général nous prouvent à quel point la réconciliation est difficile à opérer dans ces ménages désunis.

Le curé tente donc de convaincre le conjoint trompé de pardonner à sa moitié infidèle. Les documents contenus dans le répertoire *Omnibus Officialitas* dévoilent pour la majorité une réticence de la part de la partie bafouée à se soumettre à la volonté pastorale. Tout espoir de réconciliation semble irrémédiablement perdu. Les proches parents consultés par le curé ne paraissent pas en mesure de l'aider convenablement : les parents soutiennent en effet inconditionnellement leur propre enfant, victime ou coupable, en le recueillant chez eux, tout en chargeant des pires maux leur beau-fils ou belle-fille, forcément coupable à leurs yeux. La pression familiale apparaît donc bien souvent comme un obstacle important à la réconciliation d'un couple séparé. Notons également que le groupe local a son mot à dire dans ces affaires d'adultère : s'il se montre réticent à dénoncer les affaires impliquant des familles de notables, en revanche il n'éprouve aucun scrupule à empêcher la réunion de certains époux, en exerçant sur leur famille une pression considérable.

La mission pastorale s'avère donc bien souvent difficile. A Orsières, un homme accuse même sa femme d'être "*la putain de trois prêtres, qu'il n'avait point vu à Paris de plus grande putain que sa femme*"<sup>90</sup>. L'homme en question s'en prend surtout au très tolérant vicaire Barras qui a donné asile à sa femme afin de la protéger des violences conjugales qu'elle doit trop souvent subir. Dans ce cas précis, le groupe local apporte son soutien au mari et n'accepte pas la "cohabitation" de l'ecclésiastique avec la femme trompée et battue. Le vicaire général, informé "*de source*

---

civil, nommés par le Conseil d'Etat". (TRUFFER, Bernard, "Les registres de l'état civil et les arrondissements de l'état civil en Valais", in *Association valaisanne d'études généalogiques*, 2, 1992, p. 9).



respectable"<sup>91</sup> sur cette situation délicate, déclare en effet que "*le séjour dans cette maison est envisagé par le public sous un point de vue extrêmement défavorable*"<sup>92</sup>. Barras devra se soumettre au verdict populaire et, sous la pression de l'évêque, accepter l'éloignement de sa protégée afin de mettre un terme aux rumeurs qui courent à son sujet.

Quand les curés voient toutes leurs tentatives vouées à l'échec, ils décident alors, et alors seulement, de se décharger de l'affaire en la remettant aux instances supérieures. Ils écrivent à l'évêque en lui expliquant l'affaire de manière très détaillée, décrivant les torts d'une partie et les exigences de l'autre<sup>93</sup>. L'évêque, par la plume du vicaire général, envoie un mandat au couple désuni pour qu'il se réconcilie dans le plus brefs délais, sous peine de paraître à une date fixée à l'Evêché de Sion pour être jugé. Cette menace épiscopale a-t-elle été souvent prise en considération ? Les embarras d'un voyage à Sion a-t-il souvent enjoint les époux en difficulté à tenter un nouvel essai de vie commune ? Comme précédemment pour les curés, nous ne connaissons que les cas où le mandat épiscopal n'a pas produit l'effet escompté, et ces cas s'avèrent en fin de compte assez nombreux. Les archives de l'Evêché décrivent en effet de nombreuses séances de comparution d'époux désunis devant le Tribunal de l'Officialité. L'official tente d'éviter une séparation définitive en essayant de convaincre le ménage en péril de se réunir à nouveau et d'oublier la faute du conjoint volage. Les conseils de l'official n'ont, semble-t-il, guère été écoutés. Nous assistons alors à une audience des témoins produits par l'une et l'autre partie et au jugement définitif qui procède à une séparation temporaire ou définitive du couple en question. Les séparations définitives n'ont lieu que lorsqu'il ne subsiste plus aucun espoir de réconciliation, aussi mince soit-il. L'Eglise est en effet très peu favorable au divorce et ne le permet "*que pour des causes rigoureusement déterminées et graves en elles-mêmes*"<sup>94</sup>. En 1829, le tribunal ecclésiastique prononce ainsi le divorce du couple Nansoz en raison des violences physiques exercées par la femme sur son époux chétif et âgé<sup>95</sup>. On accorde donc le divorce pour éviter que le vieillard de 71 ans ne soit tué par sa femme violente et robuste<sup>96</sup>. L'Eglise espère sans

---

<sup>90</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-1865, le vicaire général au curé d'Orsières, 1825.

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> La partie trompée réclame souvent le divorce.

<sup>94</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-1448, mémoire de Michel Gex contre sa femme Marie Voirayoud, 1823.

<sup>95</sup> Le mari se plaint qu'il a souvent été forcé de sortir de chez sa femme, "*dont la violence et les traitements affreux avaient exposé sa vie même, puisque non contente de l'injurier de la manière la plus grossière, de le menacer du poison, elle lui avait porté un coup de poêle si violent sur la tête qu'il saignait comme un bœuf et qu'il avait été obligé d'implorer le secours des officiers du village. (...) Le vicaire consent à une séparation du couple, pourvu que l'enfant reçoive une bonne éducation. Car le vieillard est en danger de mort auprès d'une femme qui ne l'aime pas, qui est violente et qui est très forte physiquement*" (AES, *Omnibus Officialitas*, 365-2215, sentence rendue par le tribunal ecclésiastique concernant Vincent Nansoz et Marie-Louise Rappillard, 1829).

<sup>96</sup> Elle est âgée de 54 ans.

doute, par cette voie qu'elle n'approuve pas, éviter un mal plus grand. En 1832, Mme Louis Gex voit ses vœux exaucés : le tribunal ecclésiastique accorde à cette femme estropiée d'être séparée définitivement de son mari infidèle et violent. Ces séparations définitives restent en fin de compte relativement exceptionnelles. L'Eglise, rappelons-le, préfère la séparation temporaire, espérant toujours que les parties adverses se réconcilient un jour.

Les autorités ecclésiastiques supérieures réservent parfois au conjoint coupable une punition originale: le renvoi dans son village d'origine sous la surveillance de ses parents. En 1826, Julier, official et vicaire général, écrit ainsi au curé de Riddes afin que Madeleine Guex, épouse de Maurice, soit éloignée du village en raison du "*commerce scandaleux*"<sup>97</sup> qu'elle entretient avec un protestant. Il faut absolument empêcher cette femme de "*continuer ses liaisons adultères avec son séducteur, ce protestant perdu de mœurs qui, pour assouvir sa passion infâme cherche à débaucher catholiques et protestantes pour le malheur de son épouse*"<sup>98</sup>. Julier demande donc au curé de Riddes d'ordonner à Madeleine Guex de quitter la paroisse de Riddes dans les huit jours et de se retirer au sein de sa famille à Liddes, ajoutant que, si elle n'obéit pas à cet ordre, il se verra contraint de "*déployer contre elle des mesures de rigueur qui tourneront à sa confusion et à celle de sa famille, en considération de laquelle il n'a pas voulu d'abord les employer*"<sup>99</sup>. Quelles sont ces mesures de rigueur dont parle Julier ? S'agit-il d'une dénonciation à la justice civile ? Il y a tout lieu de le croire. Joindre le délit d'adultère à celui de fréquentation d'un étranger, et, qui plus est, de confession différente semble être suffisant pour mériter une telle dénonciation. Quoi qu'il en soit, on remarque dans ce témoignage une volonté de l'Eglise de ne point souiller l'honneur et la réputation des familles de notables dont un membre est corrompu.

Ce souci de protection des familles renommées est perceptible dans l'attitude du conseil communal de Riddes qui décide de ne pas dénoncer une affaire de ce genre à la justice civile, mais de renvoyer simplement la coupable<sup>100</sup> et son mari dans leur village d'origine, à Saxon, sous la surveillance de

---

<sup>97</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-1870.

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> Rappelons brièvement les faits : Elisabeth Thomas, femme de Gabriel Moux, mène une vie de débauche et méprise totalement les rappels à l'ordre des autorités : "*Ce n'est ainsi pas d'aujourd'hui que cette femme est connue par ses fréquentations suspectes et ses débauches (...); avertissements, exhortations charitables du pasteur, menaces de l'autorité civile ont été inutiles et sans fruit pour cette femme. Elle a répondu aux uns et aux autres par le mépris et l'effronterie la plus impudente; elle n'a pas craint de la pousser jusqu'à l'insulte et à l'injure envers un zélé ecclésiastique qui, étant chargé temporairement de l'administration de la paroisse, lui faisait des représentations sur sa vie peu mesurée*". On reproche surtout à Elisabeth Thomas sa liaison avec un étranger, ses libations excessives à Bacchus, en compagnie d'hommes nombreux, et sa manière ingrate de traiter son chétif et imbécile mari : "*Ce ne serait pas la première fois que ce malheureux mari, rassemblant toutes ses forces pour faire quelques faibles et insipides observations, aurait été maltraité, meurtri de coups par cette bacchante Messaline, à l'aide de ses sacrificateurs, contraint de fuir son lit, de vider la maison au gros de la nuit*".

leurs parents. Le conseil communal en question ne croit guère aux voies juridiques de la dénonciation au pouvoir judiciaire. Il juge en effet qu'une telle démarche n'apporterait que désolation et honte dans les familles des victimes, "*elle empoisonnerait à coup sur les derniers jours des père et mère de cette femme et notamment d'un père aussi respectable par son grand âge que par les places qu'il a revêtues dans l'administration publique*"<sup>101</sup>. La solution de modération retenue paraît en outre plus apte à guérir la débauche et à la faire oublier :

*"Le conseil, en écartant cet homme et cette femme du sein de la commune, en les faisant ainsi rentrer dans celui de leur famille, calculait sur le pouvoir de l'œil paternel, sous lequel la femme se trouvait replacée et qui, d'accord avec la parentelle (sic) du mari, devait suppléer à l'autorité de celui-ci. Le conseil calculait encore sur un reste de l'attachement filial envers un père décrépît, envers une tendre mère. (...) Le conseil se louait de sa modération et voyait de loin les fruits agréables qui devaient en naître. La voie qui éloignait ainsi cette malheureuse femme de la commune, témoin de ses écarts, conduisait en même temps à l'oubli parfait et le plus absolu de ce passé scandaleux, pour peu que faisant le retour sur elle-même, elle eût voulu se contenir"*<sup>102</sup>.

Le conseil communal de Riddes n'est pas peu fier de cette solution de modération et ne manque pas de s'en glorifier auprès du grand bailli :

*"Personne ne connaît mieux que Votre Excellence les suites funestes et étendues de la corruption des mœurs. L'on obtient bien rarement le but que l'on se propose en poursuivant judiciairement ces délits secrets qui ne laissent point de trace après eux. (...) Une surveillance active et assidue, telle que celle de la famille sur Elisabeth Thomas, ont souvent eu plus d'efficacité"*<sup>103</sup>.

Cette "punition douce", qui satisfait tellement le conseil de Riddes, n'est cependant pas exempte d'embûches. En effet, après un bref séjour à Saxon, les époux rentrent clandestinement à Riddes. La jeune femme ne pouvait plus supporter la surveillance imposante et encombrante de son père, de sa mère et de son frère. Le renvoi à Saxon sera cependant très rapide.

Ainsi donc, tant les autorités ecclésiastiques que les autorités politiques communales se sont montrées soucieuses de ne point dénoncer ces affaires d'adultère à la justice civile. Il semble bien que la protection du sacrement du mariage et la volonté de ne point souiller la réputation des familles concernées ont joué un rôle décisif dans ce genre d'affaire. La différence de traitement réservée aux coupables de lubricité et aux coupables d'adultère est ici mise en pleine lumière.

---

*et de chercher un asile ailleurs".* (AEV, DJP I 91.20, le conseil communal de Riddes au grand bailli de la République, le 30 juin 1805).

<sup>101</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-1870.

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> *Ibid.*

Rappelons à ce propos que 85 personnes sont condamnées pour lubricité dans le *Registre des peines* pour la période 1815-1847, alors que les délits d'adultère apparaissent seulement 17 fois. Les coupables d'adultère sont en outre souvent condamnés pour une faute grave jointe à l'adultère : vol<sup>104</sup>, infanticide<sup>105</sup>, tentative d'assassinat du conjoint trompé<sup>106</sup>, maltraitance du conjoint trompé<sup>107</sup>, rapt d'une personne<sup>108</sup>. On a l'impression que l'on punit plus les autres délits que l'adultère en lui-même. Notons également que l'adultère est souvent aggravé pour cause d'inceste<sup>109</sup>, de relation avec une personne mineure<sup>110</sup> ou de relation en plein jour dans un lieu public<sup>111</sup>. Ce qu'il convient de retenir avant tout, c'est que les tribunaux de dizain ne prononcent en fin de compte que cinq jugements d'adultère simple pour la période étudiée et ce sont ces affaires<sup>112</sup>, et elles seules, qui permettent de tirer des conclusions sur ce phénomène et d'être comparées aux délits de lubricité. Ce qui frappe surtout dans ces affaires d'adultère simple, ce sont les peines légères prononcées à l'encontre des coupables. Ces derniers échappent en effet totalement à l'emprisonnement; ils doivent payer une amende peu conséquente et se soumettre à l'exposition publique, c'est tout.

La justice civile se montre ainsi extrêmement clémentine envers les coupables d'adultère, tranchant par là avec sa répression rigoureuse exercée à l'encontre des personnes lubriques. Cette différence de

<sup>104</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1817, tribunal du dizain d'Hérens, Dominique Surdinoz. Le coupable, originaire d'Etroubles, pays d'Aoste, est banni pour toujours du territoire de la République du Valais.

<sup>105</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1821, tribunal du dizain de Monthey, Marie-Anne Daberre. Est condamnée à 15 ans de fers à la maison de force et à l'exposition sur la place de Monthey un jour de marché.

<sup>106</sup> AEV, 5075 A, vol. 2, 1829, tribunal du dizain de Sierre, Jean Pott. Est condamné à demander pardon à sa femme, à recevoir en chambre close 25 coups de verge sur le dos par le geôlier et à payer tous les frais de la procédure.

<sup>107</sup> AEV, 5075 A, vol. 2, 1833, tribunal du dizain de Brigue, François-Joseph Glaisen. Est condamné à 6 mois de détention à la maison de force et doit payer tous les frais de la procédure.

<sup>108</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1824, tribunal du dizain de Monthey, François Perret. François Perret, accusé de rapt de la personne de Marie-Etienne Premat de St-Jean d'Aulph en Savoie, femme de François Daberre, et de vols d'argent faits à ce dernier, est condamné aux fers à perpétuité.

<sup>109</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1826, tribunal du dizain de Rarogne, Jean Imboden et Ursule Murmann. Ursule Murmann est confinée pour sa vie dans la vallée de Loetschen où elle est placée sous la surveillance de l'autorité locale. Par contre, Jean Imboden doit disparaître à tout jamais de cet endroit; ils doivent payer en outre chacun 226 francs suisses d'amende.

<sup>110</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1826, tribunal du dizain de Sion, François Kadler et Josette Spaar, non encore âgée de 12 ans. Kadler doit payer 150 francs d'amende. Josette Spaar qui, en raison de son âge ne peut être condamnée à des peines judiciaires, est recommandée à la surveillance du grand châtelain qui doit lui faire subir une peine conforme à son âge et lui faire une correction paternelle.

<sup>111</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1826, tribunal du dizain de Sion, Emmanuel Rey et Claudine Girard. Rey, qui a récidivé, doit payer une amende de 120 livres mauricioises; il est en outre placé sous la surveillance particulière de l'autorité locale pendant dix ans. Claudine Girard doit subir une détention de 15 jours dans la maison de correction et verser une amende de 50 livres mauricioises.

<sup>112</sup> AEV, 5075 A, vol. 1, 1817, tribunal du dizain de Martigny, Marie-Pétronille Girard. Est condamnée à l'exposition au carcan pendant une heure et à porter un écriteau avec ces mots "femme adultère"; AEV, 5075 A, vol. 2, 1833, tribunal du dizain de Viège, Jean-Joseph Zimmermann. Est condamné à une amende de 66 francs, à une détention de 8 jours et à l'exposition; AEV, 5075 A, vol. 2, 1845, tribunal du dizain de Brigue, Jean Huotter. Est condamné à une amende de 50 livres mauricioises; AEV, 5075 A, vol. 2, 1846, tribunal du dizain de Loèche, Catherine Borter et Joseph-Antoine Bregy. Sont condamnés à une amende de 50 livres mauricioises.

traitement est perceptible dans une sentence prononcée lors d'un même jugement<sup>113</sup> : Jean Huotter, qui a commis l'adultère avec la femme lubrique Catherine Bammatter, doit payer seulement 50 livres mauricoises, tandis que sa complice doit verser une amende de 100 livres mauricoises, effectuer 24 heures d'arrêts au pain et à l'eau dans les prisons de Brigue et être exposée pendant une heure sur la place publique en portant un écriteau.

L'adultère apparaît donc, comparé à la lubricité, comme un délit relativement mineur et généralement assez bien toléré par l'Eglise, le groupe local, les autorités politiques locales et la justice civile. Cette tolérance envers cette faute, et pour les hommes et pour les femmes, demeure tout de même assez frappante; certes, nous pouvons comprendre l'attitude clémente de l'Eglise envers les personnes mariées fautives - la Bible ne condamne d'ailleurs pas l'adultère<sup>114</sup> -, en revanche, nous restons plus étonnés par la tolérance de la population et des autorités locales envers l'adultère. Sans doute, la position sociale plus ou moins élevée des coupables et le soutien inconditionnel de leur famille dont l'honneur doit être sauvegardé ont-ils souvent dissuadé la délation et évité le recours aux tribunaux civils. Quoi qu'il en soit, le recours à la justice civile apparaît comme une solution de dernière extrémité, impossible à éviter, en tout cas lorsque l'adultère est lié à un grave délit. Il semble bien en outre que les tribunaux civils soient embarrassés par ces délits, pour lesquels aucune loi précise n'a d'ailleurs été votée expressément<sup>115</sup>. Est-ce le flou qui entoure ces rares affaires d'adultère ou l'impression de se substituer injustement à la justice ecclésiastique qui a poussé les juges à adopter une solution de modération vis-à-vis de ces délits matrimoniaux ? La question reste posée.

---

<sup>113</sup> AEV, 5075 A, vol. 2, 1845, tribunal du dizain de Brigue, Jean Huotter et Catherine Bammatter.

<sup>114</sup> Rappelons à ce propos le texte de St-Jean consacré à la femme adultère : *"Mais Jésus se rendit au mont des Oliviers. Tôt le lendemain matin, il retourna dans le temple et toute la foule s'approcha de lui. Il s'assit et se mit à les enseigner. Les maîtres de la loi et les Pharisiens lui amenèrent alors une femme qu'on avait surprise en train de commettre un adultère. Ils la placèrent devant tout le monde et dirent à Jésus : "Maître, cette femme a été surprise au moment même où elle commettait un adultère. Moïse nous a ordonné dans la loi de tuer de telles femmes à coups de pierres. Et toi, qu'en dis-tu"? Il disait cela pour lui tendre un piège afin de pouvoir l'accuser. Mais Jésus se baissa et se mit à écrire avec le doigt sur le sol. Comme ils continuaient à le questionner, Jésus se redressa et leur dit : "Que celui d'entre vous qui n'a jamais péché lui jette la première pierre". Puis il se baissa de nouveau et se remit à écrire sur le sol. Quand ils entendirent ces mots, ils partirent l'un après l'autre, les plus âgés d'abord. Jésus resta seul avec la femme qui se tenait encore devant lui. Alors il se redressa et lui dit : "Eh bien, où sont-ils ? Personne ne t'a condamnée" ? "Personne, Maître", répondit-elle. "Je ne te condamne pas non plus", dit Jésus. "Tu peux t'en aller, mais ne pêche plus".*" (Nouveau Testament, Jean, 8, 1-11).

<sup>115</sup> Un seul document nous renseigne sur le sujet : il s'agit d'un extrait du jugement rendu par le tribunal du dizain de Sion concernant l'adultère commis par Pierre Roh de Conthey. Nous apprenons ainsi que *"la peine d'adultère est statuée par la loi du 6 novembre 1802"* (AES, *Omnibus Officialitas*, 365-612, 1803). Les juges utilisent donc la loi sur la lubricité pour les délits d'adultère !

\*\*\*

La différence de traitement frappante réservée aux coupables adultères et lubriques demeure le point central de ce chapitre. Comment est-il possible qu'un tel fossé existe entre ces deux délits contre la morale ? Comment est-il possible que l'Eglise, dont la mission pastorale est de soulager les êtres en détresse, ait "protégé" les maris volages et dénoncé de façon outrancière à une justice civile intolérante les célibataires amoureux ? Cette situation paraît totalement paradoxale. Le célibataire, qui jouit, semble-t-il, d'un statut maudit, n'est donc pas libre de ses actes, il ne peut aimer librement, il ne peut aimer, tout simplement. Cette répression était-elle considérée comme un moyen de forcer les jeunes gens à se marier ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, le mariage ne paraît pas comme une solution dépourvue d'intérêt pour une personne volage : une fois mariée, celle-ci peut continuer son libertinage sans être inquiétée outre mesure ni par le groupe local, qui tolère et couvre cette faute, ni par le clergé qui se borne à des mises en garde théoriques. Le pire que peut craindre la personne en question est la séparation définitive ou temporaire d'avec son conjoint légitime qui ne tolère plus cette situation. Cette peine est cependant très clément si l'on songe à celles encourues par les êtres lubriques qui doivent payer une forte amende, être emprisonnés et souvent subir des châtiments humiliants.

Il ne faisait donc pas bon être célibataire et amoureux dans le Valais de l'époque, surtout pour une femme. Marginalisée par des lois machistes, violemment critiquée dans les sermons de certains ecclésiastiques, expulsée par le groupe local, dénoncée par le curé au grand bailli, poussée à l'infanticide et souvent condamnée sévèrement par la justice civile, la Valaisanne célibataire et amoureuse des années 1802-1847 a sans conteste vécu des jours difficiles.



### **III. L'IVROGNERIE ET LES CABARETS**

Nombreuses sont les tentatives du clergé et des autorités politiques pour tenter de mettre un frein aux ravages de l'ivrognerie et d'abaisser le nombre des auberges dans le Valais du début du XIXe siècle.

Les efforts des uns et des autres se révèlent cependant bien vains : les archives du DJP abondent en effet de pièces mentionnant la désobéissance aux lois sur les boissons d'ivresse ainsi que de documents concernant des rixes dans les auberges.

#### **1. LES SERMONS DU CLERGE**

Au début du XIXe siècle, quelques ecclésiastiques de renom se sont montrés préoccupés par les conséquences néfastes de l'ivrognerie sur le peuple valaisan. Si certains n'y ont vu qu'un danger de désertification des maisons de Dieu, en revanche, d'autres ont réussi à déceler la misère sociale engendrée par l'ivrognerie sans toutefois apporter de remède efficace à ce grave fléau.

L'abbé Clément appartient sans conteste à cette seconde catégorie d'ecclésiastiques. Dans un sermon prononcé en 1801<sup>116</sup>, il évoque pour la première fois les nuisances de l'ivrognerie, en s'insurgeant contre ses fidèles qui consomment l'eau-de-vie qui, selon lui, devrait plutôt s'appeler "eau-de-mort". L'abbé s'inquiète du sort des adolescents de sa paroisse, et particulièrement des jeunes enfants que des parents insouciantes accoutument de bonne heure à l'alcool. Il s'en prend avec virulence au laxisme de ces parents indignes qui négligent la santé de leur progéniture en faveur des plaisirs du vin : dans un sermon prononcé le 19 mai 1805<sup>117</sup>, consacré à la vaccination des enfants, Clément s'insurge contre ces personnes qui, n'ayant pas assez d'argent pour faire vacciner leurs enfants, ne cessent toutefois de fréquenter assidûment les cabarets.

---

<sup>116</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 25, le 13 décembre 1801, p. 19.

<sup>117</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 11, p. 6.



Si nous comprenons que de jeunes hommes aient désiré goûter à l'ivresse du vin pour marquer leur appartenance au clan des hommes adultes et se faire accepter par eux<sup>118</sup>, en revanche nous avons de la peine à concevoir les raisons qui poussaient les parents à gaver leur progéniture de ce breuvage. Le vin était-il la seule boisson qui accompagnait les repas ? Était-il considéré comme une boisson plus saine et plus sûre que l'eau ? Sans doute. Rappelons en effet qu'on pensait à l'époque que les eaux de mauvaise qualité étaient à l'origine de maladies diverses, comme les épidémies, le crétinisme et le goitre<sup>119</sup>.

Les méfaits de l'alcool sur la jeunesse semblent véritablement ténasser l'abbé Clément qui, dans un autre sermon daté de 1805, critique sévèrement les jeunes gens qui se plaisent à s'enivrer :

*"Que peut-on attendre de ces filles et garçons qui, après avoir enflammé leurs passions déjà assez fortes, par des boissons copieuses de vin ou d'eau-de-vie, qu'on avale à présent comme l'eau simple, qui après avoir ainsi bu de jour et de nuit, vont s'ensevelir, pour le moins souvent moitié ivres, dans un grenier, dans une grange ou une étable ?"*<sup>120</sup>.

L'homme d'Eglise redoute que l'ivrognerie ne conduise à un autre fléau tout autant méprisable à ses yeux : la lubricité. Clément soulève ici un point important qu'Auguste Forel, préoccupé par la dégénérescence, développera un siècle plus tard : le "flirt alcoolique"<sup>121</sup>.

Les aspects socio-économiques de l'ivrognerie sont particulièrement mis en relief par le vicaire. Il s'en prend ainsi vivement aux hommes qui dépensent leur argent au cabaret plutôt que de payer leurs dettes, les qualifiant de *"véritables voleurs du bien d'autrui"*<sup>122</sup>. Clément dénonce surtout les pères de famille qui bien souvent n'éprouvent aucun scrupule à dilapider dans ces lieux de divertissement le bien de leur femme en ruinant totalement leur famille<sup>123</sup>. L'hégémonie masculine et le fléau de

<sup>118</sup> Bernard Hillemand note à ce propos : *"L'alcool revêt un rôle "initiatique" au statut d'homme et d'adulte et l'on a souvent relevé l'association symbolique travail, "puissance" sociale, virilité, alcool"* (HILLEMAND, Bernard, *L'alcoolisme*, 1999, p. 19).

<sup>119</sup> SALAMIN, Michel, *"Malades et médecins dans le Valais napoléonien"*, in *Annales valaisannes*, 1991, p. 35 et 48.

<sup>120</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 59, p. 77.

<sup>121</sup> Forel considère que le "flirt alcoolique" est source de maux multiples, qu'il entraîne les *"deux sexes aux pratiques sexuelles les plus ordurières et les moins conformes au but naturel, la procréation de rejetons dégénérés, toutes les brutalités imaginables dans l'accomplissement du coït"* (FOREL, Auguste, *L'alcoolisme comme question sociale. Alcool, hérédité et vie sexuelle*, 1910, p. 35).

<sup>122</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 59, p. 79.

<sup>123</sup> Clément évoque le sujet à deux reprises en 1805. Dans le manuscrit No 59, page 79 : *"Ne feriez-vous pas beaucoup mieux de payer vos dettes, ceux qui en ont, que (...) de tant suivre (sic) les cabarets, comme si vous ne saviez plus que faire de votre argent ? Payez donc, si vous avez encore un grain de bonne foi et de conscience, payez dis-je, ces intérêts que vous devez et que vous négligez, au lieu de boire et de jouer en ruinant vos familles par votre mauvaise conduite, en dissipant même quelquefois le bien de vos femmes et même de quelques autres,*

l'ivresse semblent avoir eu raison des très probables rappels à l'ordre des femmes dont le seul droit était sans doute de se taire, de souffrir en silence ou de plonger elles aussi dans les abîmes vaporeuses de l'ivrognerie. Relevons toutefois que les épouses ivrognes sont totalement ignorées par Clément. Il ne critique que les jeunes filles qui se plaisent à s'enivrer avec de jeunes garçons et qui finissent leur soirée dans une grange. Pourquoi les femmes mariées poivrottes n'ont-elles pas droit aux diatribes de Clément ? N'existent-elles pas ? Nous en doutons fort. Il y a tout lieu de croire que celles-ci restaient tout simplement invisibles, car reléguées au plus profond de leur foyer. Didier Nourissier, dans son *Buveur du XIXe siècle*<sup>124</sup>, rappelle à ce propos que la plus grande part de la consommation féminine s'effectue à la maison, loin des regards indiscrets. Il relève en outre que le cabaret est "*un espace privilégié de la sociabilité virile*"<sup>125</sup> à l'intérieur duquel les femmes ne rentrent qu'exceptionnellement. Il note enfin, et surtout, que la morale sociale est moins tolérante à l'encontre de l'ivresse de la femme que de celle de l'homme. Si l'homme se sent virilisé en consommant du vin, en revanche la femme en demeure toujours culpabilisée.

La femme valaisanne du début du XIXe siècle n'a probablement pas échappé à cette réprobation rigoureuse liée à l'ivrognerie féminine et causée par ce "mythe de la virilité"<sup>126</sup>. Consciente de son statut et sans doute très au fait des règles sociales et des coutumes entourant les boissons d'ivresse, la Valaisanne du siècle passé s'est très certainement soumise à ces lois d'iniquité qui donnent la part belle au mâle, le confortant par là dans sa suprématie.

Ainsi, l'abbé Clément non seulement relève les points essentiels de la misère sociale qui entoure l'ivrognerie, mais également se montre très soucieux de la santé physique du peuple valaisan, particulièrement de la jeunesse. N'est-ce pas faire preuve de clairvoyance et d'avant-gardisme que de déceler les méfaits du vin sur la santé à une époque où l'alcoolisme n'était nullement considéré comme une maladie<sup>127</sup> et où aucune structure médicale n'était en mesure de soigner ces êtres fragilisés ? Certes, il existait bien des hôpitaux, mais il ne semble guère hasardeux d'assurer que ces établissements qui, jusqu'au début du XIXe siècle accueillaient pêle-mêle indigents, pauvres,

---

*ce qui vous rend de véritables voleurs du bien d'autrui*". Et dans le manuscrit No 11, page 12 : "*Car c'est une chose aussi vilaine, aussi honteuse et criminelle qu'elle est ruineuse pour vos familles, de voir aujourd'hui les excès et abus énormes de la boisson du vin, par laquelle vous ruinez vos familles, vous vous rendez coupables de mille injustices envers vos créanciers et tous ceux qui travaillent pour vous, que vous ne payez que de belles promesses, souvent même de mauvaises paroles*".

<sup>124</sup> NOURRISSIER, Didier, *Le buveur du XIXe siècle*, 1990, pp. 154-155.

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> Expression utilisée par Bernard Hillemand dans son ouvrage cité précédemment.

<sup>127</sup> Jean-Charles Sournia relève que c'est à partir de 1950 que l'alcoolisme est reconnu comme une maladie (SOURNIA, Jean-Charles, *Histoire de l'alcoolisme*, 1986, p. 9). Quant au terme "alcoolisme", il a été créé en 1849 par le Suédois Magnus Huss.

vagabonds et malades, ne soignaient pas l'alcoolisme en lui-même, mais bien plutôt les conséquences physiques qui en résultaient parfois.

Il convient enfin de relever le courage de l'abbé Clément qui part en guerre non seulement contre la société rurale<sup>128</sup>, mais également contre sa propre "famille" : nous verrons en effet que le clergé n'hésitera pas à faire voter une loi qui lui garantit son droit de vendre du vin en détail<sup>129</sup>.

Les préoccupations sociales de Clément, son discours sur la santé ainsi que son indépendance au sein de l'Eglise nous font apparaître comme l'un des ecclésiastiques les plus intéressants du début du XIXe siècle valaisan.

A la différence de l'abbé Clément, certains ecclésiastiques se sont attachés à combattre le vin uniquement parce qu'il constituait une grave menace pour leur propre autorité. Nombreux étaient les Valaisans qui préféraient fréquenter le cabaret plutôt que d'assister aux offices divins. Rappelons à ce propos que pour le curé d'Ardon, Jean-Joseph Carrupt, la troisième cause du relâchement des mœurs valaisannes au début du XIXe siècle trouve son origine dans la fréquentation du cabaret : *"L'abus va encore plus loin dans certains endroits du Bas-Valais où les cabarets et les bouchons sont pour l'ordinaire remplis de monde de l'endroit même qui passent leur temps à boire pendant la célébration de nos saints mystères"*<sup>130</sup>.

Le discours que l'évêque Joseph-Antoine Blatter tient dans son *Projet pour le maintien des bonnes mœurs*, le 6 novembre 1802, va dans le même sens :

*"Nous ajoutons encore que dans certains endroits on tient des cabarets ouverts pendant les offices divins où se rassemble cette classe de chrétiens qui ne sont pas impies, si l'on veut, mais qui, entraînés par la tiédeur, se montrent tout à fait indifférents pour leurs devoirs de religion. Dans ces cabarets, on s'amuse à boire, à raisonner, à tenir des conversations pour le moins peu édifiantes pendant la célébration de nos saints mystères et pendant la prédication ou l'instruction chrétienne"*<sup>131</sup>.

---

<sup>128</sup> Didier Nourrisser fait remarquer que, *"dans la société rurale, l'ivrognerie fait partie des mœurs acceptées, presque des bonnes mœurs. (...) Le trop boire est une coutume souvent tolérée, bien plus, il passe pour une norme culturelle, un rite du savoir-vivre"* (NOURRISSIER, Didier, *op. cit.*, p. 115).

<sup>129</sup> Il s'agit du décret du 23 novembre 1803. Cf. *infra* p. 47.

<sup>130</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 435-18. Cf. *supra* note 19.

<sup>131</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 365-599.

Ce qui semble le plus déranger les pères Carrupt et Blatter, c'est bien la menace d'un dépeuplement des églises et d'une perte de domination religieuse sur le peuple valaisan. Pour ces deux ecclésiastiques du début du XIXe siècle, le seul motif qui les amène à combattre l'ivrognerie, c'est la fréquentation du cabaret pendant la célébration des offices divins. Les autres méfaits du vin évoqués par l'abbé Clément semblent les laisser indifférents; on a l'impression que pour eux, il importe peu que les paroissiens s'éprennent de boisson, pourvu qu'ils ne négligent pas leurs devoirs religieux. L'ivrognerie devient un danger dès le moment où elle est susceptible de détourner les paroissiens de leurs obligations spirituelles.

Mgr Blatter, ainsi que les abbés Clément et Carrupt, sont représentatifs de la réaction différenciée du clergé valaisan du début du XIXe siècle face au fléau de l'ivrognerie. Qu'advient-il dans les décennies suivantes ? Nous savons seulement que, durant les années 1830-1840, les évêques publieront, à l'occasion du carême surtout, des lettres pastorales sur les sujets qui posent problème et dont l'autorité religieuse supérieure se doit d'en parler. La question de l'ivrognerie n'échappe pas à la règle. Ainsi, la Lettre pastorale de Mgr Maurice-Fabien Roten<sup>132</sup>, datée du 30 janvier 1838, met en garde les fidèles contre les méfaits du vin. L'évêque de Sion semble s'intéresser, tout comme l'abbé Clément, aux aspects sociaux, médicaux et sexuels de l'ivrognerie. Il dénonce ses méfaits sur la santé, sur les biens temporels, sur la réputation, la chasteté et la vertu de bien des individus. Il se montre intolérant envers ce mal qui peut détruire sournoisement l'atmosphère paisible qui règne dans les familles exemplaires. L'évêque, qui se réfère aux proverbes de Salomon, compare l'ivrogne à un homme qui dort sur la mer et à un pilote assoupi qui a perdu le gouvernail :

*"Comme un homme, qui sur un vaisseau se hasarde en pleine mer et s'endort, devient le jouet des vents et des flots, ainsi l'homme ivre, dont la raison se trouve enchaînée dans un funeste sommeil, est poussé par ses passions d'un péché à l'autre, d'une extravagance à une autre. L'ivrogne ressemble encore à un pilote qui se trouve au milieu d'une tempête et auquel le gouvernail échappe dans le sommeil. Son vaisseau est tantôt jeté sur un banc de sable, tantôt contre des rochers qui menacent de briser son navire"*<sup>133</sup>.

L'offensive du clergé contre l'ivrognerie et les cabarets reste en fin de compte très théorique et timide. Le véritable combat est mené par l'Etat qui promulgue, à partir de 1803, diverses lois importantes en matière d'ivrognerie. Mais le mal ne sera pas enrayé pour autant.

---

<sup>132</sup> Evêque de Sion de 1830 à 1843.

<sup>133</sup> Bibliothèque cantonale du Valais, NC 26, Lettre pastorale de Mgr Roten.

## **2. L'IVROGNERIE ET LES CABARETS FACE AUX LOIS**

Contrairement à celles qui concernent la lubricité, les lois sur le vin, les boissons spiritueuses et les cabarets sont particulièrement nombreuses et développées pour la période 1802-1847. C'est la raison pour laquelle il importe de leur accorder une large place dans ce chapitre. C'est en mai 1803 que les premières lois sur le sujet sont adoptées en Valais.

### **2.1 LES LOIS DE MAI 1803**

En mai 1803, le Conseil d'Etat adresse deux messages à la Diète de la République<sup>134</sup>. Il entend convaincre les députés de la nécessité de légiférer le plus rapidement possible sur la consommation de vin et de boissons spiritueuses ainsi que sur les cabarets. Ces derniers, beaucoup trop nombreux, constitueraient des lieux de débauche favorisant considérablement la licence des mœurs.

Le message du Conseil d'Etat est entendu et, le 24 mai 1803, les députés adoptent deux lois sur les auberges. La première, intitulée *Sur la concession des droits d'auberges, cabarets, pintes et cafés*<sup>135</sup>, a pour but de limiter le nombre des auberges, considérant qu'il "*ne doit pas excéder celui qui est nécessaire pour les voyageurs, pour les foires et marchés, et pour l'usage modéré des habitants du pays, et que leur multiplicité au-delà de ces besoins ne sert qu'à enfanter tous les genres de désordres*"<sup>136</sup>. Il est ainsi décidé que seule la commune est habilitée à délivrer la permission de vendre du vin ou d'autres boissons spiritueuses. On tolère cependant une exception pour les jours de foire sur les places publiques. Des amendes sont aussi prévues pour les contrevenants : elles s'élèvent à 25 francs pour la première fois et doublent pour chaque récidive. Ces amendes seront prononcées par le tribunal du dizain et perçues par le rapporteur du tribunal du dizain; il est précisé également que les amendes de 25 francs appartiendront à la commune et que, pour celles supérieures à cette somme, le surplus sera dévolu à l'Etat.

---

<sup>134</sup> Le premier message (AEV, Intérieur, vol. 35 bis, p. 309) est daté du 11 mai, le second (AEV, Intérieur, vol. 35 bis, p. 301) du 14 mai 1803.

<sup>135</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, pp. 94-97.

<sup>136</sup> *Ibid.*

La deuxième loi concerne la police des auberges, cabarets, pintes et cafés<sup>137</sup>. Elle fixe dans un premier temps les heures d'ouverture de ces lieux, ses moments de fermeture ainsi que les amendes perçues en cas de désobéissance. Il est ainsi défendu aux vendeurs de vin et boissons spiritueuses de donner à boire dans leur maison après 9 heures du soir, depuis le 21 mars jusqu'au 21 septembre, et après 8 heures du soir, du 21 septembre au 21 mars. Sont exceptés cependant les voyageurs qui logent dans ces auberges et les forains, les jours et veilles de foire.

L'article 4 mentionne que les conseils de commune sont néanmoins autorisés à avancer ou à reculer l'heure de la fermeture de ces lieux, "*suivant les circonstances locales et l'utilité publique*"<sup>138</sup>. Les contrevenants sont punis de 4 francs d'amende pour la première infraction et du triple pour chaque récidive. Les cabarets, pintes et cafés ne doivent pas ouvrir les dimanches et jours de fêtes pendant le service divin. Des amendes de 4 et 8 francs sont prévues respectivement pour "*ceux qui seront trouvés à boire ou à donner à boire pendant ce temps*"<sup>139</sup>.

Les articles 7 à 10 sont consacrés à la répression, dans ces lieux d'ivresse, d'actes de débauche, de danses et de rixes. Il est ainsi stipulé que les aubergistes, cabaretiers, cafetiers et autres vendeurs de boissons ne peuvent tolérer dans leur établissement des actes de débauche sous peine d'être condamnés "*pour la première fois à une amende de 50 francs, pour la seconde à une amende double, et pour la troisième à un emprisonnement de 15 jours et à la privation perpétuelle de leur droit de vente*"<sup>140</sup>.

Les aubergistes doivent aussi veiller à éviter les rixes en exhortant à l'ordre les personnes en dispute. Il est prévu que "*si cette exhortation est sans effet, il devra avertir sur-le-champ le président ou vice-président du dizain, ou du conseil local, ou autre fonctionnaire public le plus proche, et s'il y a des militaires mêlés dans la rixe, il devra avertir un de leurs supérieurs, commandants, officiers, ou sous-officiers*"<sup>141</sup>. Si l'aubergiste ne se soumet pas à ces directives, il devra verser une amende de 12 francs. Quand aux personnes qui n'écoutent pas les avertissements de l'hôte, elles seront tenues de payer 6 francs d'amende.

Signalons enfin qu'une amende élevée de 40 francs sera infligée aux cabaretiers "*qui recevront dans leurs maisons des pupilles, mineurs et autres, auxquels la fréquentation du cabaret aurait été interdite par leur curateur, ou par sentence*"<sup>142</sup>.

---

<sup>137</sup> Constitution et lois de la République du Valais., t.I, pp. 98-102.

<sup>138</sup> Ibid.

<sup>139</sup> Ibid.

<sup>140</sup> Ibid.

<sup>141</sup> Ibid.

<sup>142</sup> Ibid.

Ce qui frappe surtout dans cette dernière loi, ce sont les amendes élevées que doivent verser les cabaretiers qui permettent des actes de débauche dans leur établissement. Les montants et les peines prévues pour récidive semblent disproportionnés par rapport aux autres délits qui peuvent se commettre dans les cabarets. On ignore ce que les autorités entendent exactement par le terme de "débauche", mais il s'agit sans doute d'actes sexuels ou amoureux à caractère lubrique. Cela confirmerait en tout cas que, dans le Valais de la première moitié du XIXe siècle, tout ce qui touche à la sexualité hors mariage est fortement réprimé par la justice.

Relevons également le désir des faiseurs de lois de protéger la jeunesse des méfaits de l'alcool. L'amende de 40 francs perçue aux cabaretiers coupables est en effet très significative. Il est rassurant de constater que l'abbé Clément n'a pas été la seule personne à se préoccuper de l'avenir de la société valaisanne du début du XIXe siècle.

## **2.2 LE DECRET DU 23 NOVEMBRE 1803**

Nous avons soulevé plus haut la timide lutte du clergé contre l'ivrognerie. Cette réaction semble trouver son explication dans le décret du 23 novembre 1803 qui garantit au clergé son droit de vendre son vin en détail. Ce décret, intitulé *En interprétation de l'article 1 de la loi du 24 mai 1803 sur les concessions d'auberges, cabarets, pintes et cafés*<sup>143</sup>, et qui considère que l'intention de la loi du 24 mai 1803, concernant les concessions d'auberges, cabarets, pintes et cafés n'a pas été de déroger aux droits acquis "par titre ou possession immémoriale"<sup>144</sup>, ne contient qu'un seul article : "L'article premier de la loi du 24 mai 1803 ne déroge en rien aux droits, privilèges et concessions concernant la vente du vin en détail antérieurs au 1er janvier 1798 qui sont maintenus tels qu'ils existaient à cette époque"<sup>145</sup>.

Ce texte, souvent mal interprété<sup>146</sup>, dévoile le pouvoir étendu des instances ecclésiastiques supérieures du début du XIXe siècle, capables de faire voter une loi afin d'assurer au clergé la conservation de privilèges matériels auxquels il semble particulièrement attaché. N'oublions pas,

---

<sup>143</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, p. 201

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> *Ibid.*

<sup>146</sup> Cf *infra* p. 51.



comme le précise François Bourquenoud<sup>147</sup> dans sa *Relation* sur le Valais, écrite en 1810 après un séjour dans le canton, que "*tous les chanoines sont cabaretiers*"<sup>148</sup> et que, "*s'ils n'agissaient pas ainsi, ils ne pourraient pas venir à bout de vendre leur vin*"<sup>149</sup>.

Ce décret nous révèle les failles du clergé valaisan qui n'hésite pas à tenir des discours contradictoires pour servir ses intérêts. En 1807, Derville-Malécharde<sup>150</sup> s'indigne ainsi contre le clergé qui "*prêche en chair contre l'ivrognerie que sa cupidité appelle et favorise quelques minutes après avoir annoncé la parole de Dieu*"<sup>151</sup>. Le résident français, tout comme l'abbé Clément, dénonce également les conséquences néfastes que cette pratique peut avoir sur la santé du peuple valaisan. Il regrette que l'Eglise se préoccupe davantage de l'écoulement de son vin que du bien-être de ses fidèles. De cette situation paradoxale, qui dure depuis l'Ancien Régime, le clergé lui-même semble tout à fait conscient. Le grand doyen de Sion Oggier, désirant éviter que l'on associe les chanoines à des cabaretiers, aurait ainsi conçu le projet de construire une maison pour vendre tous les vins du chapitre de la Cathédrale de Sion mais ce projet fut avorté par la Révolution<sup>152</sup>.

Il est à relever que ces critiques à l'encontre du clergé ne sont pas faites par des Valaisans. Peut-être était-il plus facile d'apprécier les injustices avec un regard extérieur, peut-être aussi, et cette hypothèse n'est pas à exclure, existait-il peu de Valaisans téméraires ou assez fous pour oser s'attaquer à une institution aussi bien établie que l'Eglise. Seuls les députés oseront, en ce début de XIXe siècle, une tentative de remise en cause du puissant édifice religieux. Tout à fait conscients des abus de pouvoir de l'Eglise, ils souhaitent une abolition de ses privilèges, concernant le vin tout au moins. En novembre 1808, ils adressent un message au Conseil d'Etat sollicitant une réduction du nombre des pintes. Cette démarche restera cependant sans lendemain; le Conseil d'Etat, qui reconnaît

<sup>147</sup> Né en 1875 à Charmey, dans le canton de Fribourg, François Bourquenoud s'est intéressé dès son plus jeune âge aux sciences naturelles. En août 1810, il entreprit une excursion en Valais en tant que botaniste dans le but de "*l'étudier et de le voir de ses yeux ne fût-ce que superficiellement*". Il a écrit cette relation après son retour, d'un seul jet et sans retouche (BOURQUENOUD, François, "Relation du voyage fait en Valais en août 1810 par François Bourquenoud le Jeune", publiée par André Donnet, in *Annales valaisannes*, 1949, pp. 94-95).

<sup>148</sup> BOURQUENOUD, François, *op. cit.*, p. 110. François Bourquenoud écrit que l'on peut voir devant les maisons de ces chanoines un buisson ou une enseigne. André Donnet précise qu'il s'agit d'une "*touffe ou bouquet de rameaux pouvant conserver pendant un certain temps leur feuillage, buis, lierre, houx, etc., et que les cabaretiers plaçaient au-devant de leurs établissements comme enseigne spéciale*" (BOURQUENOUD, François, *op. cit.*, p. 110). Quant à Zenon Schoch, il signale que "*les aubergistes de Vouvry et des Evouettes viennent tâter le vin de la cure, le dur et le "grisé", et s'en vont leurs tonneaux pleins*" (SCHOCH, Zenon, "Le chanoine Guérin à Vionnaz (1730-1808)", in *Annales valaisanne*, septembre 1933, p. 171). Le pasteur Bridel évoque, quant à lui, les difficultés d'écoulement du vin dans le Valais de l'époque : "*Année commune le canton fait plus de vin qu'il n'en consomme; mais il trouve difficilement l'occasion à écouler ce superflu, parce que le canton de Vaud, la Savoie et les vallées italiennes qui le touchent, en ont fort au-delà de leurs besoins*" (BRIDEL, Ph., *Essai statistique sur le canton du Valais*, 1820, pp. 318-319).

<sup>149</sup> BOURQUENOUD, François, *op. cit.*, p. 111.

<sup>150</sup> Résident de France en Valais de 1806 à 1810.

<sup>151</sup> Paris, AAE, Valais, t. 13, p. 67, à Augustini, le 7 mai 1807; cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 100.

l'utilité de cette diminution, confesse son impuissance en déclarant que "*tant qu'on n'admettra aucune restriction possible à ces privilèges, nous ne connaissons aucun moyen de réduire le nombre des pintes*"<sup>153</sup>. Le pouvoir ecclésiastique semble donc être un frein aux désirs bienveillants des autorités politiques de réduire les excès de l'ivrognerie.

### **2.3 L'ARRETE DU 17 JUILLET 1807**

Les lois de mai 1803 semblent avoir été souvent bafouées, en tout cas si l'on juge les considérations du Conseil d'Etat qui ont prélué à l'arrêté du 17 juillet 1807<sup>154</sup>. Le Conseil d'Etat déplore ainsi les plaintes réitérées qu'il a reçues des autorités civiles et ecclésiastiques concernant les abus et les désordres qui résultent de la vente du vin et des boissons spiritueuses aux heures prohibées. Il considère qu'il est urgent d'user des moyens établis par les lois pour réprimer ces perturbations.

L'arrêté du 17 juillet 1807, destiné à être publié et affiché dans toutes les communes valaisannes, reprend en gros les articles des lois de mai 1803, en ajoutant quelques points supplémentaires. Il est ainsi décidé qu'un ou plusieurs membres du conseil communal devront faire régulièrement l'inspection des auberges et cabarets et en faire sortir ceux qui s'y trouveraient à boire aux heures défendues; ils devront dénoncer au grand châtelain les contrevenants, ainsi que les aubergistes coupables, pour qu'ils soient "*punis suivant la loi*"<sup>155</sup>.

L'article sur les pupilles et les mineurs est aussi complété. Les cabaretiers qui les reçoivent dans leur établissement seront toujours punis de la forte amende de 40 francs; on précise toutefois que "*les proches parents n'en sont pas moins responsables en conscience*"<sup>156</sup>.

Les mesures répressives à l'encontre des buveurs sont ainsi accrues par une surveillance plus stricte des auberges. Nous remarquons également que le souci des autorités politiques en matière de protection de la jeunesse est tout aussi fort qu'en 1803.

---

<sup>152</sup> BOURQUENOUD, François, *op. cit.*, pp. 110-111.

<sup>153</sup> AEV, Intérieur, vol. 35 bis, p. 351.

<sup>154</sup> AEV, Médiation 60, No 189.

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> *Ibid.*

## **2.4 LA LOI DU 16 DECEMBRE 1833**

Ce n'est qu'en 1833 qu'une nouvelle loi<sup>157</sup> rapporte les deux lois de mai 1803 sur le vin, les boissons spiritueuses et les cabarets. Elle reprend, pour une grande partie, les dispositions des lois précédentes, en présentant cependant quelques changements notables.

Le plus significatif concerne la réduction de l'amende, de 40 à 12 francs, pour les aubergistes qui tolèrent dans leur établissement des pupilles et des mineurs. Dans son message à la Diète du 4 décembre 1833, le Conseil d'Etat justifie cette baisse en relevant que *"l'expérience ne nous apprend que trop que le taux élevé des amendes devient un obstacle à l'exécution de la loi : le juge s'apitoie, et ce sentiment prévaut alors chez lui sur celui de son devoir. Nous penserions ainsi que l'amende de 40 francs pourrait être réduite à celle de 12 francs"*<sup>158</sup>.

La nouvelle loi précise en outre qu'une liste d'individus, à qui l'entrée des cabarets est interdite, sera dressée par les conseils de commune, conjointement avec le châtelain, là où il y en a, dans la première huitaine du mois de janvier. Un exemplaire devra être affiché dans tous les lieux où il se débite du vin, eau-de-vie, café et autres liqueurs. Les présidents de commune auront la tâche de communiquer cette liste au président du dizain, qui l'enverra à son tour à la direction de la police centrale. On décide aussi que les personnes qui assistent à une rixe dans une auberge doivent secourir l'aubergiste. Ainsi, dès que l'aubergiste prononce "force à la loi", les personnes présentes sont tenues de lui prêter main forte, sous peine d'une amende de 8 à 40 francs. Des modifications interviennent également dans la prononciation des amendes. L'article 15 établit que les amendes qui n'excèdent pas 16 francs seront prononcées, après instruction sommaire, par le président de la commune, assisté de deux conseillers nommés par le conseil. Quant aux amendes supérieures à 16 francs, elles seront du ressort des tribunaux de dizain. L'article 17 signale enfin que le tiers des amendes émises, tant par le tribunal du dizain que par l'autorité communale, appartiendra au dénonciateur.

Ce texte de 1833, qui réévalue les amendes se rapportant aux pupilles afin de permettre une exécution plus stricte des lois, porte ainsi une plus grande attention aux aubergistes qui exercent un métier difficile dans un lieu propice aux querelles et aux rixes. Celles-ci, particulièrement nombreuses à partir des années 1830, seront souvent causées par les rivalités politiques qui divisent le Valais de

---

<sup>157</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. V, pp. 339-405.

<sup>158</sup> AEV, DJP I 119.4.

cette époque. Nous verrons également que, bien souvent aussi, des militaires seront les acteurs de ces bagarres violentes.

Mais avant d'évoquer ces rixes, rappelons à quel point ces diverses lois que nous venons d'évoquer ont été fréquemment méprisées par les Valaisans de l'époque.

### **3. LE MEPRIS DES LOIS**

Les lois sur les cabarets ont été souvent bafouées, particulièrement dans le Bas-Valais, à Troistorrents et à Monthey. Cette situation provient apparemment de la mauvaise interprétation du décret du 23 novembre 1803 qui contient un énoncé trop général. Il semble que ce soit les châtelains et les grands châtelains qui sont chargés de remédier à cette situation alarmante en dénonçant les abus au Conseil d'Etat.

Le grand châtelain de Monthey, Dufay, se plaint ainsi au Conseil d'Etat des excès qui ont lieu dans les communes de Troistorrents et de Monthey en novembre 1804 : *"Cependant, il est arrivé de l'énoncé général de la loi de novembre 1803 que les communiens se sont crus affranchis de l'autorité du Conseil de leur commune quand à la vente du vin et il en est résulté de grands abus. C'est surtout à Monthey et à Troistorrents que ces inconvénients se sont faits le plus gravement sentir"*<sup>159</sup>.

Ces inconvénients, ce sont les pintes et les cabarets qui ne cessent de croître jour après jour. Les deux communes, par la voix de Dufay, en viennent même à supplier le Conseil d'Etat de *"pouvoir être confirmées dans le pouvoir de limiter le nombre de pintes conformément à la loi du 24 mai 1803"*<sup>160</sup>.

Elles suivent en cela l'exemple de la commune de Val-d'Illiez qui s'est vu accordé ce droit tout récemment. Le grand châtelain entend convaincre le Conseil d'Etat en expliquant très en détail les conséquences néfastes que les cabarets produisent dans les deux communes. Il rappelle tout d'abord que Troistorrents est une commune composée de hameaux épars et de maisons isolées difficiles à surveiller par la police et où l'on ne peut permettre la vente du vin sans les plus dangereuses conséquences pour les mœurs et pour la tranquillité publique. Il relève surtout les progrès effrayants que la licence a déjà faits parmi la jeunesse de cette commune depuis la multiplication des pintes. Pour Dufay, qui partage ainsi les convictions de l'abbé Clément concernant les dangers de

---

<sup>159</sup> AEV, DJP I 72.3.4, le 22 novembre 1804.

l'ivrognerie, les deux cabarets d'autrefois sont plus que suffisants pour le besoin de la commune et des voyageurs.

Concernant Monthey, le grand châtelain reconnaît toutefois qu'il n'est pas possible de limiter à ce point les pintes. Rappelons en effet que Monthey est une commune importante, le lieu d'un marché considérable où affluent tous les habitants du dizain, et ceux même du canton de Vaud et de la Savoie. Il est cependant nécessaire, selon Dufay, que les lois soient respectées et que le conseil communal conserve le droit d'accorder ou de refuser la permission de vendre du vin. Il croit en effet que, *"si la faculté de vendre du vin était laissée indifféremment à tous les communiers sans le concours du conseil et sans aucun égard ni à la position des maisons ni à la conduite morale de ceux qui tiendraient pinte, le conseil serait dans l'impossibilité d'y surveiller et d'y faire observer la police"*<sup>161</sup>. Il ne pourrait ainsi *"faire respecter et exécuter dans ces lieux publics les lois générales de l'Etat et les règlements de la commune"*<sup>162</sup>.

Et Dufay de relever pour conclure les méfaits du vin sur les habitants du dizain de Monthey. Selon le grand châtelain, le peuple de Monthey, bon lorsqu'il est de sang froid, devient, sous l'effet de la boisson, querelleur, furieux et capable des plus grands excès. Il note enfin que *"lorsque le tumulte est excité au milieu d'eux, il faut bien du courage dans un homme en office pour qu'il aille s'y entremettre pour l'apaiser au milieu du bourg où il peut avoir plus promptement main forte. Qu'en sera-t-il si le désordre se passe dans une maison écartée ou isolée ?"*<sup>163</sup>. Nous ressentons dans ce dernier discours une certaine exagération. Le ton employé par Dufay vise probablement à produire de l'effet auprès du Conseil d'Etat dans l'intention de se faire entendre plus sûrement.

Quoi qu'il en soit, à travers ce témoignage, nous relevons la place importante accordée à la police des auberges. Cette dernière a une mission délicate à remplir et elle doit pouvoir exercer ses fonctions dans les meilleures conditions. C'est la raison pour laquelle les lois doivent être appliquées de manière stricte. Nous reviendrons sur cette police des auberges dans notre sous-chapitre 4.4.

Le châtelain de Bagnes, Vaudan, a les mêmes préoccupations que Dufay : restreindre le nombre de pintes dans sa commune. Il souhaite l'appui de de Rivaz, conseiller d'Etat chargé du Département de Justice et Police, car il craint que les mesures récemment prises par le conseil de Bagnes ne soient mal perçues par les communiers. Le conseil communal a en effet arrêté que le nombre de pintiers

---

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> *Ibid.*

devait être réduit à quatre, nombre suffisant "*pour une commune éloignée de la grand route*"<sup>164</sup>, et que ce droit de vendre du vin "*se remettra à l'enchère aux quatre plus hauts miseurs d'entre ceux que le conseil, pour des justes raisons, aura choisis pour cet effet*"<sup>165</sup>. Vaudan entend surtout rassurer le timoré conseil communal du bien-fondé de sa décision :

*"Le conseil a beaucoup de crainte et se fait des éléphants et des fantômes de chaque mouche, malgré tous mes soins et mes efforts à le ranimer et le rassurer non seulement sur son pouvoir, mais même en leur faisant voir que c'est leur charge et devoir d'en restreindre le nombre; il m'a prié de vous prévenir, monsieur le conseiller, de ses dispositions et d'implorer votre haute protection et votre appui, dans le cas où quelque contrevenant au bon ordre aille en représentation au Conseil d'Etat"*<sup>166</sup>.

A travers ce témoignage, nous réalisons la pression que la population locale pouvait exercer sur le conseil communal. Ce dernier manque visiblement de confiance en lui et semble redouter la réaction qu'une décision fondée peut provoquer parmi les habitants du village. Il y a fort à parier que, sans la présence d'une forte tête comme Vaudan dans le conseil, jamais un arrêté de ce genre n'aurait été élaboré à Bagnes.

Le manque de respect des lois au début du XIX<sup>e</sup> siècle a vivement inquiété les autorités politiques supérieures. Le 24 novembre 1808, le Conseil d'Etat adresse un message à la Diète *Sur la négligence de toutes les autorités à faire observer les lois*<sup>167</sup>. Il se plaint en particulier d'une police des cabarets fort négligée : "*En général, une triste expérience nous apprend combien peu les autorités désénales ou communales s'occupent de faire ce qui les concerne pour faire exécuter les lois. La police des cabarets n'est surveillée presque nulle part au grand scandale de la religion et des bonnes mœurs*"<sup>168</sup>.

Ce triste état des choses serait causé par l'attachement des Valaisans aux anciens usages et au trop grand pouvoir que conserve le peuple dans les communes, au mépris de la constitution :

*"Le régime populaire de nos élections est sans doute une des grandes causes de ce vice de notre gouvernement; mais il faut convenir que toutes les autorités concourent à donner au peuple plus d'influence encore qu'il n'en doit avoir suivant la Constitution. Dans plusieurs communes, il n'y a point de conseil; dans un grand nombre, tout se porte devant l'assemblée du peuple; dans les communes et dans les dizains, on se joue des lois qui règlent les élections, la formation des conseils, leur compétence, les formes judiciaires même pour acquérir la popularité dans sa commune ou dans son dizain. Les personnes lettrées, les personnes même les plus imposantes dispensent le peuple de tout ce que les lois imposent de gênant dans les formes et dans les choses mêmes : partout on prêche la conservation des anciens usages, quoi qu'en dise la loi. Quelle obéissance peuvent donc ensuite espérer les*

<sup>164</sup> AEV, DJP I 67.1.13, le châtelain de Bagnes Vaudan au conseiller d'Etat de Rivaz, le 25 février 1805.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> *Ibid.*

<sup>167</sup> AEV, Médiation 30, pp. 474-479; cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 75.

<sup>168</sup> *Ibid.*



*personnes placées à la tête des dizains et des tribunaux après avoir donné de pareils exemples ? (...) Soyons de bonne foi avec nous-mêmes. Si le peuple n'obéit pas, c'est qu'on se fait du peuple une idole qu'on caresse et qu'on redoute*"<sup>169</sup>.

La cause de cette situation anarchique serait donc l'attachement du peuple valaisan à ses anciennes institutions, ainsi que l'attitude des autorités communales qui considèrent leur commune comme de véritables républiques indépendantes. Michel Salamin relève à ce propos la discordance entre autorités supérieures, qui entendent donner du Valais le tableau d'un canton bien dirigé et bénéficiant d'une organisation bien rodée, et autorités communales qui ne désirent pas céder à un pouvoir central leurs prérogatives<sup>170</sup>.

Ce n'est pas seulement au début du XIXe siècle que les lois sur les auberges ont été bafouées. Nous savons par le rapporteur Germanier que, dans les années 1840, les autorités communales et désénales, de même que la police locale, ont fortement négligé leurs devoirs :

*"Car quel zèle déploient les autorités tant désénales que communales pour seconder l'empire des lois sur ce qui a rapport à la morale ? Aucun. Dans les jours consacrés au service de Dieu, cabarets et pintes ouvertes en tout temps et à toute heure du jour et de la nuit, le tout sans que la police locale remue seulement le petit doigt. Je ne sache (sic) même pas qu'aucune loi de cette nature ait jamais sérieusement fixé l'attention des conseils locaux*"<sup>171</sup>.

Germanier, qui essaie de rappeler les autorités à l'ordre, n'hésite pas à envoyer une circulaire à tous les conseils communaux en insistant *"à ce que la loi du 16 décembre 1833 sur la police des auberges soit partout mise en pleine vigueur"*<sup>172</sup>. Ses exhortations restent bien vaines; en effet, seule la commune d'Ardon répond à son invitation.

Dans un autre rapport, Germanier signale les conséquences néfastes qu'une consommation abusive de vin ne peut manquer d'entraîner. Il relève en particulier les rixes qui semblent avoir été fort

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 72. Michel Salamin cite deux lettres de Derville-Malécharde qui fournissent des détails supplémentaires sur cette situation anarchique dans le Valais du début du XIXe siècle. La première, datée du 1er janvier 1807, est adressée à Talleyrand, ministre français des Relations extérieures : *"Lorsqu'un plus long séjour dans le Valais, et des observations précises m'auront mis à portée de recueillir une série de faits authentiques et de mettre sous les yeux de Votre Altesse le tableau de la faiblesse du gouvernement, celui de la barbare ignorance de la plupart des communes dont quelques-unes, comme celles du pays de Conches, vivent à peu près comme des républiques indépendantes, elle pourra alors se former une idée juste de l'anarchie qui règne parmi ces oligarques illettrés et du despotisme qu'exercent sur les étrangers et leurs concitoyens les communiens demi-sauvages et demi-civilisés du Valais* (Paris, AAE, Valais, t. 8, p. 133, le 1er janvier 1807; cité dans SALAMIN, Michel, *La République indépendante du Valais 1802-1810. L'évolution politique*, 1971, p. 148). La seconde, écrite quelques mois plus tard, s'adresse à Champagny, ministre français des Relations extérieures (du 8 août 1807 au 16 avril 1811) : *"Cinq années d'indépendance ont révélé toute la faiblesse de l'administration dans un pays où la plupart des communes vivent en républiques indépendantes et sans rapport de subordination avec l'autorité première, où l'anarchie est un état consacré, où il n'existe ni police, ni surveillance générale, ni force armée"* (Paris, AAE, Valais, t. 8, p. 124, le 22 octobre 1807; cité dans SALAMIN, Michel, *La République indépendante...*, *op. cit.*, p. 151).

<sup>171</sup> AEV, DJP I 87.62, rapport Germanier, le 21 septembre 1842.



nombreuses à son époque dans le dizain de Conthey : *"En effet, ce sont des injures, des rixes que l'abus des boissons allument, embrasent et font consommer les quasi délits dont notre tribunal a à s'occuper, et je l'écris avec des caractères d'airain, les 7/8 de ces quasi délits n'auraient pas lieu si les autorités locales faisaient exécuter les lois"*<sup>173</sup>.

Ces rixes liées au vin mentionnées par Germanier occupent une place très importante dans les archives du DJP. Ce sont elles qui nous parlent le mieux des effets néfastes de l'ivrognerie dans le Valais de la première moitié du XIXe siècle.

## **4. LES RIXES DANS LES AUBERGES**

L'ivrognerie, contrairement à la lubricité, ne constitue pas un délit en soi. Nous ne trouvons en effet dans le *Registre des peines* aucun cas de condamnation pour ivrognerie. Par contre, les rixes cruelles qui se déroulent dans les auberges et causées bien souvent par les effets du vin y figurent. Elles abondent également dans les archives du DJP et nous dévoilent les haines politiques qui divisaient le Valais de l'époque. Elles rendent compte également des dissensions qui existaient entre la population civile et les militaires. Un exposé consacré aux rixes ne pouvait donc être omis dans ce chapitre sur les cabarets.

### **4.1 LES RIXES "POLITIQUES"**

Les rixes qui se déroulent dans les auberges font souvent suite à des discussions très animées entre des personnes appartenant à deux partis politiques rivaux. Elles opposent, surtout dans les années 1830-1840, les partisans de la Vieille Suisse, conservateurs et catholiques convaincus, aux Libéraux, progressistes et farouches ennemis du clergé. La cause de ces rixes est bien souvent la révision du Pacte fédéral de 1815, voulue par les Libéraux et rejetée par les Patriotes.

C'est une rivalité politique qui engendre ainsi une rixe mémorable en février 1834 à l'auberge de l'Ecu du Valais, à St-Maurice. Rendant visite avec son frère à ses amis Barman, propriétaires des lieux, le

---

<sup>172</sup> AEV, DJP I 87.52, rapport Germanier, le 12 octobre 1841.

chanoine Michaud de la maison du Saint-Bernard est violemment pris à parti par le libéral Jardinier de Monthey. Ce dernier, très échauffé, le traite de "*calotin*"<sup>174</sup> et de "*fanatique*"<sup>175</sup> et déclare haut et fort que "*les prêtres se mêlent de beaucoup de choses qui ne les regardent pas, mais qu'on saura les mettre à la raison*"<sup>176</sup>. Le chanoine Michaud qui reste tout d'abord indifférent aux paroles injurieuses de Jardinier, ne tarde cependant pas à lui donner la réplique en dénonçant les pratiques des gens de Monthey envers les prêtres. Michaud fait référence ici à son ami Chaperon, ex-curé de Monthey, chassé pour son soi-disant fanatisme. En soutenant Chaperon, "*en qui il n'a jamais vu qu'un prêtre vertueux et zélé, très exemplaire et irréprochable dans ses mœurs et dans sa conduite*"<sup>177</sup>, Michaud s'attire les foudres de Jardinier. Celui-ci, après avoir traité l'homme d'Eglise de menteur et de calomniateur, "*le serre dans son anglaise et l'adosse à la paroi de la chambre*"<sup>178</sup>. Le vigoureux ecclésiastique, qui ne se laisse pas faire, à son tour "*le prend au collet et lui serre si fortement la gorge qu'il le contraint à le lâcher*"<sup>179</sup>. C'est grâce à l'intervention du capitaine et avocat Torrent que les choses se calment enfin. Mais l'affaire n'échappe toutefois pas au président du dizain de St-Maurice Cocatrix, qui s'empresse d'en informer le grand bailli. Cocatrix, qui a écouté les témoignages opposés de Melchior Michaud, frère du chanoine, et d'un certain Morisod, qui partageait la table de Jardinier, semble plutôt favorable à Michaud. Il ne croit en tout cas pas Morisod qui déclare avoir entendu le chanoine traiter les habitants de Monthey de "*brigands*"<sup>180</sup> et de "*canailles*"<sup>181</sup>; il ne peut surtout pas imaginer "*que monsieur le chanoine Michaud ait saisi son adversaire au collet s'il n'avait pas été empoigné le premier et qu'il n'ait pas été incité à le faire pour se défendre*"<sup>182</sup>.

Cette affaire nous montre la puissance arrogante des Libéraux bas-valaisans qui n'éprouvent aucun scrupule à manquer de respect envers le clergé. Jardinier non seulement traite le chanoine de tous les noms, mais il s'en prend même physiquement à lui. Les haines envers le pouvoir religieux qui s'immisce avec indiscretion dans la vie de trop de gens semblent trouver ici leur paroxysme. Ces haines sont dangereuses, car elles accablent impitoyablement l'adversaire. Ainsi, les tireurs à un prix franc que l'on donnait ce jour-là à Saint-Maurice, lorsqu'ils entrent dans l'auberge de l'Ecu du Valais, s'empressent d'accabler Michaud de mauvais propos et "*prennent fait et cause pour leur camarade*

---

<sup>173</sup> AEV, DJP I 87.63, rapport Germanier, le 27 octobre 1842.

<sup>174</sup> AEV, DJP I 71.3.4, lettre du chanoine Michaud (la date et le destinataire ne sont pas mentionnés).

<sup>175</sup> *Ibid.*

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> DE RIVAZ, Anne-Joseph, *Mémoires historiques sur le Valais*, t.III, p. 249.

<sup>178</sup> *Ibid.*

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> AEV, DJP I 71.3.4, le 26 février 1834.

<sup>181</sup> *Ibid.*

*Jardinier*"<sup>183</sup>. Cette rixe aurait pu se terminer très mal pour le chanoine, si lui-même n'était pas un homme robuste, et s'il ne s'était pas trouvé parmi la foule ennemie un courageux avocat impartial pour prendre sa défense.

Les explications d'Anne-Joseph de Rivaz à propos du contexte politique qui entoure cette rixe font ressortir l'importance du Pacte de 1815 dans ces luttes acharnées :

*"Et la conversation étant tombée sur la controverse politique qui s'agite en ce moment entre les Libéraux qui veulent le mouvement et le progrès, et les Patriotes contents du statu quo et de la part de liberté que nous a faite la Constitution de 1815 et le Pacte fédéral de 1815, quand on en fut venu à reprocher à nos Libéraux que tous les moyens leur paraissent bons pourvu qu'ils arrivent à leur but et que même les mesures les plus violentes leur paraissent légitimes, et qu'on se plaignait des voies de fait dont ils usent surtout envers les prêtres qu'ils n'ont pu amener à leur parti"*<sup>184</sup>.

Ce sont des circonstances politiques identiques qui régissent une rixe éclatée dans une auberge de Monthey la même année. Pour Anne-Joseph de Rivaz, cette affaire prouve à nouveau que *"les voies de fait ne cessent point d'être à l'usage des Libéraux du dizain de Monthey"*<sup>185</sup>. Quelle est la genèse de cette rixe ? De Rivaz rapporte qu'un nommé Chervaz de Collombey a encouragé quelques chefs de famille de Collombey et de Muraz à signer une contre-pétition soutenant que la constitution de 1815 est *"le palladium de leur religion et de leur liberté"*<sup>186</sup>. Cette revendication, semblable à celle attribuée au curé Biselx de Vouvry, enrage fortement les pétitionnaires de la représentation proportionnée à la population<sup>187</sup>. Cité à comparaître à trois reprises devant le grand châtelain du dizain, le sieur Favre de Troistorrents, Chervaz avoue avoir inscrit de fausses signatures dans sa contre-pétition. C'est à l'issue de la troisième comparution, qui a lieu dans une auberge, que Chervaz est violemment assailli par ses adversaires libéraux : *"Aussitôt il est entouré de trente à quarante chauds amis de la part la plus*

---

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 249.

<sup>184</sup> DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 250.

<sup>185</sup> DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 246.

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> Le 13 novembre 1833, les dizains de Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Entremont, conscients de leur entité nationale, envoient à l'Etat une pétition afin d'obtenir que la représentation proportionnelle soit adoptée : *"Puisque chaque individu fait partie du souverain, il faut aussi que chaque individu soit représenté au pouvoir qui exerce la souveraineté. De là naît la nécessité que la représentation soit basée sur la population. (...) Nous ne prétendons imposer la loi à personne, mais nous ne voulons pas la recevoir d'autrui, ni vivre dans la dépendance. Nous ne pouvons plus former au milieu de nos Confédérés, au sein des 22 Cantons, heureux de leur liberté, une caste distincte et inférieure en droits. Non, l'ilotisme n'est pas fait pour nous, et son sceau ne stigmatisera plus nos fronts"*. Le 3 juin, la requête des dizains libéraux est rejetée. Ce n'est qu'en 1838 que l'on débatta à nouveau le sujet. (SALAMIN, Michel, *Le Valais de 1798 à 1940*, 1978, p. 124).

*égale que possible au plein exercice de la souveraineté populaire, dont les uns le frappent à coups de poing et les autres déchirent ses vêtements et ensanglantent son visage*"<sup>188</sup>.

Comme on peut le constater, les Libéraux bas-valaisans font preuve d'une grande violence pour venir à bout de leurs adversaires politiques. Ils n'apprécient guère les intrus qui s'élèvent contre leurs brutalités. Ces derniers sont en effet châtiés sans merci :

*"Un nommé Durier, membre du conseil municipal de la vallée d'Illiez, accourt à son secours [de Chervaz] et prend son parti. Aussitôt un coup de pierre reçu à la tête jette celui-ci sur le carreau. Arrive presque au même temps un autre Val- d'Illien qui, voyant son concommunié si grièvement blessé, se plaint amèrement de la brutalité des assaillants qui, pour l'en punir, lui arrachent son bâton et l'en frappent à coups redoublés*"<sup>189</sup>.

Les Libéraux n'ont pas le monopole de la cruauté. Les Conservateurs savent également faire preuve d'un grand sens de la barbarie dans ces affaires de rixes politiques. Deux de ces dernières rixes se déroulent à Chamoson en 1843 et 1844, et sont à ce propos tout à fait significatives.

Les rixes chamosardes permettent de nous faire une idée plus précise des luttes politiques qui divisent le Valais des années 1840. Si les partis en présence sont toujours les mêmes, il convient de relever toutefois que, contrairement aux rixes précédentes, la révision du Pacte fédéral n'est plus en jeu ici. Le seul motif qui engendre la bataille semble être la haine du parti adverse.

Le lieu exact de ces rixes chamosardes n'est pas explicitement mentionné; on indique seulement pour la rixe de 1844 *"qu'un jeune homme a été invité par un de ses camarades à prendre un verre de vin dans une maison dans laquelle se trouvait une nombreuse réunion de personnes"*<sup>190</sup>. S'agit-il d'un cabaret ? On l'aurait certainement indiqué si tel avait été le cas. Cabaret ou pas, nous jugeons toutefois nécessaire de ne pas omettre cette rixe en raison de son caractère fortement politique et de son lien évident avec le vin.

La première rixe, *"considérée comme ayant trait à la politique, parce que la Jeune Suisse et son parti se sont pris de querelle avec l'opinion opposée"*<sup>191</sup>, s'avère particulièrement sanglante. Comme précédemment, on se bat avec les mains, on utilise des pierres, mais on a aussi recours à des armes plus redoutables, comme le bâton et la trique :

<sup>188</sup> DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 247.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> AEV, DJP III 1540 3.22, le président de Chamoson Carrupt au président du tribunal central, le 29 octobre 1844.

<sup>191</sup> AEV, DJP III 1540 3.22, le rapporteur du dizain de Conthey Germanier au président du tribunal central du canton à Sion, le 26 janvier 1845.

"Jean-Claude Carrupt témoin : Jérôme Crittin eut une pierre et un tric. Emmanuel Besse idem.(...)  
 François Genoud témoin : Schmalzried un bâton. Les autres des pierres. Schmalzried eut un tric lorsque Pierre-Joseph Putallaz tomba. (...)  
 Joachim Maye témoin : il a vu donner un coup de tric, mais pas l'auteur. (...)  
 Ferdinand Spagnoli témoin : Schmalzried a assené un coup à Pierre-Joseph Putallaz. (...)  
 Antoine Crittin témoin : Schmalzried lui donna un coup de pied. Besse Emmanuel avait les pantalons et tête en sang"<sup>192</sup>.

Emmanuel Besse semble avoir été grièvement blessé. Nous apprenons par le rapporteur du dizain de Conthey, Germanier, qu'il a été soigné par le docteur Grillet qui lui demande des honoraires fort élevés. Germanier dénonce d'ailleurs le fait au conseiller d'Etat chargé du Département de Justice et Police :

*"J'éprouve un sentiment si pénible qu'il m'est impossible de vous le taire, sur les faits que voici : à la suite de la rixe meurtrière qui a eu lieu à Chamoson le 3 septembre 1843, monsieur le docteur Grillet a été appelé par le président du tribunal du dizain pour traiter le blessé qui avait reçu deux coups de tranchant dont l'un très grave. N'obtenant rien pour ses traitements par l'intervention des tribunaux, monsieur Grillet vient de poursuivre le blessé, Emmanuel Besse, pour le paiement d'environ 80 francs qu'il réclame pour ses vacations et médicaments. Voilà une poursuite bien pénible pour la victime qui a dû garder 5 semaines le lit au préjudice, j'entends, d'une famille dont il était le seul et nécessaire soutien, poursuite qui me navre le cœur ! Que je voudrais arrêter ! Que cependant je ne puis sans payer moi-même"<sup>193</sup>.*

Ce passage donne un aperçu des conséquences néfastes qu'un homme blessé dans une rixe peut s'attendre à subir, lui ainsi que toute sa famille : traitements et médicaments coûteux, repos forcé pendant une longue période et privation de travail et par conséquent de revenu.

Nous sommes bien moins renseignés sur la deuxième rixe. D'après nos sources, elle n'a pas le caractère sanglant de la première et semble avoir été rapidement maîtrisée. Les partis en présence sont en revanche toujours les mêmes :

*"Un jeune homme ayant été invité par un de ses camarades à prendre un verre de vin dans une maison dans laquelle se trouvait une nombreuse réunion de personnes appartenant au parti qui se dit libéral, une altercation s'engagea entre un de ceux-ci et ce jeune homme qui appartenait au parti conservateur. Celui-ci fut poussé hors de la maison à coups de pieds; ses cris attirèrent une foule de monde vers cette maison. L'autorité intervient aussitôt pour y mettre de l'ordre et entra seule avec le plaignant dans la maison où avait commencé cette rixe, qui était fermée et la lumière éteinte. Dans la chambre se trouvaient plusieurs personnes à boire. Après une courte explication, paix fut faite entre les rixateurs, et le monde accouru à ce bruit, qui était hors de la maison, sommé à se retirer, ce qu'il fit"<sup>194</sup>.*

<sup>192</sup> AEV, DJP III 1540 3.22, liste des témoins concernant la rixe de 1843 à Chamoson, sans date.

<sup>193</sup> AEV, DJP III 1540 3.22, le 25 février 1845.

<sup>194</sup> AEV, DJP III 1540 3.22, le président de Chamoson Carrupt au président au tribunal central, le 29 octobre 1844.

Nous ignorons la proportion de Conservateurs et de Libéraux mêlés dans ces deux rixes. Nous savons seulement que, dans la commune, les Libéraux, minoritaires, sont considérés comme des perturbateurs: *"Jamais le Conseil de Chamoson n'a forfait à son mandat; il a été jusqu'ici assez fort pour maintenir l'ordre et la tranquillité contre les tentatives et les attaques incessantes de quelques perturbateurs dits "jeunes Suisses" pour les troubler"*<sup>195</sup>.

Comme on peut le constater, ces rixes "politiques", au cours desquelles le sang est fréquemment répandu, revêtent un caractère extrêmement violent. Les combattants n'hésitent pas à recourir à des armes cruelles pour abattre leurs adversaires et faire taire leurs opinions. Il est permis de penser que le vin a certainement joué un rôle déclencheur dans ce genre de rixe. Les discussions s'enveniment en effet très rapidement quand les idées deviennent confuses. Toutefois, nous ne pouvons nier que les Valaisans de cette époque n'ont pas redouté de se battre pour défendre leurs idées.

Le caractère cruel de ces rixes "politiques" se retrouve dans celles qui opposent militaires et population civile, et que nous avons qualifiées de "militaires".

## **4.2 LES RIXES "MILITAIRES"**

Les recrutements dans les auberges semblent avoir été particulièrement favorables au déclenchement de rixes entre militaires et civils qui ne semblent guère s'apprécier. Ainsi, en mars 1807, à l'occasion d'un recrutement à l'auberge de la Maison Jaune à Monthey, une rixe sanglante éclate entre Henry Durier, sergent dans le bataillon valaisan au service de la France, et les frères Claude-Antoine et Pierre-Maurice Es-Borrats. Durier, qui s'immisce dans la querelle des deux frères, frappe Claude-Antoine de plusieurs coups de sabre sur l'épaule et le blesse grièvement à la cuisse. Selon Dufay, président du dizain de Monthey, c'est le vin qui est "la cause de ce fâcheux événement. Il ne faut en aucun cas y voir un autre motif :

*"Le tribunal du dizain est saisi de cette affaire dont j'ai cru devoir informer votre Excellence en l'assurant que la querelle qui s'est malheureusement engagée n'avait nullement pour motif d'entraver le recrutement ni d'offenser les personnes qui y étaient employées, mais qu'elle doit son origine à l'état d'ivresse où se trouvaient ceux qui y ont pris part dans une auberge où il y avait un grand concours de monde. La malveillance n'aura donc aucune*

---

<sup>195</sup> Ibid.

*arme à fournir pour donner à cette funeste rixe un autre motif que celui qu'il a réellement et ne parviendra point à l'attribuer à des mauvaises intentions contre le recrutement auquel tous les citoyens s'intéressent vivement*"<sup>196</sup>.

A travers cette rixe nous percevons le caractère hésitant et bancal de la justice valaisanne qui ne sait comment juger cette affaire. La commission du tribunal de Monthey ignore totalement les mesures qu'il convient de prendre : Durier doit-il être jugé par un tribunal ordinaire ou par un conseil de guerre ? Le grand châtelain du dizain de Monthey, de Rivaz, ne voit d'autre solution que de s'informer auprès du conseiller d'Etat chargé du Département de Justice :

*"Je vous serai en conséquence très obligé, monsieur le conseiller d'Etat, de me dire si vous croyez que le dit Henry Durier puisse, cas échéant, être poursuivi et jugé par les tribunaux ordinaires. Il n'est pas en mission comme recruteur; mais le jour qu'il a donné les dits coups, il était employé de fait comme recruteur par le dizain de Monthey. Cette circonstance le soustrait-elle à la juridiction de votre tribunal ? Dans le cas où il ne serait justiciable que du conseil de guerre du corps auquel il est attaché, le tribunal du dizain doit-il prendre d'office des enquêtes pour les transmettre ensuite par le Conseil d'Etat au conseil de guerre de son corps"*<sup>197</sup>.

Ces rixes "oilitaires" sont si violentes que, parfois, elles engendrent la mort d'un participant. Le même jour et dans la même auberge que dans l'affaire précédente, Hyacinthe Donnet reçoit au bas ventre un coup de couteau fatal de la part de Jean-Claude Blanc. Celui-ci, qui a disparu, est recherché activement dans tout le Valais; le signalement très détaillé du grand châtelain de Rivaz circule dans les différents dizains pour favoriser la capture de l'assassin :

*"Jean-Claude Blanc de Monthey, âgé d'environ 20 ans, taille de 5 pieds, cheveux noirs liés en queue, yeux gris, grands, cils noirs et fournis, visage ovale et allongé, nez long et affilé, bouche grande, lèvres de moyenne épaisseur, menton plat, sans barbe, taille mince et dégagée. Il portait ordinairement un grand chapeau troussé à trois cornes avec un bord noir, une cocarde blanche et rouge, un habit vesté (sic) couleur bleu foncé ou un autre bleu céleste, boutons de même couleur, pantalon bleu du ciel"*<sup>198</sup>.

Des militaires sont également impliqués dans une rixe qui se déroule le 10 septembre 1806 à l'auberge de la Croix d'Or à Monthey. Le grand châtelain de Rivaz explique au grand bailli les faits et détaille la longue procédure qui a suivi. Dans un premier temps, il énonce les deux plaintes contradictoires qui ont été déposées. La première concerne les officiers recruteurs du bataillon valaisan qui dénoncent les paysans de Troistorrents qui les ont assaillis dans l'auberge et qu'ils ont dû

<sup>196</sup> AEV, DJP I 73.1.12, le président du dizain de Monthey Dufay au grand bailli de la République, le 14 mars 1807.

<sup>197</sup> AEV, DJP I 73.1.12, le 14 mars 1807.

<sup>198</sup> *Ibid.*



repousser par la force. La seconde plainte est portée par les paysans précités, maltraités et blessés au cours de la même rixe.

Les mesures prises par le tribunal, concernant la première plainte, nous donnent quelques informations sur les armes utilisées par les assaillants. George Donnet est "*convaincu d'avoir fait une blessure à Jean-Pierre Fragnière en lui donnant un coup de bâton sur la tête*"<sup>199</sup>. Quant à Ignace Donnet, il est "*accusé par Jean Daberoz de lui avoir donné un coup de couteau au coin de l'œil*"<sup>200</sup>.

Le tribunal se montre clément envers ces paysans : tous, à l'exception de Georges Donnet, sont absous d'une amende. Les frais de justice sont les seules dépenses qui incombent aux paysans. La partie adverse au contraire, accusée d'avoir "*frappé indistinctement sur tous ceux qui s'y rencontraient*"<sup>201</sup>, sera jugée plus sévèrement : les sergents recruteurs, à qui l'on reproche une évaluation démesurée du danger, et les deux gardes des officiers devront payer tous les dommages causés dans l'auberge.

Dans cette affaire, les juges favorisent ainsi de manière très claire les paysans au détriment des militaires. L'hypothèse d'un complot anti-militaire, soulevée dans la première plainte, est d'ailleurs vivement rejetée par les hommes de loi. Ainsi, on ne croit guère à la culpabilité des paysans qui semblent jouir d'une aura particulièrement brillante en haut lieu.

A en croire le grand châtelain de Saint-Maurice, Bioley, de fréquentes rixes ont lieu en 1831 entre militaires et particuliers de la région depuis l'installation, sur la route qui mène à Bex, d'un grand bâtiment en bois pour vendre du vin en détail. Cette pinte, permise par les autorités de Bex et les chefs de l'état-major qui se trouve à St-Maurice, attire bon nombre de clients, en particulier les jours de fêtes et les dimanches. Bioley fait mention d'une rixe importante survenue un dimanche entre des jeunes gens de St-Maurice et des sapeurs bernois. Il précise que l'un d'eux a reçu "*un assez grand coup de pierre à la tête, qui lui procura une grande effusion de sang*"<sup>202</sup>. Cette rixe peut heureusement être maîtrisée par les officiers qui arrivent rapidement sur les lieux. Bioley considère cependant qu'elle aurait pu être très grave sans ce prompt secours : "*Cette bataille a dû attirer tous les grenadiers vaudois, leurs officiers et d'autres de l'état-major, avec beaucoup de personnes de la ville. Heureusement messieurs les officiers parviennent à apaiser de suite l'affaire qui aurait pu devenir*

---

<sup>199</sup> AEV, DJP I 73.1.17, le grand châtelain du dizain de Monthey de Rivaz au grand bailli, le 14 mars 1807.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> *Ibid.*

<sup>202</sup> AEV, DJP I 71.2.4, le grand châtelain de Saint-Maurice au grand bailli de la République, le 19 avril 1831.

*très sérieuse, en jugeant par les armes et les différents instruments dont on paraissait vouloir se servir*<sup>203</sup>.

Cette pinte, permise par le gouvernement vaudois, ne peut être supprimée. Cependant, le commandant de la place de St-Maurice, le Colonel Forrer, se déclare prêt à donner des ordres à ses hommes pour éviter des rixes à l'avenir. Cette attitude bienveillante semble satisfaire totalement le grand châtelain qui croit ainsi tout danger écarté : *"Nous n'avons pu que le remercier des dispositions qu'il a bien voulu prendre, parce que, sans ces mesures, il n'y aurait pas à douter que des scènes désagréables et peut-être même dangereuses dussent se répéter souvent dans un endroit éloigné des habitations"*<sup>204</sup>.

Les ordres du colonel seront-ils entièrement respectés ? Nous émettons des doutes à ce sujet, car le danger est toujours présent. Le colonel n'a fait que prendre une demi-mesure, il n'a en effet pas cru devoir requérir la suppression totale de cette pinte. Si toutefois nouvelles rixes il y eut, elles furent très discrètes et peu graves puisqu'elles ne figurent pas dans les archives du DJP.

Nous allons enfin clore ce chapitre consacré aux rixes dans les auberges en développant celles qui ont mis face à face Valaisans et étrangers du canton. Ces luttes, comme les précédentes, se sont révélées particulièrement virulentes puisque non seulement elles ont vu le sang se répandre, mais aussi parfois la mort surgir.

### **4.3 LES RIXES "ETRANGERES"**

Trois pièces du DJP ont trait à des rixes concernant des Valaisans aux prises avec des étrangers : les deux premiers documents mettent en scène des Bernois et des Vaudois, quant au troisième, il se rapporte à un homme provenant de l'Arrondissement de la Dôle.

La première rixe oppose, le 9 avril 1806, plusieurs individus de la paroisse de Saint-Martin à des charpentiers bernois. Les deux parties, plus ou moins éprises de vin, se lancent des injures verbales

---

<sup>203</sup> *Ibid.*

<sup>204</sup> *Ibid.*

avant d'en venir aux mains et de se blesser assez grièvement. Un des maîtres charpentiers bernois doit ainsi être alité pendant une période d'environ 14 jours suite à "*des contusions et autres mauvais traitements*"<sup>205</sup>.

Ce qui frappe surtout dans cette affaire, c'est la volonté du grand châtelain de régler le conflit à l'amiable. Cette manière de procéder, en évitant le recours au tribunal de dizain, semble arranger tout le monde : le clan valaisan tout d'abord, qui ne dispose d'aucune fortune ; le charpentier bernois blessé ensuite, qui craint en effet de n'être pas assez puissant et de ne pas disposer d'assez d'argent pour affronter la justice ; enfin, la commission désénale qui, étant donné la carence d'argent des deux parties, veut éviter de faire tomber sur la caisse de l'Etat la totalité ou du moins la majeure partie des frais de cette procédure. Ce sont donc des considérations financières qui régissent l'aboutissement de cette affaire. Ces luttes qui se règlent au niveau local semblent avoir été considérées comme des délits mineurs dans le Valais de l'époque<sup>206</sup>, sauf en cas de décès d'un participant.

Les archives du DJP nous informe qu'une rixe mortelle s'est déroulée dans le village des Evouettes en 1843. Jean Clerc, qui s'est battu avec des Vaudois après les avoir provoqués au sortir de la pinte de feu le président Brouzaz, décède 37 heures après les événements. Assailli à coups de pierres, battu à coups de poing et finalement jeté à terre par le Vaudois Vincent Dupertuis âgé de 18 ans, Clerc succombera, semble-t-il, suite à ses blessures. Pourtant le doute subsiste et on attend avec impatience l'autopsie de deux médecins afin de trouver "*la cause vraie de la mort*"<sup>207</sup>. Les examens d'un premier médecin dépêché sur place après le décès ont en effet suscité de nombreuses interrogations. S'agit-il d'une congestion cérébrale étrangère aux coups de poings reçus ? Est-ce que la chute qui a suivi a pu à elle seule provoquer la mort ? Questions qui resteront à jamais posées mais qui ne peuvent manquer de nous surprendre. L'âge élevé de Clerc (66 ans), son état physique certainement très délabré - Clerc est un ivrogne -, sa situation sociale précaire - il est traité de "*petit sujet sans fortune*"<sup>208</sup> - semblent peser en faveur du jeune Vaudois. N'oublions pas en outre que c'est le vieillard qui est à l'origine de la rixe. Tous ces éléments nous font penser que, dans cette affaire, on assiste à une sorte de blanchiment de l'élément étranger. Certes, la commission d'enquête créée suite à ce drame juge à propos

---

<sup>205</sup> AEV, DJP I 61.3.31, le grand châtelain du dizain de Sierre au conseiller d'Etat chargé de la Justice, Police et de l'Intérieur, le 25 septembre 1806.

<sup>206</sup> En tout cas si l'on se réfère au *Registre des peines*. Seuls 12 cas de condamnation pour rixe sont répertoriés dans ce registre pour la période 1815-1847. Des peines de prison très courtes apparaissent seulement à deux reprises; quant aux amendes, elles ne dépassent guère les 16 francs. L'amende la plus forte s'élève à 100 francs; elle concerne Marie-Joseph Mettan de Saint-Maurice qui, en 1847, a fait appeler la Jeune Suisse de Collonges "*à l'effet de prendre part à une rixe entre des individus d'opinions différentes à Evionnaz*" (AEV, 5075 A vol. 2, 1847, Tribunal du dizain de St-Maurice, Marie-Joseph Mettan).

<sup>207</sup> AEV, DJP I 85.103, le président du tribunal Antoine du Fay au conseiller d'Etat chargé du Département de Justice et Police, le 6 juillet 1849.

<sup>208</sup> *Ibid.*

d'emprisonner à Monthey le meurtrier présumé qui tentait à s'esquiver, mais le ton employé nous fait penser que cette situation n'est que provisoire pour le jeune Vincent Dupertuis.

Est-ce une victoire de la jeunesse sur la vieillesse ? Est-ce une victoire du travail - Dupertuis est venu tout exprès de la Tour-de-Peilz pour travailler à Monthey - sur l'oisiveté et l'ivrognerie ? On ne peut douter que ces considérations de ce genre sont intervenues dans cette étrange affaire. Pour une fois, et le fait est à relever, le groupe local et les autorités politiques semblent faire preuve d'humanité et de tolérance envers un non Valaisan. Il est permis de penser que les qualités de Dupertuis ont dû être vraiment exceptionnelles, tout comme les appuis dont il a sans doute bénéficié.

Très différent est le sort réservé au français Jean-Pierre Fatronet, blessé au cours d'une rixe dans une pinte de Monthey en décembre 1827. Selon ses dires, il aurait été victime de mauvais traitements dans la pinte du président Parvex et c'est la raison pour laquelle il se présente tout ensanglanté au grand châtelain du dizain de Monthey. Le témoignage du président Parvex, absent au moment des faits, contredit en tout point le récit de Fatronet et tend à le charger fortement :

*"Ils lui ont raconté que cet individu était entré pour y demander un demi-pot, qu'on lui a servi, qu'en buvant il a fait du tapage et plusieurs insultes aux gens de la maison, jusqu'à cracher dans l'assiette du domestique qui dînait; après quoi, celui-ci l'obligea de sortir et, à la porte de la maison, cet individu se tourne contre lui et lui lance un coup de poing dessous le menton; que là-dessus, le domestique s'empare d'un soufflet de fer qui se trouvait à la cuisine et en lance un coup à la tête de cet individu"*<sup>209</sup>.

Qui ment ? Qui dit la vérité ? Difficile à juger. Certes, il est permis de penser à un coup monté du président Parvex, et plus largement à une haine xénophobe de la part du pouvoir politique local. Nous pouvons tout aussi croire les paroles de Parvex qui déclare que son domestique a été la victime de l'énervement de Fatronet. Nous avons toutefois de la peine à nous mettre du côté du président. Pourquoi un étranger seul, et qui de surcroît se sait dans une position d'infériorité et de disgrâce de par son seul statut, aurait-il cherché des ennuis dans une auberge ? Pourquoi aurait-il décidé de se plaindre auprès du grand châtelain de Monthey s'il n'avait pas été innocent ?

Cette affaire ressemble plus à un règlement de compte xénophobe qu'à une simple bataille culinaire. La réaction du grand châtelain Favre qui, conformément à la loi sur la police des étrangers du 24 mai 1803, décide de mettre sur-le-champ l'étranger aux arrêts, pour des raisons de papiers soi-disant non valides, tend à confirmer notre opinion. Favre, qui ne prête aucune attention aux paroles de Fatronet, semble avoir pris parti avant même d'avoir écouté l'étranger. Sans doute sait-il qu'il n'a pas le choix et

---

<sup>209</sup> AEV, DJP I 75.2.10, le grand châtelain du dizain de Monthey Favre au directeur de la police centrale du Valais à Sion, le 19 décembre 1827.

que, dans sa position, le soutien d'un président de commune est sans doute plus utile que celui d'un simple étranger. La loi du plus puissant semble trouver ici toute sa signification. Fatronet n'a en fait aucune chance d'obtenir réparation. Il n'est qu'un élément perturbateur dont on veut se débarrasser à tout prix. Il semble n'avoir pas saisi la toute-puissance de la machine mise en marche pour l'abattre. Peut-être, a-t-il compris cela le jour de son expulsion du territoire valaisan<sup>210</sup>.

#### **4.4 LE MEPRIS DE LA POLICE DES AUBERGES**

Les gendarmes ne sont pas les bienvenus dans les auberges valaisannes. Comment d'ailleurs peuvent-ils se faire bien recevoir dans un lieu de divertissement qu'ils doivent surveiller et dans lequel ils doivent mettre de l'ordre ?

A Monthey, en 1826, des gendarmes sont malmenés par des individus à qui ils rappellent l'heure de la fermeture : *"Les gendarmes faisaient leur tournée des cabarets pour avertir ceux qui s'y trouvaient que l'heure où ils devaient être fermés était sonnée; ils ont été insultés et même menacés"*<sup>211</sup>.

Mais c'est surtout la rixe qui se déroule en 1819 dans la pinte de Zacharie Gay à Martigny qui en dit long sur l'animosité que provoque la présence policière dans ce lieu public<sup>212</sup>. Traités de *"vauriens"*<sup>213</sup>, de *"galériens"*<sup>214</sup> et de *"coquins"*<sup>215</sup>, les gendarmes doivent faire face à toutes sortes d'insultes et de provocations qui ne peuvent les laisser indifférents. Le sapeur Bernard Pillet, qui a une *"explication un peu animée"*<sup>216</sup> avec les gendarmes Antonin et Loretan, s'approche des deux hommes en les injuriant ; l'un d'entre eux, *"le repoussant d'une main et passant la jambe derrière la sienne, le fit tomber sur le plancher"*<sup>217</sup>. Cette rixe, stoppée net par le pintier Gay, prélude à une autre plus sanglante.

---

<sup>210</sup> Favre écrit au directeur de la police centrale du Valais pour savoir s'il doit lui envoyer Fatronet ou le faire conduire à la frontière directement.

<sup>211</sup> AEV, DJP I 75.1.17, le président du dizain de Monthey Dufay au grand bailli, le 3 août 1826.

<sup>212</sup> AEV, DJP I 160.7, rapport de la commission d'enquête au sujet de la rixe dans la pinte de Zacharie Gay, le 24 novembre 1819.

<sup>213</sup> *Ibid.*

<sup>214</sup> *Ibid.*

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> *Ibid.*

Une bataille s'engage en effet assez rapidement entre les deux gendarmes et Maurice Cretton qui vient de rentrer dans l'auberge. Ce dernier, qui s'est assis juste à côté d'eux, semble les avoir fortement agacés à en juger leur réaction : "*Le gendarme Antonin empoigna Maurice Cretton, le poussa et le fit tomber contre la porte d'entrée; cette chute causa la fracture du panneau et de la fenêtre de la porte*"<sup>218</sup>. Grâce à l'intervention habile de Gay, qui offre une bouteille à Cretton, les choses ne s'enveniment pas davantage. Le danger semble écarté pour le pintier. Du moins, jusqu'à l'arrivée de Pierre Cretton, frère de Maurice, et de François Pillet, dit le Dragon. Pour éviter une bataille qu'il prédit sanguinolente, Gay, qui veut "sauver ses meubles", invite poliment les policiers à se retirer. Gay n'avait pas prévu que le Dragon se mette à aboyer ! François Pillet se met en effet à aboyer comme un chien en signe de mépris pour les gendarmes qui viennent de quitter les lieux. Rappelés avec une si belle courtoisie, les gendarmes, armés de leur sabre, décident de punir le Dragon Pillet. Une fausse manœuvre de Lorétan blesse non point Pillet, qui butte contre la table, mais Pierre Cretton, qui déclare à Gay : "*Voyez Zacharie, je suis estropié; le gendarme m'a frappé. En effet, le sang coulait par son visage; il me fait aussi voir son chapeau qui venait d'être coupé avec un tranchant que, je crois, être le dit sabre*"<sup>219</sup>.

C'est ainsi que cette rixe s'achève. Quel métier difficile et ingrat que celui de pintier ! On peut en effet imaginer les fréquentes rixes qui se déroulent dans leur établissement, rixes qu'ils doivent essayer de maîtriser en faisant preuve d'un savoir-faire et d'un tact remarquables : il n'est guère aisé de concilier deux partis souvent farouchement opposés, souvent épris de boisson, souvent obstinément sourds aux appels à l'ordre.

\*\*\*

Les nombreuses lois votées pour lutter contre l'ivrognerie et les cabarets se sont révélées en fin de compte bien inefficaces. Quant au clergé, il semblait bien mal placé pour faire la morale à ses ouailles poivrées, tout comme les présidents de commune qui tenaient bien souvent pinte. Une seule personne, l'abbé Clément, a véritablement saisi les dangers de l'ivrognerie en dénonçant ses conséquences néfastes sur la santé physique, sociale et économique du peuple valaisan de la première moitié du XIXe siècle. Clément a vu ce que d'autres ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir. Par ses observations pertinentes et avant-gardistes, par ses prises de positions courageuses, l'abbé Clément s'est montré le plus éclairé des précurseurs de la lutte antialcoolique en Valais.

---

<sup>218</sup> *Ibid.*

<sup>219</sup> *Ibid.*

## **IV. LES CHARIVARIS**

La coutume du charivari a engendré de si grands désordres dans le Valais de la première moitié du XIXe siècle que nous ne pouvions passer sous silence ce phénomène lié intimement au relâchement des mœurs. Décrites et combattues par l'abbé Clément, réprimées par deux lois, ces pratiques nocturnes, bruyantes et qui prennent trois visages dans le Valais de 1802 à 1847, seront étudiées principalement à partir des affaires fournies par les archives du DJP.

### **1. DEFINITION, ORIGINE ET PREMIERES ATTESTATIONS DU CHARIVARI EN VALAIS**

Qu'est-ce qu'un charivari ? Le *Glossaire des patois de la Suisse romande* définit le premier sens du terme charivari comme "*un vacarme organisé pour témoigner sa désapprobation à quelqu'un*"<sup>220</sup>. Cette désapprobation est de trois types dans le Valais de 1802 à 1847 : la désapprobation matrimoniale est exercée à l'encontre des personnes veuves qui se remarient; la désapprobation sociale s'applique lorsque toute une population locale manifeste sa haine envers quelqu'un en raison de son statut social; enfin la désapprobation politique désigne l'action d'un groupe politique qui s'en prend à son adversaire en perturbant un de ses représentants. Nous commencerons notre étude par la désapprobation liée au remariage des veufs, la plus étudiée par les chercheurs. Mais auparavant quelques mots sur les origines du charivari et ses premières attestations en Valais.

La première mention du mot *charivari*, sous la forme *chalivali*, se trouve dans le *Roman de Fauvel* de Gervais du Bus, plus précisément dans une interpolation insérée dans l'ouvrage par Chaillou de Pesstain en 1316. Cette interpolation mentionne les caractéristiques sonores du phénomène qui deviendront traditionnelles : tintamarre et cris produits à l'aide de divers instruments extravagants,

---

<sup>220</sup> *Glossaire des patois de la Suisse romande*, t. III, 1955-1960, p. 374.



comme des sonnettes, des clochettes de vaches, des crécelles et des tambours. Ce véritable tapage, prêt à rompre la cervelle, rend compte de l'étymologie grecque partout reproduite aujourd'hui : *karébaria*, lourdeur de tête<sup>221</sup>. Notons également que le terme même de charivari a été interprété par les linguistes<sup>222</sup> comme une onomatopée visant à reproduire ce bruit.

Louis Junod rappelle que le *Glossarium mediae et infimae Latinitatis* de Du Cange<sup>223</sup> mentionne, sous les mots *Caria*, *Carivarium*, *Chalvaricum*, *Chalvaritum*, *Charavallium*, *Charavaria*, *Charavaritum* et *Charivarium* toute une série de données, tirées de documents des XIVe et XVe siècles, sur le charivari médiéval. Il en ressort clairement que le charivari était un tumulte populaire fait en France aux personnes veuves qui se mariaient pour la seconde ou la troisième fois<sup>224</sup>.

En Valais, la pratique du charivari est attestée pour la première fois en 1569, grâce au consul Antoine de Torrenté. Ce dernier mentionne dans son livre de comptes l'argent reçu par un habitant de Sion "*au titre du charivari*"<sup>225</sup>. Le document le plus complet sur la coutume du charivari dans le Valais du XVIe siècle est l'arrêté de la commune d'Ayent daté du 10 mai 1575. Ce texte interdit la pratique du charivari et taxe les personnes veuves qui se remariaient afin de leur éviter les désagréments d'un charivari<sup>226</sup>.

Au début du XVIIe siècle, cette pratique fait l'objet d'une réglementation. Ainsi, en décembre 1600, la Diète décide que l'on ne dépensera plus en boissons les amendes de charivaris. Celles-ci devront en effet servir désormais aux exercices de tir des dizains. Nombreuses sont aussi les décisions locales prises à ce sujet à la même époque. Relevons ainsi l'exemple de la commune d'Ardon qui requiert un ducaton des personnes qui sont à l'origine d'un charivari<sup>227</sup>.

<sup>221</sup> REY-FLAUD, Henry, *Le charivari. Les rituels fondamentaux de la sexualité*, 1935, p. 9.

<sup>222</sup> Par exemple le linguiste Lazare Sainéan (BELMONT, Nicole, "Le symbolisme charivarique", in *Le charivari*, 1981, p. 381).

<sup>223</sup> *Le Glossarium mediae et infimae Latinitatis* de Charles du Fresne Du Cange est un dictionnaire latin en dix volumes, publié à Paris entre 1840 et 1850. Louis Junod s'est certainement servi de la version de 1937-38 disponible à la Bibliothèque cantonale vaudoise.

<sup>224</sup> JUNOD, Louis, "Le charivari au pays de Vaud dans le premier tiers du XIXe siècle", in *Archives suisses des traditions populaires*, 47, 1951, p. 114.

<sup>225</sup> FAYARD DUCHENE, Janine, *Les origines de la population de Sion à la fin du XVIIIe siècle : bourgeois, habitants perpétuels et tolérés*, 1994, p. 132.

<sup>226</sup> Janine Fayard Duchêne précise que "*partant du principe que les gens relativement aisés avaient le moyen de se soustraire au charivari, en payant à boire à la jeunesse, ce qui n'était pas le cas des plus pauvres, le conseil d'Ayent, s'élevant contre ces inégalités, décida, par mesure de justice, la suppression de cette coutume. Dorénavant, toute personne convolant en secondes, troisièmes ou quatrièmes nocces, devait payer une taxe, dite des "prémices de nocces". Pour les habitants de la commune, la taxe était modulée en fonction des revenus des personnes entre 10 et 20 sous de Saint-Maurice. Pour les étrangers à la commune, elle variait en fonction de l'origine*". (FAYARD DUCHENE, Janine, *op. cit.*, pp. 132-133).

<sup>227</sup> FAYARD DUCHENE, Janine, *op. cit.*, p. 133.

Particulièrement nombreux à Sion au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>228</sup>, les charivaris suscitent l'attention du conseil bourgeoisial en 1768. Le 6 décembre, il décide d'adapter le taux de l'amende à la situation financière du charivariseur. Cette manière de procéder se perpétue à Sion jusqu'à la fin de l'Ancien Régime<sup>229</sup>.

## **2. LES CHARIVARIS MATRIMONIAUX**

### **2.1 DEFINITION ET SYMBOLIQUE**

Le charivari matrimonial consiste en une manifestation bruyante de la jeunesse locale contre les personnes veuves qui se remarient. Quelle en est la raison ? Deux hypothèses s'affrontent à ce sujet.

Il semble bien aux yeux de certains spécialistes de la question que les personnes veuves, en se remariant avec une jeune fille ou un garçon célibataire, aient ôté à de nombreux jeunes gens la possibilité de convoler. Le remariage d'un veuf ou d'une veuve lèse en effet directement les garçons ou les filles à marier de la paroisse, puisqu'il prélève une femme ou un homme sur le lot de leurs épouses ou époux possibles<sup>230</sup>. Le veuf ou la veuve apparaît comme un voleur ou une voleuse contre qui il faut se défendre symboliquement en organisant un charivari. Ce rapt, le ou la coupable ne peut le racheter que par l'acceptation de désagréments réels et publics et par le versement d'une somme à la jeunesse locale lésée.

La seconde hypothèse consiste à faire du charivari un moyen de soulagement de l'âme de l'époux décédé, jaloux du bonheur retrouvé de son ex-conjoint<sup>231</sup>. Les charivariseurs accompliraient ainsi le

---

<sup>228</sup> Janine Fayard Duchêne relève ainsi 16 cas de charivaris en 1659, 13 en 1661, 9 en 1662, 3 en 1663, 5 en 1664, 12 en 1705, 4 en 1723, 3 en 1725, 8 en 1729, 5 en 1730, 2 en 1732, 3 en 1736, 3 en 1742 et 9 en 1744.

<sup>229</sup> Janine Fayard Duchêne a relevé pour les années 1787 à 1798 trente cas de paiement d'amende pour cause de charivari. Elle précise que *"les amendes s'échelonnent de 30 batz, soit un peu plus d'un écu, à trois écus, en général. Deux fois seulement la somme atteint six écus. On la payait souvent plusieurs mois après le remariage et le charivari"* (FAYARD DUCHENE, Janine, *op. cit.*, p. 135).

<sup>230</sup> André Burguière note que le remariage perturbe gravement le fonctionnement de l'économie matrimoniale. Il cite Lévi-Strauss qui déclare à ce propos : *"Le remariage interrompt l'échange généralisé, brise la chaîne des alliances par l'intrusion d'un élément étranger à cette même chaîne : élément qui capte - ou cherche à capter -, un terme de la chaîne et provoque ainsi la désunion de celle-ci"* (BURGUIERE, André, *"Pratique du charivari et répression religieuse dans la France d'Ancien Régime"*, in *Le charivari*, 1981, p. 184).

<sup>231</sup> Nicole Belmont note que les jeunes perturbateurs ont pour but d'apaiser les mânes des morts et de venir en même temps au secours des veufs qui se remarient : *"Car il y a des morts avec lesquels il faut compter : leur corps est étendu immobile et impuissant dans la tombe, mais leur âme reste agissante. Que le défunt ou la défunte se trouvent froissés et mécontents de ce convol en secondes noces, les pires calamités peuvent fondre sur le nouveau couple. Les manifestants ne viennent pas assaillir les veufs, mais, au contraire, leur "porter secours"*.

divorce populaire qui casserait définitivement le lien entre les deux anciens mariés<sup>232</sup>. Le paiement réel aurait pour but de racheter symboliquement la culpabilité du survivant.

Quoi qu'il en soit, la fonction immédiate du charivari est de forcer la victime à fournir de l'argent ou du vin à la jeunesse locale. En acceptant ces conditions, impossibles à contourner d'ailleurs, le coupable rachète ainsi son appartenance à la communauté dont il s'est momentanément exclu par son remariage.

L'abbé Clément nous fournit un important témoignage concernant le charivari matrimonial valaisan de la première moitié du XIXe siècle. Le vicaire du Val-d'Illiez a en effet consacré un chapitre de dix pages d'un long mémoire écrit au début du XIXe siècle à ce phénomène et l'a intitulé *Sur les charivaris et autres impositions pénales qu'on leur a substituées*<sup>233</sup>.

## **2.2 TEMOIGNAGE DE L'ABBE CLEMENT**

Dans un premier temps, l'abbé Clément dépeint les abus qui se commettent à l'encontre des personnes veuves qui se remarient. Ces lignes très explicites dévoilent la nature effrayante que revêtent ces désordres, dans le Val-d'Illiez du moins. Le vicaire Clément se montre particulièrement attentif au vacarme qui constitue la caractéristique la plus marquante du charivari; il décrit les instruments utilisés par les perturbateurs : ferrailles, crécelles, essieux de roues de charrues, trompettes et cors de chasse, à quoi s'ajoutent cris et huées innombrables. Clément nous fournit

---

*Sous des formes diverses, certains informateurs expriment la même idée : "Le charivari est censé être fait par le mari défunt, jaloux du bonheur du nouveau marié" (Pont-Aven, Finistère). "On battait charivari pour apaiser les esprits de l'un des décédés" (Marcigny, Saône-et-Loire). "Ce tintamarre figurerait l'âme de la première épouse protestant contre le mariage" (Auvergne). Ces justifications populaires, on le voit, ne sont pas dépourvues d'ambiguïté, puisque, selon les cas, c'est l'âme du conjoint décédé qui fait le vacarme ou le vacarme lui-même qui a pour fonction d'écarter l'âme du conjoint décédé" (BELMONT, Nicole, "Fonction de la dérision et symbolisme du bruit dans le charivari", in *Le charivari*, 1981, p. 19).*

<sup>232</sup> Françoise Zonabend relève le rôle important de la mort dans ces affaires de charivaris : *"Ainsi rien ne s'oppose véritablement au remariage si ce n'est la présence de la mort, par l'intermédiaire du conjoint décédé. La liaison entre mort et remariage apparaît, à beaucoup, convaincante. Les sociétés d'Europe occidentale sont monogames, sur le plan normatif s'entend, c'est-à-dire que même si un des conjoints meurt, la relation d'alliance n'est pas rompue pour autant. Et lorsqu'une veuve ou un veuf se remarie, en réalité, il est toujours marié et si rien ne se passe il risque de devenir bigame. Le charivari aurait donc pour finalité essentielle d'effacer la première alliance et de permettre la réalisation de la seconde. La présence de la mort apparaît donc comme la raison profonde du charivari, le remariage n'est que le prétexte"* (ZONABEND, Françoise, "Compte rendu des débats", in *Le charivari*, 1981, p. 378).

également une indication très précieuse concernant la durée de ces pratiques nocturnes : celles-ci peuvent inquiéter les nouveaux mariés pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Nous imaginons sans peine la pression infernale que les malheureuses victimes, impuissantes et isolées, ont dû subir durant cette période. Car, et le fait est à relever, l'ensemble de la communauté locale participe à cette coutume tapageuse; Clément parle en effet "*de personnes indifféremment de tout âge et condition, même de différents sexes, qui font le tour de la maison des veufs nouvellement mariés*"<sup>234</sup>. Les charivaris matrimoniaux valaisans du tout début du XIXe siècle ne sont donc pas causés exclusivement par une jeunesse locale insubordonnée; ils mettent en scène des garçons et des filles appartenant à des générations et à des niveaux sociaux différents. Le charivari apparaît donc ici comme une manifestation fusionnelle qui annihile les barrières d'âge, les barrières sociales et les barrières sexuelles. Les femmes, les vieux et les pauvres ont voix au chapitre. Il n'en sera pas toujours ainsi<sup>235</sup>.

L'impuissance résignée des victimes, seules contre tous, est particulièrement mise en relief par le vicaire. Ces dernières ne peuvent en aucun cas refuser de fournir le vin ou l'argent exigés par leurs "tortionnaires" sous peine de représailles bien pires : "*D'ailleurs, on ne peut pas dire que ces pauvres gens sont libres et donner ou de ne pas donner; parce que cette troupe libertine pousse bien souvent l'insolence et l'injustice jusqu'à gâter, casser et briser des meubles et ce qu'ils rencontrent autour d'un bâtiment; je sais qu'on en vient même quelquefois jusqu'à enfoncer des fenêtres*"<sup>236</sup>.

Impuissance donc des victimes, mais aussi isolement. En effet, personne ne semble prêt à porter un quelconque secours aux êtres en détresse qui doivent se soumettre coûte que coûte à cette coutume fortement ancrée dans la tradition valaisanne. S'élever contre cette pratique, aussi inique soit-elle<sup>237</sup>, ce serait marquer sa désapprobation envers la communauté locale, ce serait faire acte de rébellion

---

<sup>233</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 41, pp. 29-39 (la date précise n'est pas mentionnée).

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 29. Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 100.

<sup>235</sup> Voir chapitre 2.4 sur les charivaris matrimoniaux dans les archives du DJP.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>237</sup> Toute aussi inique apparaît, aux yeux de Clément, la coutume de la *Marenda des vévos* qui a remplacé, dans certaines communes du Val-d'Illiez, le charivari. Cette coutume, exempte de violences, n'en demeure pas moins fort discriminatoire à l'égard des personnes veuves qui se remarient. Celles-ci doivent offrir à chaque particulier de la paroisse un "goûter" composé de vin, de pain et de fromage. Si les prétendants au mariage sont les deux veufs, la *Marenda* se transforme en *Double Marenda* : "Que si les époux sont deux veufs, ils sont obligés, selon cette coutume abusive, de donner une *double Marenda*, c'est-à-dire le pain, le vin et le fromage à double à chaque communier" (AEV, Manuscrits Clément, No 41, pp. 32-33). Pour Clément, cette contribution que l'on fait payer aux veufs qui se remarient est "un impôt que l'avarice et l'injustice ont su imaginer en place des charivaris pour pouvoir voler plus honnêtement" (AEV, Manuscrits Clément, No 41, p. 33; Cité dans SALAMIN, Michel, "Le relâchement...", *op. cit.*, p. 101).

contre une tradition bien établie, ce serait surtout s'exposer à de graves ennuis. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que les curés, si soucieux de voir leur autorité respectée, acceptent sans rechigner ces comportements peu catholiques :

*"Encore une fois, que feront ces nouveaux époux, sans secours et sans appui ? Surtout si les chefs d'une paroisse, ou peut-être même le pasteur, autorisent de tels désordres, s'en rient et se moquent des époux qui viennent leur demander quelque assistance contre de si injustes poursuites; il faut bien, disent-ils, que la jeunesse se divertisse, c'est la réponse que fit, il y a peu d'années, un pasteur curé et vieux d'âge et en bénéfice (sic). Cela est-il édifiant ? Il m'est permis d'en douter"*<sup>238</sup>.

Pour l'abbé Clément, les personnes veuves n'ont aucune raison d'être spoliées. Pour essayer d'abolir cette coutume qu'il considère comme injuste, il trouve des justifications bibliques et rappelle comment l'Eglise et divers Parlements ont condamné les pratiques charivariques.

Le vicaire du Val-d'Illiez veut faire remarquer que le remariage des veufs, même s'il annihile un statut noble<sup>239</sup>, n'en demeure pas moins un véritable sacrement et que, pour cette raison, il doit être considéré avec respect. Clément relève ainsi que Saint-Paul, dans sa *Première Lettre aux Corinthiens*, n'interdit en aucune façon les deuxièmes et troisièmes noces. Saint-Paul se montre en effet favorable aux mariages, quels qu'ils soient, puisqu'ils permettent d'éviter les dérèglements de toutes sortes, de la concupiscence en particulier. S'il avoue que le but ultime du mariage est la propagation de l'espèce, il n'en reconnaît pas moins sa fonction de soulagement de la nature humaine corrompue et vouée aux plaisirs sensuels. Il vaut mieux, dit-il, que les fidèles usent d'un remède permis plutôt qu'ils ne périssent dans leur maladie : *"Il vaut mieux se marier que de brûler de désir"*<sup>240</sup>.

L'abbé Clément signale en outre de quelle manière l'Eglise elle-même condamne la pratique du charivari. Il évoque à ce propos un concile de Narbonne tenu en 1603 qui ordonne aux évêques d'interdire les charivaris sous peine d'excommunication. Il mentionne également un manuel du diocèse de Genève de 1674 qui punit de la même peine toute personne inquiétant les veufs qui se remarient, en exigeant de leur part de l'argent ou quelque autre contribution.

Pour donner plus de poids à ses arguments, le vicaire évoque également divers Parlements français qui, très respectueux des choses saintes et soucieux des intérêts de Dieu, condamnent les charivaris en

<sup>238</sup> AEV, Manuscrits Clément, No 41, p. 31.

<sup>239</sup> L'abbé Clément souligne que le veuvage surpasse en honneur et en mérite l'état des personnes mariées. Il rappelle les paroles de St-Paul qui, loin d'interdire le remariage d'une veuve, a cependant déclaré dans sa *Première Lettre aux Corinthiens*, que "si elle demeure veuve, elle sera plus heureuse" (I Cor., 7.40). L'apôtre est persuadé que les personnes veuves sont plus aptes à travailler à leur salut que les mariés qui se détournent de Dieu par leur entreprise de séduction réciproque.

<sup>240</sup> St-Paul, *Première Lettre aux Corinthiens*, 7.9.

les considérant comme une injure au saint sacrement du mariage. Le Parlement de Bourgogne condamne ainsi les auteurs de charivaris à 50 livres d'amende, celui de Grenoble, plus sévère, exige des coupables 500 livres et les soumet à une peine de prison; quant au Parlement d'Aix, il déclare les faiseurs de charivaris criminels.

Quel poids accorder aux paroles de Clément ? Ont-elles influencé ses paroissiens et plus largement ont-elles alerté les autorités civiles et religieuses supérieures ? Il est permis de le penser. Une loi sur les charivaris a en tout cas été votée en 1806<sup>241</sup>. L'abbé Clément a-t-il joué un rôle décisif dans son élaboration ? La question reste posée.

La loi de 1806 est à insérer sans conteste dans ce chapitre sur les charivaris matrimoniaux puisqu'elle se rapporte aux veufs qui se remarient et aux filles qui se marient hors de leur commune.

## **2.3 LA LOI DU 24 NOVEMBRE 1806**

La loi du 24 novembre 1806<sup>242</sup> détermine le montant des rétributions que les communes sont autorisées à percevoir sur les personnes veuves qui se remarient. Elle met fin à de nombreuses questions et incertitudes concernant les charivaris matrimoniaux et permet d'éviter des conflits qui auparavant divisaient parfois les communes à ce sujet.

Nous savons en effet, par exemple, qu'au début de l'année 1806 de violentes disputes ont eu lieu entre la commune de Venthône et les communes voisines concernant le versement en argent à l'occasion de charivaris. Bonvin, l'ancien président du dizain de Sierre, parle dans sa lettre au grand bailli "*de grandes altercations entre les communes prétendantes et les individus prétendus débiteurs*"<sup>243</sup>.

---

<sup>241</sup> Notons que le 23 novembre 1803 fut votée une loi de portée générale intitulée *Contre les coureurs et tapageurs de nuit*. Cette loi définit les peines de prison et les amendes qui doivent être infligées aux coupables. Elle comprend deux articles; le premier prévoit pour les coureurs de nuit qui perturbent le repos des citoyens une peine de 24 heures de prison au pain et à l'eau. Il précise qu'en cas de récidive une amende d'au moins 25 livres sera perçue et que la détention à la maison de force variera entre 3 jours et un mois. Le second article est consacré quant à lui aux tapageurs de nuit qui entreraient dans des maisons étrangères fermées ou qui nuiraient à la santé d'autrui par leurs excès bruyants. Les coupables seront poursuivis et châtiés comme perturbateurs du repos public; ils seront en outre condamnés à la réparation de tous les dommages (*Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, pp. 206-207).

<sup>242</sup> Loi intitulée *Sur les rétributions qu'on peut exiger des filles qui se marient hors de leur commune ou des veufs qui se remarient* (*Constitution et lois de la République du Valais*, t. II, pp. 28-30).

<sup>243</sup> AEV, DJP I 61.3.15, le 22 janvier 1806.



Rappelons également le cas de la commune d'Ardon qui a vu ses communiars présenter, en date du 4 avril 1803, une pétition au Conseil d'Etat afin qu'il leur soit permis de payer les charivaris en argent, et non pas en nature, comme les préposés le leur ont demandé. Les communiars sont soutenus par l'article 55 d'un arrêté de la dite commune qui remonte au XVIIIe siècle et qui exige un ducaton de la part des personnes qui sont à l'origine d'un charivari<sup>244</sup>. Les pétitionnaires citent un passage de cet article dans leur lettre : *"Pour les charivaris, il est ordonné que ceux qui les doivent sont obligés à l'avenir de payer et expédier aux procureurs de la communauté un ducaton applicable à l'utilité de la commune, sauf toutefois la grâce de la communauté à cause de pauvreté"*<sup>245</sup>.

Au début du XIXe siècle, l'argent semble donc, pour les autorités civiles comme pour les communiars de certains villages, le moyen le plus équitable de régler ces affaires de charivari.

La loi de 1806, tout comme celle de 1803, sera toutefois souvent bafouée. Les archives du DJP contiennent plusieurs pièces qui constituent des preuves de l'attachement des Valaisans à ces pratiques nocturnes tapageuses.

## **2.4 LES CHARIVARIS MATRIMONIAUX DANS LES ARCHIVES DU DJP**

### **2.4.1 LOIS BAFOUEES**

Il semble bien que les autorités communales, impuissantes devant l'ampleur des pratiques charivariques, aient recouru parfois, non sans crainte, aux instances supérieures pour tenter de ramener l'ordre dans leur village.

C'est ainsi que la commune d'Evionnaz, par la plume de deux délégués, s'adresse, en date du 21 novembre 1834, au Conseil d'Etat pour qu'il entreprenne de faire respecter les anciennes lois de 1803 et 1806. Les délégués dénoncent cette coutume odieuse qui permet à des gens immatures, qui ne pensent qu'à s'enivrer, de perturber la paix du citoyen honnête :

---

<sup>244</sup> FAYARD DUCHÊNE, Janine, *op. cit.*, p. 133.

<sup>245</sup> AEV, DJP I 66.1.2, le 4 avril 1803.



*"Le citoyen paisible est ainsi livré à la merci d'une classe de la population dont l'âge ne permet pas la réflexion et qui, au reste, destine exclusivement à la boisson les valeurs au prix desquelles le marié rachète sa tranquillité. Cet odieux usage nous paraît réprouvé par la loi du 23 novembre 1803 contre les coureurs et tapageurs de nuit et ceux qui interrompent le repos public tels que sont assurément les auteurs de ces scènes nocturnes, bruyantes et scandaleuses que nous a transmises le paganisme. Cet usage est encore réprouvé par la loi du 24 novembre 1806 qui convertit en une rétribution de 4 à 36 francs en faveur de la caisse communale tous les usages et coutumes observés en pareil cas. Les soussignés s'adressent donc au Conseil d'Etat, auguste dépositaire des lois, pour en obtenir que l'injonction soit de nouveau faite à la commune d'Evionnaz de se conformer à celles qui viennent d'être citées"*<sup>246</sup>.

Nous noterons que dans ce village bas-valaisan des années 1830, le charivari a subi une légère évolution si on le compare à celui décrit par l'abbé Clément<sup>247</sup>. Certes, cette pratique se déroule toujours la nuit et est accompagnée d'un vacarme épouvantable, cependant elle ne semble plus être causée par l'ensemble de la population locale, mais par la jeunesse, très certainement masculine<sup>248</sup> exclusivement. Ces quelques lignes contiennent en outre une phrase importante qui décrit explicitement le but du charivari valaisan : permettre au mari de racheter sa tranquillité. Cette phrase confirme les deux hypothèses émises par les chercheurs concernant la fonction charivarique, sans pour autant savoir avec certitude s'il s'agit de la première ou de la seconde.

Relevons enfin dans ce témoignage la peur de représailles éprouvée par les délégués qui ont entrepris cette démarche de mise en application des lois. Ils déclarent même craindre pour leur vie :

*"Quelque fondée et raisonnable que nous paraisse cette demande, nous devons à regret vous manifester, très honorés Messieurs, les craintes que nous éprouvons que cette démarche n'excite assez contre nous le ressentiment de la jeunesse d'Evionnaz pour que notre sûreté personnelle soit en danger. Nous nous nous permettons donc, si nous osons solliciter cette faveur, de vous prier de rendre la commune d'Evionnaz responsable des réactions qui pourraient naître de notre demande d'exécution de la loi"*<sup>249</sup>.

La toute-puissance de la jeunesse locale masculine apparaît très clairement dans ce passage. Cette "société" de garçons, composée de fils appartenant à l'élite locale, et soutenue par la population, car crainte par elle, semble avoir bénéficié d'un pouvoir étendu et redoutable dans le Valais des années 1830. Ce pouvoir juvénile considérable est particulièrement perceptible dans l'affaire Marguerite Dufour qui révèle les craintes que peuvent causer un charivari soit aux autorités civiles, responsables de maintenir l'ordre public, soit aux malheureuses victimes. Cette affaire dévoile également les

<sup>246</sup> AEV, DJP I 71.3.15.

<sup>247</sup> Cf. *supra* p. 73.

<sup>248</sup> On ne mentionne pas explicitement le terme "masculin". Il y a cependant tout lieu de penser que, si des jeunes filles étaient compromises dans ces charivaris, leur présence aurait certainement été relevée, ainsi que nous l'avons vu précédemment dans le témoignage de l'abbé Clément.

<sup>249</sup> *Ibid.*

pressions malhonnêtes que de jeunes perturbateurs au niveau social élevé peuvent exercer avec succès sur certains chefs politiques facilement corruptibles.

#### **2.4.2 L'AFFAIRE MARGUERITE DUFOUR**

Le 29 juillet 1837, le président de Vionnaz, Veuthey, dénonce au grand bailli, dans une longue lettre très détaillée, le comportement irrévérencieux de jeunes gens à l'occasion d'un charivari donné à Marguerite Dufour, veuve d'Antoine Pertuiset<sup>250</sup>. Veuthey s'en prend particulièrement à deux personnes : Alexandre Fracheboud, pintier et capitaine de la cible, et Mathias Vannay, fils de feu le vice-président Emmanuel Vannay. Comme on peut le constater, ces deux personnes, apparemment les chefs de bande, appartiennent à l'élite locale qu'ils n'hésitent cependant pas à narguer. Fracheboud reste même sourd aux appels à l'ordre que lui lance le président Veuthey. Ce dernier a en effet tenté de dissuader le capitaine de la cible de faire un charivari à Marguerite Dufour, femme de conduite irréprochable qui vient de se remarier, en lui rappelant les lois de 1803 et 1806.

Les sages paroles de Veuthey n'impressionnent toutefois aucunement Fracheboud et, la nuit même, les jeunes perturbateurs, avec Fracheboud à leur tête, décident de faire un charivari à l'ex-veuve Dufour. Leurs exigences sont très précises - ils veulent deux setiers de vin - , ainsi que leurs menaces s'ils n'obtiennent pas satisfaction :

*"Les deux susnommés se font ouvrir la porte et demandent aux époux au nom des jeunes gens de leur payer deux setiers de vin pour la jeunesse; les époux offrent de donner une bouteille pour chacun de ceux qui sont devant la maison. On les refuse en les menaçant, si on ne satisfait pas à leur demande, de faire des dégâts à leur maison, grange et autres propriétés. Les époux, épouvantés par ces menaces, promettent 40 pots de vin"<sup>251</sup>.*

Comme on peut le remarquer, les jeunes gens sont très exigeants sur la quantité de vin requise. Ils n'acceptent pas que les charivarisés se dérobent à leur demande en proposant une solution de rechange. Ce sont eux les maîtres du jeu, et les victimes doivent se soumettre sans restriction à leur loi sous peine de voir leur maison et leurs autres biens matériels totalement ravagés. Pour éviter un tel désastre, les nouveaux mariés n'ont ainsi d'autre choix que d'obéir sans broncher. Les "bourreaux" semblent en outre disposer à cet effet d'armes redoutables et très dissuasives : des fusils. Le vacarme terrible qui s'exerce à ces occasions doit sans doute mettre à son comble la pression subie par les

---

<sup>250</sup> AEV, DJP I 91.23.

victimes. Notons que l'ensemble de la population locale est dérangée par ces nuisances nocturnes. En effet, les charivariseurs, après s'en être pris à Marguerite Dufour, réveillant en même temps tout le voisinage direct de la veuve, font durer leur plaisir jusqu'à une heure du matin, en tirant des coups de feu dans les rues du village :

*"La même nuit environ vers les 11 heures, le dit Alexandre Fracheboud et Mathias Vannay, à la tête de quelques jeunes gens dont les dispositions donnent tout à craindre pour l'avenir, vont à la maison de Marguerite Dufour, faisant du bruit avec des instruments de musique et autres. Ce train fut aperçu d'assez loin pour réveiller tout le voisinage, l'on entendit même des explosions d'armes à feu. (...) Le bruit recommence et dure, soit là, soit dans d'autres rues du village (...), car c'était l'heure que la diligence change de chevaux à ces relais, jusqu'après une heure du matin, tirant par-ci par-là des coups de fusil ou autres armes à feu"*<sup>252</sup>.

Les charivaris des années 1830 semblent donc être le fait de jeunes gens exclusivement. L'ensemble de la population locale ne participe plus à cette manifestation, comme dans les charivaris du début du siècle décrits par l'abbé Clément. Les villageois se contentent à présent de subir passivement les désagréments de cette coutume, en restant bien tranquilles dans leur demeure et en ne se mêlant surtout pas de l'affaire. Pour aspirer à devenir charivariseur, il faut d'ailleurs remplir certaines conditions : cette fonction est en effet réservée à la jeunesse locale dorée. Ne devient pas charivariseur qui veut.

Comment expliquer cependant cette attitude passive et lâche de la population face à ces pratiques charivariques ? Est-ce par indifférence ou par crainte qu'ils laissent les choses se dérouler sans réagir ? Ou alors approuvent-ils simplement cette coutume en considérant qu'elle est légitime et que les mariés "anormaux" doivent obligatoirement en passer par là ? Sans doute, est-ce un peu de tout ça à la fois. Nous pensons toutefois que cette force juvénile indomptable a, dans bien des cas, dissuadé la population d'intervenir par crainte d'ennuis inévitables<sup>253</sup>. Pouvait-on d'ailleurs s'opposer véritablement à cette jeunesse turbulente ? Les armes dont elle dispose et son impétuosité maladroite semblent suffisantes pour dissuader les plus courageux d'intervenir. Seules les autorités communales se montrent parfois prêtes à tenter de mettre un terme à ces perturbations nocturnes, tout en doutant de la réussite de leur entreprise. Veuthey indique que l'insubordination est telle chez ces jeunes gens qu'ils n'hésiteraient pas à se servir de leurs armes à feu contre les autorités, en cas d'intervention :

---

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> Sans doute est-ce pour cette raison que ces affaires ne parvenaient qu'exceptionnellement devant les tribunaux de dizain (deux cas pour les années 1815-1847). Personne ne voulait, semble-t-il, prendre le risque de dénoncer ces affaires et de s'exposer à de graves ennuis, voire d'être mis au ban du village. Nous verrons d'ailleurs que les victimes elles-mêmes essaieront d'étouffer l'affaire et d'éviter que la justice ne s'en mêle.

*"Le bruit court que ces jeunes gens, prévoyant que l'autorité serait dans le cas de mettre sur pied quelques hommes pour dissiper leur attroupement, avaient décidé à faire feu sur quiconque se serait présenté au nom du Conseil, ce dont cependant nous n'avons pas de preuves, mais auquel on serait tenté d'ajouter foi, si on faisait attention aux coups de fusil qui ont été tirés par intervalle jusque vers une heure après minuit"*<sup>254</sup>.

La force de cette jeunesse locale est particulièrement visible à travers la réaction du président Veuthey. Son changement d'attitude au cours de cette affaire en dit long sur les pressions qu'il a dû subir de la part de personnes haut placées, vraisemblablement alliées aux perturbateurs. Il est indéniable que la position sociale et la fonction des deux principaux tapageurs n'est pas étrangère à cette attitude : rappelons que Mathias Vannay est le fils de feu l'ancien vice-président de Vionnaz et que Fracheboud occupe le poste enviable de capitaine de la cible.

Ainsi, après avoir dénoncé dans une lettre pleine de fiel le comportement impulsif d'une jeunesse perturbatrice, Veuthey se met à parler de conciliation et souhaite surtout que Fracheboud soit mis hors de cause : *"Monsieur le président de Vionnaz me disait aussi qu'il était question d'arrangement, et aurait voulu épargner une partie des coupables, c'est-à-dire que les enquêtes n'eussent pas été dirigées contre le nommé Alexandre Fracheboud, ce que je n'ai pas accepté"*<sup>255</sup>.

Ces mots sont ceux du grand châtelain Adrien Marclay qui s'étonne de la conduite de Veuthey. Ce qui le déconcerte le plus cependant, c'est la volonté du président de dissimuler les troubles qui se déroulent dans son village :

*"Ce qui est le plus surprenant pour moi, c'est d'apprendre par la voix du Conseil d'Etat que de nouveaux désordres se sont réitérés dans la commune de Vionnaz, tandis qu'ayant eu le 13 du courant un long entretien avec monsieur le président de la dite commune, celui-ci ne m'en a nullement parlé, mais seulement des faits dénoncés dans la plainte du 29 juillet"*<sup>256</sup>.

Un tel revirement d'attitude ne peut s'expliquer que par une crainte réelle du président de voir ses jours en danger. On imagine sans peine les menaces et les pressions dont il a été victime pour passer d'un extrême à l'autre.

Les charivaris matrimoniaux ne sont pas les seuls types de charivaris en Valais dans les années 1802-1847. En effet, des affaires de charivaris sociaux et politiques sont également à signaler pour cette période. Ces derniers n'opposent plus des mariés à une jeunesse locale insubordonnée, mais rendent

---

<sup>254</sup> Ibid.

<sup>255</sup> AEV, DJP I 76.2.21, le grand châtelain Adrien Marclay au grand bailli de la République, le 30 septembre 1837.

<sup>256</sup> Ibid.

compte d'une haine éprouvée par un groupe social ou politique contre un élément qu'il considère comme nuisible ou à éliminer.

Ces types de charivaris, qui suscitent encore aujourd'hui de nombreuses interrogations<sup>257</sup>, seraient dû, selon certains historiens<sup>258</sup>, à une évolution ou à une mutation des fonctions premières du charivari. André Burguière et Daniel Fabre notent ainsi que, de la régulation des alliances on passerait ainsi à une "politisation" de plus en plus marquée; la famille se transformerait, la communauté deviendrait société de classes, la répression civile s'installerait<sup>259</sup>. La relation du charivari au mariage s'estomperait ainsi peu à peu et il deviendrait "*un moyen d'expression d'une résistance populaire*"<sup>260</sup>. Les acteurs et les victimes ne seraient plus simplement définis "*par leurs rôles dans le rite, mais par leurs positions affrontées dans la société locale*"<sup>261</sup> et le charivari serait l'illustration des conflits qui divisent en permanence le village ou le quartier.

### **3. LES CHARIVARIS SOCIAUX**

Concernant les charivaris de type social pour le Valais des années 1802-1847, il convient de relever que les manifestations de désapprobation s'exercent envers le clergé<sup>262</sup>, envers l'armée ou envers un étranger du village. Cette pratique charivarique apparaît comme un rite d'exclusion visant à une sorte d'excommunication de la communauté. Elle se distingue par là du charivari de type matrimonial qui participe au contraire d'un rite d'intégration sociale. L'affaire Magouet, contenue dans les archives du

---

<sup>257</sup> Françoise Zonabend relève à ce propos : "*Il faut noter que les débats permettent de mieux cerner le charivari lié au remariage et de dégager à son endroit quelques hypothèses fécondes, mais il n'en va pas de même pour le charivari dont le prétexte est politique : abus de pouvoir ou mauvais exercice du pouvoir. Il apparaît que l'on ne possède pas à son endroit de documentation suffisante, surtout pour certaines régions (Allemagne, Bavière, Angleterre...), qui offrirait aujourd'hui la possibilité de faire le point sur la question. Les charivaris politiques sont-ils plus anciens que les charivaris liés au mariage, à la sexualité ? Entre ceux-ci et ceux-là en existent-ils d'autres qui constitueraient autant d'étapes ?*" (ZONABEND, Françoise, "Compte rendu des débats", in *Le charivari*, 1981, p. 378).

<sup>258</sup> Notamment A. Burguière, C. Gallini, E. Hinrichs, E. P. Thompson (BURGUIERE, André, FABRE, Daniel, "Acteurs et victimes du charivari : leur relation", in *Le charivari*, 1981, p. 374).

<sup>259</sup> BURGUIERE, André, FABRE, Daniel, *op. cit.*, p. 374.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> BURGUIERE, André, FABRE, Daniel, *op. cit.*, p. 373.

<sup>262</sup> AEV, DJP I 87.217. Le 6 août 1843, le rapporteur du tribunal de dizain de Monthey écrit au conseiller d'Etat chargé du Département de Justice et Police qu'un charivari a été donné au curé de Monthey. Cette information très succincte est la seule que nous possédons sur un charivari exercé à l'encontre du clergé.

DJP, illustre de façon particulièrement significative et détaillée de quelle manière un groupe social local réussit à se débarrasser définitivement d'un élément considéré comme nuisible.

### **3.1 L'AFFAIRE MAGOUE**

En mars 1842, les habitants de Port-Valais décident de faire un charivari à Magouet, un étranger du village qu'ils ne peuvent plus supporter, afin de le résoudre à quitter les lieux. Quelle est la raison de cette véritable haine populaire généralisée ? La jalousie ? Certainement. Magouet est en effet un homme intelligent et brillant, à la réussite professionnelle exemplaire et qui possède un établissement d'arboriculture très florissant. D'autres raisons cependant paraissent se dissimuler derrière cette attitude, notamment une haine xénophobe latente<sup>263</sup>, vraisemblablement accrue par la conduite insoumise de Magouet. Il semble bien que la population ne pardonne pas à l'étranger le fait qu'il s'immisce dans les affaires communales et qu'il mette en lumière les points dysfonctionnels dont souffre Port-Valais. En fait, la population locale, certainement tout à fait consciente de ces problèmes, n'accepte pas qu'un étranger dise tout haut ce qu'elle pense tout bas. Les habitants de Port-Valais se sentent ainsi offusqués lorsque Magouet dénonce les charges communales trop élevées. Les bornes sont dépassées le jour où l'étranger se sert de la presse pour dénoncer cette injustice : *"Or, par un beau jour, monsieur Magouet se mit à écrire un article extrêmement insolent contre l'administration de Port-Valais au sujet des impositions communales. Tout le monde en fut indigné, ce qui ne contribua pas à diminuer l'animadversion dont monsieur Magouet était devenu l'objet"*<sup>264</sup>.

---

<sup>263</sup> Nous savons que les époux Magouet n'ont pas de papiers réguliers. Ce point dérange fortement la population qui se plaît à imaginer des scénarii nombreux quant à leur origine : *"L'absence de papiers réguliers chez les époux Magouet les faisait envisager dans la commune de Port-Valais comme des réfugiés, ce qui n'est pas une bonne recommandation auprès du peuple, surtout quand il ne connaît pas la cause de l'émigration. Les plus clairvoyants supposaient que c'était des réfugiés légitimistes vendéens, parce qu'il y en avait d'autres dans le Valais de la même catégorie, et cette supposition se faisait parce que monsieur Magouet se montrait très agacé et intolérant à l'endroit de certaines chansons qu'on chantait dans la commune de Port-Valais et qu'avait apportées un ancien soldat venu de France, chansons qui étaient contre les princes de Condé; et il n'en fallait pas davantage pour que l'on chantât de plus fort"* (AEV, DJP I 164.29, le préfet du district de Monthey au Département de Justice et Police, le 26 mars 1853).

<sup>264</sup> AEV, DJP I 164.29, le préfet du district de Monthey au Département de Justice et Police, le 26 mars 1853. L'affaire eut lieu en 1842, mais le procès se prolongea jusqu'en 1853. Cette longue lettre de 11 pages du préfet se divise en deux parties bien distinctes : la première, qui décrit les faits antérieurs au charivari de mars 1842, évoque de quelle manière Magouet s'est mis à dos toute la population de Port-Valais; la seconde, écrite après les événements, relate les moyens mis en œuvre par la victime pour obtenir réparation.



La population n'apprécie guère non plus que Magouet conteste le paiement des lettres et des paquets à la poste, prétextant qu'ils sont trop taxés. Par cette attitude de dénonciation de certains points négatifs de Port-Valais, Magouet s'est ainsi attiré sur lui la haine de toute la population locale. Cette aversion unanime, le préfet peut la constater lorsqu'il se rend sur place : *"Mais, m'étant transporté le 11 mars dans la commune de Port-Valais, je cherchai à m'adresser à des personnes calmes et impartiales, mais aussitôt que je parlais de Magouet, j'apercevais des signes de répulsion"*<sup>265</sup>.

Traité de *"tracassier"*<sup>266</sup> et de *"chicaneur"*<sup>267</sup> par les époux Mottier, Magouet s'attire même les foudres du curé de Port-Valais, contaminé par la haine : *"Il n'y avait pas jusqu'au révérend curé qui ne fut en butte au génie peu conciliant de Magouet"*<sup>268</sup>.

Le charivari apparaît donc pour les habitants de Port-Valais comme un moyen imparable de manifester leur désapprobation envers Magouet et lui signifier que sa présence au village n'est point désirée. Ils décident ainsi de s'en prendre à tout ce qui fait la gloire et la fortune de Magouet : son prospère établissement d'arboriculture. Ce dernier sera entièrement dévasté durant l'intervalle de plusieurs nuits par quelques hommes dépêchés sur place par les villageois.

Les habitants de Port-Valais ont-ils prévu la réaction très virulente de Magouet qui décide de porter l'affaire devant les tribunaux et qui adresse même une pétition au Conseil Fédéral ? Sans doute se sont-ils doutés que Magouet allait réagir, mais ils n'ont certainement pas prévu que les choses iraient en si haut lieu. Quoi qu'il en soit, la conduite défensive très intempestive de Magouet n'a fait que servir les intérêts des villageois. La volonté de Magouet d'obtenir coûte que coûte réparation l'entraînera dans un long procès extrêmement coûteux qui le ruinera complètement et qui le forcera à quitter le pays : *"Monsieur Magouet a disparu un beau jour, sans tambour ni trompette, laissant une masse de dettes à payer et n'ayant constitué personne pour les payer, ce qui l'a unanimement constitué en état de faillite"*<sup>269</sup>.

Ce dossier lève un voile sombre sur la mentalité villageoise des Valaisans de cette époque. Il décrit très bien comment une population entière éprouve de la jouissance à se liguier contre un élément perturbateur, en l'occurrence un étranger, qui s'insurge contre certains dysfonctionnements de sa commune d'accueil.

---

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> *Ibid.*

<sup>267</sup> *Ibid.*

<sup>268</sup> *Ibid.*

<sup>269</sup> *Ibid.*



L'aboutissement de cette affaire nous fait comprendre à quel point l'insoumission, de surcroît pour un étranger, était dangereuse dans le Valais de cette époque. Les rebelles doivent rentrer dans le rang et se soumettre au diktat du groupe local; en cas de refus, ils sont châtiés impitoyablement et n'ont d'autre choix que de quitter le pays, s'ils sont étrangers.

Les étrangers ne sont pas les seules victimes de ce genre de charivari. Des personnalités valaisannes ont dû se soumettre à ce genre de châtement infligé par la population locale. Les archives du DJP nous dévoile l'affaire d'un colonel, le colonel Cocatrix, par ailleurs président et grand châtelain du dizain du Monthey, qui a été charivarisé en 1835 par des gens déguisés de la région St-Maurice. Ce qui ressort avant tout de ce document, c'est l'acceptation et la résignation de la victime devant ce verdict populaire imposé. Mais nous retiendrons surtout la volonté du charivarisé de ne pas entreprendre de démarches pour punir les coupables, afin de ne pas s'attirer d'ennuis supplémentaires.

### **3.2 L'AFFAIRE DU COLONEL COCATRIX**

A travers cette affaire, nous réalisons à quel point la crainte engendrée par un charivari peut être redoutable pour une victime. Cocatrix semble craindre à un tel point ses "bourreaux" qu'il est prêt à tout pour empêcher leur punition. Il entreprendra d'ailleurs d'innombrables démarches pour épargner ses malfaiteurs. Cocatrix supplie ainsi le grand bailli de ne pas mettre en route des recherches pour découvrir les auteurs du charivari et de laisser tout simplement tomber l'affaire. Il tente de persuader le grand bailli que les manœuvres d'investigation, un mois après les faits, ne peuvent aboutir à aucun résultat concret; il ajoute aussi que l'identification des coupables est impossible puisqu'ils étaient déguisés. Cocatrix est en fait convaincu qu'une enquête serait dangereuse pour lui. Il interviendra d'ailleurs personnellement auprès de la commission d'enquête mise en place pour qu'elle cesse ses recherches : *"Aussitôt l'intention du gouvernement connue, la commission a fait constituer quelques voisins et elle allait constituer d'autres, et notamment les deux guets de la ville, lorsque monsieur le colonel Cocatrix est intervenu et a prié la commission de vouloir bien ne pas donner suite aux enquêtes jusqu'à nouvel ordre du gouvernement"*<sup>270</sup>.

Cocatrix redoute non seulement la plume de ses ennemis, mais également, et surtout, les suites terrifiantes qu'une enquête amènerait inévitablement. Il s'imagine ainsi dans des scènes très fâcheuses:

*"Combien je voudrais qu'on les évite et qu'on ne donne pas lieu à des réflexions désagréables sur mon compte. Des enquêtes provoqueraient sûrement la plume de quelques-uns de mes ennemis sur cette affaire. Elles pourraient aussi m'exposer à des scènes bien plus funestes que la première, peut-être même me faire assaillir dans quelque endroit où l'on viendrait à me rencontrer seul, me tirer des coups de fusil par les fenêtres, voire même jusqu'à mettre le feu à quelques-uns de mes bâtiments. Et ces dommages resteraient à ma charge. Je supplie donc très instamment le gouvernement de laisser tomber cette affaire"<sup>271</sup>.*

Cocatrix semble être très au fait des conséquences néfastes qu'une punition des perturbateurs implique. Connaît-il une victime ? A-t-il été lui-même charivariseur ? Ou bien cherche-t-il à noircir une réalité potentielle afin de mieux convaincre le grand bailli de stopper l'affaire ? Difficile de répondre. Quoi qu'il en soit, nous ressentons chez Cocatrix une peur panique devant ses agresseurs qui semblent vouloir user de moyens punitifs particulièrement destructeurs. C'est la première fois que le feu est mentionné dans ces affaires, c'est la première fois également qu'une victime craint véritablement pour sa vie.

Les vœux de Cocatrix seront finalement exaucés. Certes, la commission d'enquête a poursuivi sa mission, mais ses investigations stériles l'ont conduite à cesser ses activités. Le juge rapporteur Barman, chargé de faire connaître au Conseil d'Etat les résultats de cette enquête, considère en effet que toute recherche ultérieure ne servirait qu'à accroître les frais considérables que cette affaire a déjà engendrés<sup>272</sup>.

Un point reste cependant à éclaircir dans cette étrange affaire. Pour quelle raison Cocatrix a-t-il été victime d'un charivari ? Est-ce, comme dans l'affaire précédente, une forme de jalousie de sa réussite professionnelle ? Cocatrix est en effet doté du grade prestigieux de colonel. Envie-t-on ses biens immeubles apparemment nombreux ? Cocatrix possède une maison ainsi que quelques bâtiments que l'on veut brûler. Les archives du DJP restent malheureusement muettes sur le sujet. Seule certitude : Cocatrix pardonne aux coupables. En fait, en ne sollicitant pas le secours de la justice, il sait qu'il sert ses intérêts et qu'il agit au mieux. Plus vite l'affaire sera réglée, plus vite il sera oublié de ses assaillants et plus vite il retrouvera le calme et la sérénité. La résignation et le pardon semblent avoir été les meilleurs moyens pour un charivarisé de reprendre le plus rapidement possible une vie normale et de retrouver l'estime, ou mieux l'indifférence, de la population locale qui l'avait, pour un temps, excommunié.

---

<sup>270</sup> AEV, DJP I 71.3.18, No 1, le grand châtelain Rouiller au grand bailli, le 6 juillet 1835.

<sup>271</sup> AEV, DJP I 71.3.18, No 2, Cocatrix au grand bailli, le 7 juillet 1835.

<sup>272</sup> AEV, DJP I 71.3.18, No 3, le juge rapporteur Barman au grand bailli de la République, le 6 août 1835.

Avant de clore ce chapitre, il convient de relever enfin un charivari unique de type politique qui dévoile les rivalités partisans qui ont déchiré le Valais des années 1830-40 et que nous avons déjà évoquées concernant les rixes dans le chapitre précédent.

## **4. UN CHARIVARI POLITIQUE**

Ce charivari, qui eut lieu en avril 1833 à Monthey, nous est décrit par Anne-Joseph de Rivaz dans ses *Mémoires historiques sur le Valais*. Pour le comprendre, il convient en premier lieu de définir le contexte politique qui l'entoure entièrement.

Le 15 décembre 1832, Pellegrino Rossi, le rapporteur de la commission chargée par la Diète fédérale de rédiger un projet de nouveau pacte fédéral, présente son *Acte fédéral de la Confédération suisse*. En Valais, le projet Rossi est violemment attaqué par la majorité du clergé, par les Haut-Valaisans ainsi que par les tenants du pouvoir aristocratique qui le considèrent comme "*destructeur de l'équilibre social, de la liberté et de la religion*"<sup>273</sup>. A la requête du Conseil d'Etat, qui entend ne pas se séparer de la Confédération et continuer de discuter à la Diète fédérale sur le projet de révision, une commission de sept députés est mise sur pied pour analyser le projet. La Diète décide toutefois en votation, par 32 voix contre 24, de repousser l'analyse de l'exécutif et de ne pas entrer en matière sur cet objet.

Quand ils apprennent le résultat du vote de la Diète, les Libéraux, en particulier la jeunesse du dizain de Monthey, entrent dans une colère furieuse<sup>274</sup>. Ils proposent une réunion à Martigny qui prendrait l'allure d'une véritable diète séparée. C'est à la suite de ces événements que le vice-bailli Dufour décide de se rendre sur ses terres montheysannes, soi-disant pour inspecter le travail de ses vignes, mais en vérité dans le but de dissuader les autorités de St-Maurice et de Monthey de se rendre à Martigny. Sa présence à Monthey et ses manœuvres politiques lui vaudront un charivari de la part de la jeunesse libérale montheysanne dans la nuit du samedi saint 6 avril 1833.

Dès l'arrivée de Dufour en terre montheysanne, nous sentons croître la pression qui s'exerce à son encontre. La jeunesse libérale se montre particulièrement arrogante et provocatrice en portant à la

---

<sup>273</sup> SALAMIN, Michel, *Le Valais de 1798 à 1940*, 1978, p. 119.

boutonnière un ruban aux couleurs du drapeau fédéral, en lui tournant le dos et en ne prenant pas la peine de lui lever le chapeau. L'animosité des Libéraux atteint son comble à la suite des réunions organisées à Monthey par Dufour pour tenter de décourager les dizains bas-valaisans de se rendre à Martigny pour y délibérer sur l'acceptation ou le refus de la révision du Pacte fédéral<sup>275</sup>. Son attitude méprisante envers les députés libéraux achève sans doute de le discréditer totalement auprès de ses ennemis<sup>276</sup>. La coupe est pleine, et le seul moyen pour les Libéraux montheysans de se venger et de montrer leur désapprobation au vice-bailli, c'est de lui faire un charivari.

Dufour, qui s'est certainement douté de ce qui l'attendait, décide cependant, malgré le conseil de ses amis, de passer la nuit dans sa propre maison, non sans demander toutefois à un certain Bonjean de Vouvry de lui tenir compagnie jusqu'au matin. Nous ne sommes malheureusement guère renseignés sur le charivari lui-même. Les seules indications dont nous disposons, celles d'Anne-Joseph de Rivaz, sont très succinctes. Elles mentionnent l'heure de l'événement, 11 heures du soir, ainsi que les instruments qui provoquent le vacarme : des fusils et un porte-voix. Anne-Joseph de Rivaz précise que les charivariseurs braillent des refrains hostiles à l'ancienne magistrature et aux familles les plus distinguées du Haut-Valais qu'on y traite "*d'oligarques orgueilleux qui méditent de redonner des fers aux Bas-Valaisans*"<sup>277</sup>.

Les charivaris politiques, qui possèdent certes des points communs avec les charivaris matrimoniaux et sociaux<sup>278</sup>, diffèrent néanmoins profondément de ceux-ci. Les charivariseurs politiques semblent plus raisonnables et paraissent faire preuve d'une violence maîtrisée. Certes, la jeunesse libérale veut faire peur à Dufour, elle utilise des armes à feu et lui chante des chansons injurieuses ; elle ne se montre toutefois pas prête à causer des dégâts matériels dans sa propriété, ni à lui réclamer de façon

---

<sup>274</sup> Les Libéraux désirent que les liens fédéraux soient renforcés. Contrairement au Haut-Valaisans, ils souhaitent une liberté des échanges dans le domaine commercial (ARLETTAZ, Gérald, "Les conflits idéologiques", in *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, 1979, p. 104).

<sup>275</sup> "Le lendemain, il assemble chez M. le président Du Fay, son beau-frère, quelques-uns des préposés de Saint-Maurice et du dizain de Monthey qu'il estime les plus sensés et les plus modérés pour dissuader les cinq dizains du Bas-Valais de se rendre le jeudi suivant à Martigny *desenatim*, c'est-à-dire trois députés par dizain, comme on l'avait presque arrêté quelque temps auparavant, pour y délibérer sur l'acceptation ou le rejet de la révision du Pacte fédéral; démarche qu'il leur fait envisager comme un commencement de scission qui se projetterait du Bas-Valais d'avec le Haut-Valais" (DE RIVAZ, Anne-Joseph, *Mémoires historiques sur le Valais*, t. III, pp. 206-207). Les rappels à l'ordre de Dufour ne seront guère écoutés et, le 10 avril 1833, les Libéraux se rendent à Martigny. C'est la fameuse "bastonnade de Martigny" au cours de laquelle les Libéraux sont copieusement rossés.

<sup>276</sup> "Comme il proposait à l'assemblée les inconvénients d'une résolution si précipitée, arrivent deux députés des partisans d'un nouveau pacte qui viennent se plaindre que cette assemblée délibère sans eux et peut-être même en sens contraire au leur et sans les entendre. M. Dufour trouvant cette hardiesse de ce parti irrespectueuse envers sa personne, actuellement chef de la souveraine magistrature du pays, les congédie en leur manifestant qu'il s'en tient offensé" (DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 207).

<sup>277</sup> DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 207.

peu élégante de l'argent et du vin. On ne retrouve pas non plus chez Dufour la peur panique éprouvée par le colonel Cocatrix<sup>279</sup>. Cocatrix était-il particulièrement peureux et Dufour courageux ? La personnalité de Dufour a-t-elle poussé les jeunes Libéraux à réfréner leur ardeur ? La question reste posée. Il convient toutefois de relever que les conséquences de la manifestation charivarique ne sont pas les mêmes chez les deux individus. Cocatrix est mis au ban de l'ensemble de la société locale, il en est exclu, tout au moins momentanément, alors que Dufour s'attire uniquement l'animadversion d'un groupe politique qui n'en veut pas à lui personnellement, mais à son parti et à ses idées. Dans ce sens, on peut dire que le charivari politique ne participe pas, comme le charivari social, d'un rite d'exclusion et d'excommunication. Ne voyons pas non plus en lui, comme cela est le cas pour le charivari matrimonial, un rite d'intégration. Qu'est-il au juste en fait ? Simplement un moyen de marquer sa désapprobation envers le représentant d'un parti dont on n'approuve pas les théories, rien d'autre.

\*\*\*

Qu'ils soient matrimoniaux, sociaux ou politiques, les charivaris valaisans de la première moitié du XIXe siècle se caractérisent avant tout par un grand vacarme nocturne et une frayeur inoubliable pour les victimes. Ils tendent à démontrer en tout cas que le contrôle social exercé par le groupe local s'avère particulièrement efficace dans le Valais de l'époque. Les tribunaux de dizain n'ont en effet guère eu à s'occuper de ce genre d'affaire : seuls deux cas sont mentionnés dans le *Registre des peines* pour la période 1815-1847.

Au terme de ce chapitre sur les charivaris, nous devons admettre que certaines questions demeurent irrésolues. En effet, pourquoi les lois votées au début du XIXe siècle ne concernent que les charivaris matrimoniaux et ne font pas référence aux charivaris sociaux et politiques ? Ceux-ci n'existaient-ils pas au tout début du XIXe siècle en Valais ? Dérivent-ils des charivaris matrimoniaux qui auraient ainsi une fonction originelle ? Autant de questions auxquelles nous aurions voulu répondre mais que les documents consultés ne permettent malheureusement pas.

---

<sup>278</sup> Ils se déroulent la nuit et sont caractérisés par un vacarme épouvantable. Tout comme les charivaris matrimoniaux, ils sont le fait de la jeunesse locale.

<sup>279</sup> Dufour espère simplement, en vain cependant, que cette "bande d'étourdis" vienne lui faire des excuses le lendemain (DE RIVAZ, Anne-Joseph, *op. cit.*, p. 207). Il ne semble pas s'affliger outre mesure de l'insulte subie.

## **V. LES DANSES**

La passion de la danse est commune à de nombreux Valaisans et Valaisannes du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce divertissement a cependant entraîné des désordres si grands que les députés se sont vus contraints de légiférer en la matière. Démarche bien vaine ! En effet, faisant fi des lois, le peuple valaisan a continué de danser de plus belle, provoquant des dissensions nombreuses entre les curés de paroisse, farouchement opposés à ce divertissement, et les autorités politiques locales et désénales, favorables au contraire à la danse et usant parfois de méthodes très discutables quand, prises en flagrant délit de contravention à la loi, elles tentent de se disculper coûte que coûte.

### **1. LES DANSES ET LES LOIS**

En préambule à ce chapitre, il convient de définir les divers articles de loi qui se rapportent à la danse et qui se trouvent souvent insérés dans les lois relatives aux auberges que nous avons développées précédemment.

La loi du 24 mai 1803 *Sur la police des auberges, cabarets, pintes et cafés*<sup>280</sup> détermine en son article 8 les amendes perçues pour les danses illicites et définit à qui revient le droit de permettre les danses. La permission de danser est accordée par le révérend curé et par le conseil communal; s'ils sont d'un avis différent, c'est au président du dizain de trancher l'affaire. Les aubergistes et les particuliers qui enfreignent ces dispositions sont condamnés à une amende de 16 francs pour la première fois et du double pour chaque récidive. Quant aux danseurs et aux musiciens, ils doivent payer à chaque fois une amende de 4 francs. Le montant fort modique de ces amendes nous fournit une première indication sur la faible gravité de ce délit.

---

<sup>280</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, pp. 98-102.

Deux jours plus tard, les députés adoptent la *Loi qui détermine les pouvoirs des conseils communaux en matière de police locale*<sup>281</sup>. L'article 11 stipule que la police des danses, spectacles et mascarades est accordée au conseil de commune uniquement. Le pouvoir laïc prévaut ainsi en cette circonstance. Il en résultera de graves dissensions entre autorités ecclésiastiques et politiques locales concernant les danses.

Ces dispositions sur la danse sont complétées par la loi additionnelle du 18 décembre 1815<sup>282</sup>. Cette dernière précise que les danses, les dimanches et les jours de fêtes patronales, sont absolument prohibées. Elle mentionne également qu'il n'est dans les attributions d'aucune autorité de les permettre.

Ce n'est qu'en 1833 qu'une nouvelle loi sur la danse<sup>283</sup> abroge et remplace les précédentes. Les permissions de danser sont désormais accordées par le révérend curé et par le président en personne, déchargeant ainsi le conseil communal de cette mission. Le président du dizain demeure par contre toujours l'arbitre en cas de différend. La principale innovation de la loi de 1833 se trouve à l'article 13. Celui-ci stipule que, dans chaque réunion pour danses, il y aura une personne déléguée par le président qui sera chargée de veiller au bon ordre et à la décence des mœurs.

Ces diverses lois ne semblent pas avoir eu un écho très retentissant auprès du peuple valaisan. Nombreux sont en effet les Valaisans qui ont dansé sans autorisation, en particulier les dimanches et les jours de fêtes patronales.

## **2. LE MEPRIS DES LOIS**

Les curés de paroisse constituent les seules personnes véritablement préoccupées par les danses illicites qui enfreignent les lois et engendrent, selon eux, de graves désordres. Ce sont eux qui, dans la plupart des cas, prennent l'initiative de dénoncer aux autorités supérieures les danseurs coupables. Les autorités locales ne soutiennent pas les curés dans leur démarche et demeurent impassibles devant les

---

<sup>281</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. I, pp. 120-124.

<sup>282</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. III, p. 61.

<sup>283</sup> *Constitution et lois de la République du Valais*, t. V, pp. 399-405.



manifestations bruyantes de leurs concitoyens. Cette attitude ne peut manquer de surprendre. L'autorité politique locale considérerait-elle la danse comme un divertissement indispensable au bien-être de la population et de ce fait non punissable ? Ou bien sont-ce des raisons plus obscures de participation active à ces danses qui sont à l'origine du mutisme des autorités en question ? Cette dernière hypothèse semble se révéler la plus probable au vu de certains documents du DJP, même si la première n'est pas à exclure.

Deux témoignages, celui du curé du Monthey, Gard, et celui du curé d'Ardon, Carrupt, sont tout à fait significatifs de la réaction des curés face à ce divertissement tant apprécié des Valaisans de l'époque. Le curé Gard écrit au grand bailli de la République, le 4 juillet 1807, pour lui faire part de ses doléances. Il dénonce ses fidèles qui ne respectent pas les lois sur la danse et qui se permettent de danser où ils le désirent, les dimanches et les jours de fêtes, provoquant de nombreux désordres :

*"Il se fait dans ma paroisse, depuis quelque temps, des danses très fréquentes les saints jours de dimanche et de fête; au sortir de ces danses qui commencent le jour et se terminent pendant la nuit, la jeunesse attroupée fait un tapage affreux. L'on entend crier et rouler les pierres sur la rue, etc., etc. Ces désordres viennent surtout de ce que les lois de la Diète au sujet de la permission de danser ne sont point respectées. On danse quand on veut et où l'on veut, mais surtout dans les auberges et autres maisons publiques, telles que l'hôpital et le ci-devant château du gouverneur"*<sup>284</sup>.

Le prêtre en appelle au grand bailli pour trouver une solution à cette situation scandaleuse, convaincu toutefois que seule l'exécution stricte des lois sur la danse peut mettre un terme à ce désordre :

*"J'ai donc recours à votre Excellence pour la prier de mettre un terme à ces danses qui déshonorent notre sainte religion et changent les jours consacrés au Seigneur en des jours de libertinage et de désordre. J'abandonne sans doute à votre prudence le choix des moyens les plus propres à réprimer de pareils abus. Néanmoins, je prends la liberté de vous faire observer que l'exécution littérale et rigoureuse des lois de la Diète au sujet des danses qui se font sans les permissions du curé et du conseil de commune mettrait fin à la plupart des scènes scandaleuses qui ont lieu dans cette paroisse"*<sup>285</sup>.

La colère de l'homme d'Eglise, qui visiblement méprise les villageois qui préfèrent s'adonner à la danse plutôt que de participer aux offices divins, est telle qu'il menace de démissionner si les abus se poursuivent à Monthey. Il espère sans doute par cette voie culpabiliser ses ouailles désobéissantes et les faire rentrer dans le rang. Nous demeurons cependant circonspects quant à l'efficacité d'une telle méthode.

---

<sup>284</sup> AEV, DJP I 91.19, No 6.

<sup>285</sup> *Ibid.*

Gard soulève un point important concernant le rapport de la danse avec le vin et les charivaris. Pour lui, ces maux qui engendrent la licence des mœurs sont indissociables. Il considère d'ailleurs que la danse est une conséquence inévitable du vin et des charivaris. Il déclare en effet au grand bailli d'une part "*lorsqu'on a du vin, on veut danser*"<sup>286</sup>, et d'autre part "*les charivaris ont amené la danse*"<sup>287</sup>. Nous n'avons aucune raison de mettre en cause les paroles de Gard. Rappelons en effet que les auteurs de charivaris exigent de leurs victimes du vin pour se divertir; de même nous ne voyons pas pourquoi ces jeunes gens se seraient privés de leur divertissement favori lors de ces soirées bien arrosées.

Quelques années avant Gard, son homologue d'Ardon, Jean-Joseph Carrupt, s'était déjà élevé contre les danses illicites, apparemment fréquentes dans sa paroisse. Le 10 décembre 1802, Carrupt se plaint ainsi à Charles-Emmanuel de Rivaz<sup>288</sup> de l'insubordination de quelques-uns de ses paroissiens qui se sont permis de danser le jour de la Saint-André, malgré son interdiction et celle du conseil communal. L'ecclésiastique ne peut tolérer les manœuvres scandaleuses de ces jeunes anarchistes qui font preuve d'un total irrespect envers les autorités locales.

Le 30 avril 1809, le curé Carrupt sollicite l'appui de Mgr de Preux<sup>289</sup> afin de diminuer les excès qui se déroulent dans les paroisses lors des fêtes patronales. Il dénonce à l'évêque les nombreux libertins qui, ces jours-là, affluent de toutes parts, provoquant des désordres considérables. Le curé rappelle en outre les vols que deux servantes de Sion ont commis à Chamoson lors de la fête patronale de Saint-André<sup>290</sup>.

Les curés ne sont pas les seuls à dénoncer les danses illicites qui se déroulent lors des fêtes patronales. Nous connaissons le témoignage d'un gendarme, Maurice Imboden, qui s'insurge contre ce divertissement. Sa lettre de dénonciation<sup>291</sup> nous informe ainsi qu'une danse interdite a été donnée à Collonges, le 25 novembre 1822, jour de la Sainte-Catherine, chez le cabaretier Jean-Marie Pochon. Nous sentons chez le policier une grande satisfaction à charger Pochon. Sa réaction est sans doute causée par l'attitude du cabaretier qui refuse de faire arrêter la danse, mais aussi par la nature des

---

<sup>286</sup> *Ibid.*

<sup>287</sup> *Ibid.*

<sup>288</sup> AEV, Rz, cart. 58, fasc. 29, No 1/3, J.-J. Carrupt à Ch.-E. de Rivaz, le 10 décembre 1802.

<sup>289</sup> Joseph-François-Xavier de Preux fut évêque de Sion de 1807 à 1817.

<sup>290</sup> AES, *Omnibus Officialitas*, 391-46, le 30 avril 1809.

<sup>291</sup> AEV, DJP I 91.20, la date et le destinataire ne sont pas précisés.

danseurs, en majorité étrangers. Faire danser chez soi ou dans un lieu public des étrangers, au mépris de la loi, semble constituer pour les coupables une circonstance particulièrement aggravante. Dans cette affaire, le policier semble ne pas s'en prendre à la danse en elle-même, mais bien plutôt à l'aubergiste qu'il n'apprécie visiblement pas du tout. Cette attitude dénonciatrice sonne comme un règlement de compte attisé par une haine xénophobe. La danse apparaît ici comme un prétexte qui arrive à point nommé pour Imboden. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons guère attacher d'importance à ce témoignage isolé. Il serait bien hasardeux de vouloir le généraliser et de croire à une répression policière outrancière contre les danses.

### **3. LES PERMISSIONS DE DANSER**

Si des individus se permettent de danser de façon illicite, sans l'autorisation du curé ou du conseil communal, il en existe d'autres qui attachent une grande importance à l'obtention de cette permission, sans toutefois être récompensés pour cette démarche zélée.

C'est ainsi que le 20 janvier 1803, Jean-Théodore Sixte, bourgeois de Sembrancher, fait observer à ses invités - des étrangers et un joueur de violon nommé Jean-Pierre Genoud de Lavey - qu'il ne permettrait aucune danse dans sa maison sans la permission du conseil communal ou du grand châtelain. Cependant, dans l'intervalle où Sixte va chercher la permission légitime, les invités, à qui le temps paraît trop long, dansent à quatre reprises, méprisant les ordres de leur hôte. La police alertée se rend sur place et fait cesser la danse sur-le-champ. Le brave Sixte est condamné par le tribunal du dizain d'Entremont à une amende élevée de 46 francs "*pour avoir permis le bal sans permission légale*"<sup>292</sup>. Ce jugement lui paraît profondément injuste et le prix de l'amende démesuré; il précise même que "*l'amende portée pour pareil délit à la Diète de mai dernier n'est que de 16 francs et non 46*"<sup>293</sup>. C'est pourquoi il écrit au grand bailli de la République de prendre en considération son exposé et d'avoir pitié de lui.

Ce témoignage est le seul que nous possédons au sujet d'une amende infligée en cas de danse illicite. Le *Registre des peines* reste résolument muet sur le sujet, en tout cas pour la période 1815-1847. Il est donc possible de conclure que ces affaires, qui ne parviennent qu'exceptionnellement jusque devant

---

<sup>292</sup> AEV, DJP I 91.19, No 5, Jean-Théodore Sixte au grand bailli de la République, le 13 novembre 1803.

les tribunaux de dizain, sont presque toujours réglées au niveau communal et qu'elles constituent des infractions mineures dans le Valais de la première moitié du XIXe siècle. Le caractère exceptionnel de l'affaire Sixte est sans doute dû à la présence d'étrangers parmi les danseurs.

Il y a tout lieu de croire que des permissions spéciales étaient accordées aux militaires du service de Naples. Ainsi, dans sa lettre du 25 janvier 1827 au grand bailli, le curé de Vétroz s'inquiète de savoir si le gouvernement a délivré des autorisations de danser aux militaires qui partent pour Naples :

*"Il y a eu dans ma paroisse samedi passé, 20 janvier, une danse publique des deux sexes, sans la permission des autorités locales, conformément à la loi; cette danse fut ouverte par un jeune homme recrutant pour Naples; d'un côté je dois remplir mes devoirs de pasteur, d'un autre côté je ne voudrais pas contrevenir à la volonté, aux permissions ou aux ordres du gouvernement; je prends donc la liberté de prier en grâce votre Excellence de me dire si le gouvernement a donné, en faveur du recrutement de Naples, quelques permissions pour les danses, ou émané quelques ordres à cet égard, non conformes à la loi du gouvernement"*<sup>294</sup>.

Signalons en dernier lieu la pratique des curistes de Loèche-les-Bains qui, dans le Valais napoléonien, se cotisent pour réunir le montant de l'amende à payer avant que celle-ci n'ait été prononcée. Michel Salamin déclare à ce sujet : *"Afin d'agrémenter les soirées, on se cotise pour couvrir les frais d'un concert ou d'un bal. En dépit des règlements, il est parfois plus de 10 heures du soir quand on continue à accorder une valse, une allemande ou une anglaise. On s'acquitte donc de l'amende et on fait ample moisson d'observations caustiques et de potins peu charitables qui alimenteront les conversations des jours suivants"*<sup>295</sup>.

#### **4. DISSENSIONS DES AUTORITES LOCALES AU SUJET DES DANSES**

Grandes sont les dissensions entre autorités ecclésiastiques et politiques locales au sujet des danses. Si les curés s'obstinent opiniâtrement à les empêcher ou à les dénoncer, il semble bien que les conseillers communaux, ainsi que les présidents de dizain, se montrent plutôt favorables à leur égard.

---

<sup>293</sup> *Ibid.*

<sup>294</sup> AEV, DJP I 91.19, No 8.

<sup>295</sup> SALAMIN, Michel, "Malades et médecins...", *op. cit.*, p. 68.

Gard, le curé de Monthey, s'en prend ainsi avec virulence au conseil de sa commune qui reste impassible devant les danses nombreuses qui ont lieu le dimanche et les jours de fêtes : *"Le conseil de commune ferme les yeux sur tout cela, j'aime à croire qu'il ne veut pas le désordre, mais je ne sais par quel principe il n'a pris jusqu'ici aucune mesure pour le faire cesser. Il semblerait qu'il y a dans les conseils de commune des membres qui ont plutôt l'air de favoriser la contravention aux lois que de la réprimer"*<sup>296</sup>.

A Port-Valais, le curé Dunoyer dénonce au grand bailli l'insubordination du président de commune Bussien qui a permis une danse le dimanche des Rameaux : *"Le dimanche des Rameaux, (...) jour où les lois furent violées par des danses des deux sexes au son d'une musique vaudoise que l'on avait fait venir, et tout cela par ordre de l'autorité communale, ou plutôt du président Bussien"*<sup>297</sup>.

Notons que dans cette commune le président éprouve une haine véritable pour l'ecclésiastique et qu'il met absolument tout en œuvre pour le résoudre à quitter les lieux. Cette permission de danser n'est qu'une insulte de plus dans la longue série des humiliations infligées par Bussien à l'homme d'Eglise :

*"Aussi, Monseigneur, l'état de la paroisse de Port-Valais, sous le rapport religieux et moral, est-il des plus déplorable : l'irrégion et l'immoralité y font chaque jour des progrès alarmants. L'impunité des coupables ne fait qu'accroître leur audace. Faut-il s'en étonner ? (...) L'autorité d'un curé presque anéantie par l'autorité civile du lieu, un pasteur devenu l'objet des plus noires calomnies, abreuvé d'outrages et d'insultes par le chef du conseil, interrompu en présence et au su de l'autorité dans l'exercice des fonctions de son ministère, les lois de l'Eglise et de l'Etat foulées aux pieds par ceux mêmes qui sont chargés de les faire respecter et de veiller à leur maintien"*<sup>298</sup>.

Il arrive parfois que les curés défient les présidents de dizain qui décernent des permissions de danser, conformément à la loi du 24 mai 1803. Ainsi, le président du dizain de St-Maurice, Cocatrix, est vivement pris à parti par le curé de Collonges, Pignat, pour avoir accordé à des jeunes gens de l'endroit la permission de danser jusqu'à minuit. Cocatrix, qui se trouvait chez le président de Collonges en compagnie de nombreuses personnes, est insulté de manière outrageante par le curé qui lui demande - en vain - de révoquer cette permission :

*"Il s'approche aussitôt de moi et d'un air irrité me reproche publiquement d'avoir permis de danser, prétendant que je ne devais pas le faire contre son gré, que cela le regardait particulièrement, et il me demanda impérieusement que je révoque cette permission, autrement il s'en plaindrait à Mgr l'Evêque. Son ton n'était pas fait pour m'engager à revenir de ma parole; je lui observai que la loi avait réglé nos droits, que lorsque Mr le curé et l'autorité locale n'étaient pas d'accord, c'était au président du dizain à en décider; que je n'avais usé que de mon pouvoir dans la permission que j'avais accordée, qu'en ceci ma décision faisait loi et non pas la sienne, et conséquemment que les jeunes gens continueraient de danser. Sur cela, Mr le curé me dit que "j'étais un*

<sup>296</sup> AEV, DJP I 91.19, No 6, le curé de Monthey au grand bailli de la République, le 4 juillet 1807.

<sup>297</sup> AEV, DJP I 91.20, le 29 mai 1833.

<sup>298</sup> Ibid.

*polisson", que "je gâtai les mœurs de sa paroisse" etc. Je fus indigné de ces propos et autres semblables qu'il m'adressa, et je lui dis que j'en rendrais compte au gouvernement; il ajouta alors qu'"il se foutait de moi"<sup>299</sup>.*

Cocatrix n'accepte pas le comportement pour le moins irrespectueux du curé et il s'en remet au grand bailli dans l'espoir d'obtenir réparation :

*"J'ai été insulté publiquement en qualité de président de dizain, et par rapport à l'exercice de mes fonctions : j'en demande satisfaction convenable; je crois devoir m'adresser à l'autorité supérieure du gouvernement pour l'obtenir, je pense qu'elle voudra bien ne pas laisser avilir impunément le magistrat qui a l'honneur d'être chargé spécialement de la représenter pour l'exécution de ses ordres"<sup>300</sup>.*

Il convient de noter que le grand châtelain Cocatrix sait, quand la situation l'exige - en particulier lors des fêtes de Carnaval -, faire preuve de fermeté à l'égard des jeunes gens qui veulent danser. Ainsi, quand six jeunes gens de Salvan viennent le solliciter pour obtenir une permission de danser, il la leur refuse nettement, obéissant au Conseil d'Etat qui avait formellement interdit *"tout bal, mascarade et autres divertissements bruyants dans leur commune durant ce carnaval, vu l'état de fermentation dans lequel on se trouvait, et la crainte d'événements fâcheux à l'occasion de réunions nombreuses de ce genre"*<sup>301</sup>. Cocatrix essaie avec énergie de dissuader les jeunes gens de danser. Il leur expose les motifs de prudence du Conseil d'Etat ainsi que les menaces auxquelles ils s'exposent s'ils venaient à enfreindre cette défense. Les explications et les mises en garde de Cocatrix n'ont aucun effet sur les jeunes insubordonnés qui décident de danser malgré tout. Cocatrix, exaspéré, écrit une lettre de dénonciation au grand bailli de la République pour l'avertir des événements fâcheux qui se dérouleront selon toute vraisemblance à Salvan. Son exaspération est certainement due en grande partie au fait que le châtelain Gay, protecteur des rebelles, ne cesse de le narguer.

Dans ce cas précis, il y a discordance non plus entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique, mais entre deux personnes qui appartiennent à l'élite politique d'un dizain. A travers ce document transparaissent les rivalités et les haines qui peuvent s'exercer entre chefs politiques régionaux. Relevons aussi les concessions que certains responsables sont prêts à faire pour plaire à une jeunesse dont il vaut mieux être l'ami que l'ennemi.

---

<sup>299</sup> AEV, DJP I 91.19, No 7, le président du dizain de St-Maurice Cocatrix au grand bailli de la République, le 26 juin 1826.

<sup>300</sup> *Ibid.*

<sup>301</sup> AEV, DJP I 91.19, No 10, le président du dizain de St-Maurice au grand bailli, le 9 février 1837.



Un dernier témoignage, celui de l'évêque de Sion Maurice-Fabien Roten, révèle le désaccord des autorités politiques et religieuses locales au sujet des danses. Dans sa lettre au grand bailli datée du 23 janvier 1831, Maurice-Fabien insiste pour que soit établie une collaboration entre les conseillers communaux et les curés sédunois, pour la période de Carnaval du moins : *"Il me serait du reste très agréable, si le Conseil d'Etat, dans son zèle pour tout ce qui tend à cultiver les bonnes mœurs et le bon ordre, voulait bien inviter les autorités locales à concourir avec les curés respectifs pour défendre les danses et d'autres amusements si peu de saison dans l'état des choses actuels"*<sup>302</sup>.

Les curés paraissent ainsi les seules personnes véritablement opposées à la danse dans le Valais de l'époque. Les autorités religieuses supérieures et les chefs de dizain n'ont visiblement pas éprouvé la même crainte envers ces divertissements, sauf lors d'occasions bien particulières, comme les fêtes de Carnaval, où il était de bon ton de limiter les excès afin d'éviter des débordements difficilement maîtrisables. Quant aux autorités politiques locales, elles se révèlent les plus enclines à favoriser la danse et, pour cette raison, les plus fortement opposées au pouvoir ecclésiastique local.

Les curés, si hostiles aux danses illicites, se montrent cependant soucieux de ne point dénoncer ces infractions à la police communale, préférant les régler eux-mêmes en exigeant des coupables des châtiments variés. C'est sans doute par ces peines, publiques et humiliantes, qu'ils espèrent dissuader leurs fidèles de se livrer à ce divertissement qu'eux-mêmes méprisent tant.

## **5. LA PUNITION DES COUPABLES**

Le premier type de châtiment que les curés requièrent de leurs paroissiens coupables de danses illicites est un désaveu public de leur conduite. Cette punition est désirée par le curé de Collombey, Maurice Bois, pour les jeunes gens qui se sont prêtés à une danse nocturne dans une grange, la nuit du 27 août 1803, et qui ont par la suite fait preuve d'une grande insolence envers son autorité pastorale. L'ecclésiastique redoute avant tout de n'être plus respecté dans le futur si cette insubordination n'est pas rapidement combattue. Il confie ses craintes au grand bailli peu de temps après les faits :

*"La jactance orgueilleuse que ces jeunes gens affectent depuis lors fait voir que, si ce ton d'indépendance de leur part n'est pas réprimé efficacement, nulle autorité n'aura plus le droit de leur donner d'avis; déjà je m'aperçois de*

---

<sup>302</sup> AEV, DJP I 91.19, No 11.

*la contagion de leur mauvais exemple dans cette occasion. Votre Excellence concevra aisément que s'ils ne sont pas astreints à me donner quelque satisfaction, mes remontrances futures seront vaines*"<sup>303</sup>.

Le curé Bois obtiendra finalement ce qu'il souhaite : les trois danseurs lui donnent satisfaction en désavouant publiquement leur insolence. Le curé se félicite d'avoir réussi à blesser l'amour propre de ses fidèles rebelles, d'autant plus qu'il est persuadé que la blessure n'est en point mortelle. Il déclare en outre s'apercevoir "*qu'elle a fait du bien sur l'esprit de ceux qui étaient portés à les imiter*"<sup>304</sup>.

La satisfaction de Bois est telle qu'il prie le grand châtelain d'intervenir auprès du Conseil d'Etat pour qu'aucune amende ne soit infligée aux coupables. La bienveillance de l'ecclésiastique semble toutefois être motivée par le désir de ne pas punir les pères des jeunes gens : "*Outre cela, il s'était trouvé dans cette danse des enfants dont les pères se montrent pour le bon ordre de la paroisse et qui ont appris avec peine que ces mêmes enfants y avaient participé; j'aurais été un peu peiné de voir de tels pères châtiés*"<sup>305</sup>.

Le curé dit peut-être la vérité, et, s'il en est ainsi, son indulgence l'honore; peut-être aussi, et cette hypothèse n'est pas à exclure, a-t-il subi de fortes pressions de la part de ces pères qu'il prétend ne point vouloir châtier. N'oublions pas que l'un des coupables s'appelle Pierre-Maurice Vullioud et qu'il se trouve être le fils du président municipal Maurice Vullioud.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il convient de retenir ici, c'est la volonté du curé de punir lui-même les danseurs sans recourir aux tribunaux de dizain. Il est convaincu que cette manière d'agir, directe et quelque peu humiliante, est plus apte à empêcher le renouvellement de telles actions. Les bons sentiments de Bois envers les coupables qui ont payé leur faute méritent également d'être relevés. En effet, le curé fait tout son possible pour éviter aux jeunes gens l'amende qu'ils doivent payer "*pour leur prouver que quand ils feront leur devoir, il saura oublier leurs fautes et chercher à leur être utile*"<sup>306</sup>. Bois n'est pas rancunier pour un sou : une fois la faute expiée, il efface de sa mémoire toutes les insultes subies et considère ses jeunes paroissiens sur des bases nouvelles et positives, à condition bien évidemment qu'ils ne rechutent pas.

Certains curés dépassent parfois les bornes et réclament pour les coupables de danses illicites des châtiments pour le moins étranges. Marie-Joseph Tagand en sait quelque chose, elle qui a eu affaire en 1803 au curé de Port-Valais, Pierre Roh, qui l'accuse, entre autres torts, "*d'avoir donné scandale le*

<sup>303</sup> AEV, DJP I 91.19, No 1, le 17 septembre 1803.

<sup>304</sup> AEV, DJP I 91.19, No 3, le curé Bois au grand bailli, le 16 novembre 1803.

<sup>305</sup> *Ibid.*

*jour de la dédicace de Port-Valais, en laissant danser chez elle*<sup>307</sup>. Le pasteur traite l'accusée de manière inhumaine et semble éprouver une grande jouissance à persécuter sa victime. La situation se détériore à un tel point que le mari de Marie-Joseph fait appel à un avocat pour qu'il dénonce en haut lieu la conduite inadmissible de l'homme d'Eglise. L'avocat Bastian écrit ainsi au conseiller d'Etat de Rivaz, chargé du Département de la Justice et Police et de l'Intérieur; il lui expose les exigences arbitraires du curé Roh et les conséquences néfastes qu'elles peuvent avoir sur les époux Tagand.

Le premier point soulevé concerne les injures et les calomnies adressées par le curé à la coupable, mais aussi la sentence prononcée à son encontre pour l'expiation de sa faute : Marie-Joseph Tagand devra se rendre tous les dimanches de l'année à l'église paroissiale, à une heure de l'après-midi, pour y réciter un chapelet. L'avocat Bastian fait remarquer que Marie-Joseph Tagand a essayé de satisfaire à ce caprice, mais en vain. En effet, l'église isolée était toujours fermée à clefs. Comme le curé qui possédait les clefs n'était jamais chez lui et comme personne ne fut chargé de les lui donner, Marie-Joseph était toujours contrainte de retourner chez elle sans avoir pu pratiqué le pieux exercice imposé. Le second châtiment imposé par le curé Roh à Marie-Joseph Tagand surprend par son caractère humiliant. Bastian relève en effet que l'ecclésiastique a ordonné à sa "victime" de faire amende honorable en demandant pardon à tout le monde, le jour de la fête de la Pentecôte, en pleine église, au chœur, et pendant la messe, en portant une chandelle à la main. L'homme de loi dénonce enfin l'ultime exigence du curé : trois louis d'or qui serviront à absoudre la coupable.

Comme dans l'affaire précédente, le curé requiert de la coupable un châtiment public et humiliant. Toutefois, dans cette affaire-ci, les exigences du prêtre paraissent hors de proportion et tout simplement inacceptables. Marie-Joseph Tagand ne se soumet d'ailleurs jamais aux vœux de l'ecclésiastique.

Il n'est pas à exclure que des raisons antérieures à cette affaire aient donné lieu à cette attitude de Roh envers Marie-Joseph Tagand. La danse apparaît ici comme un prétexte qui tombe à point nommé pour le curé pour "détruire" cette femme à qui il en veut tant.

---

<sup>306</sup> *Ibid.*

<sup>307</sup> AEV, DJP I 91.20, l'avocat Bastian au conseiller d'Etat de Rivaz, le 19 juillet 1803.

## **6. QUAND LES NOTABLES VEULENT DANSER : AFFAIRES DE CORRUPTION**

Les danses illicites concernent la plupart du temps de jeunes gens avides de divertissements. Il arrive cependant aussi que des notables enfreignent les lois sur la danse et recourent à des pratiques peu scrupuleuses pour essayer d'étouffer l'affaire.

Nous sommes très bien renseignés sur une affaire de corruption relative à une danse illicite qui eut lieu à St-Maurice, le 30 août 1847, et dans laquelle furent impliqués des gens de distinction. L'ancien grand châtelain Louis de Preux avait réuni dans sa maison des autorités communales et désénales et avait fait danser sa joyeuse compagnie sans aucune permission, en total désaccord avec la loi du 16 septembre 1833. Nous connaissons les intrigues liées à cette affaire grâce au témoignage très détaillé du gendarme Gillet. Ce dernier dénonce en effet au commandant du poste de St-Maurice les intimidations qu'il a dû affronter pour avoir osé intervenir dans la maison de de Preux : *"Le lendemain, le brigadier m'ayant conduit chez le président du dizain, lequel m'avait fait appeler pour me faire des menaces affreuses, et donna même ordre au brigadier de me mettre 15 jours aux arrêts. Un président de dizain, est-il de son pouvoir de faire mettre aux arrêts, punir un gendarme qui fait son devoir ?"*<sup>308</sup>

Les attitudes équivoques de certaines personnes avant cette intervention sont aussi relevées par Gillet. Il s'étonne tout d'abord de la conduite étrange de son brigadier qui préfère garder le lit et envoyer ses hommes seuls au combat, plutôt que d'assumer son rôle de chef et s'attirer de graves ennuis : *"Nous avons prévenu le brigadier qui était dans son lit, lequel nous a dit qu'il ne nous conseillait pas d'aller contre ces gens, mais d'ailleurs, si la chose était réelle, nous pouvions bien faire le service sans lui qui se trouvait en convalescence"*<sup>309</sup>.

Le président de la bourgeoisie est également égratigné par le gendarme : *"Nous nous sommes présentés auprès de monsieur le président de la bourgeoisie et nous lui avons fait la demande s'il en était informé de la chose, lequel nous a répondu qu'il n'avait point donné de permission, mais qu'il croyait qu'il n'y avait pas grand mal comme il se trouvait des autorités présentes; nous lui avons*

---

<sup>308</sup> AEV, DJP I 71.4.32, le 30 août 1847.

<sup>309</sup> Ibid.

*demandé s'il se rendait responsable, il nous répondit non très honnêtement, faites toujours votre devoir*"<sup>310</sup>.

Enfin, la réaction du président du dizain n'est pas claire et elle dissimule mal sa participation au complot: "*Nous nous sommes présentés devant monsieur le président du dizain lequel nous dit qu'il savait bien qu'il était défendu, mais qu'il en écrirait au Conseil d'Etat*"<sup>311</sup>.

Le châtement injuste infligé à Gillet donne une idée des machinations secrètes mises en œuvre par les gens de pouvoir pour se divertir au mépris de la loi et éviter des éclaboussements compromettants. L'audace du gendarme Gillet est tout à fait remarquable. Ce dernier a en effet le courage de partir en guerre non seulement contre les autorités politiques mais aussi contre son chef incompetent. Ses chances d'obtenir gain de cause sont quasiment nulles. Heureusement pour Gillet, le rapporteur Voeffray, qui a participé à l'intervention du 30 août 1847, se fait son avocat et dénonce les faits au Conseil d'Etat. Pour Gillet, qui prend sa tâche très au sérieux, les contrevenants à la loi doivent être châtiés coûte que coûte. Il redoute d'ailleurs la réaction du peuple si les coupables restent impunis : "*Cette contravention, commise par des personnes de distinction, causa une grande rumeur parmi le peuple de St-Maurice et produisit un mauvais effet sur lui, qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses, si on ne les punit pas conformément à la loi*"<sup>312</sup>.

A travers cette affaire, nous comprenons à quel point il était primordial pour les danseurs de haut rang de dissimuler leurs actions. En cas de fuite, ils savent que la haine populaire ne manquera pas de les anéantir et de les faire châtier, aussi puissant et riche que soit leur réseau d'amis bien placés. La toute-puissance du groupe local est ici mise à nouveau en pleine lumière.

Il ne faut pas attendre les années 1840 pour voir ce genre d'affaire se produire en Valais. Au début du siècle, un cas similaire s'est déjà présenté dans la commune de Chamoson. Le jour de la Saint André 1802, un certain Posse, ex-juge de Martigny, permet de danser chez lui toute la nuit, de même que le lendemain et la nuit suivante. Il désobéit par là à un arrêté qui a été pris et publié par le conseil

---

<sup>310</sup> *Ibid.*

<sup>311</sup> *Ibid.*

communal une semaine auparavant, soit le dimanche 28 octobre. Son attitude hautaine et injurieuse envers le président de commune Maye, qui tente en vain de le ramener à la raison, le discrédite davantage aux yeux des autorités. Maye s'empresse ainsi de confier l'affaire au grand châtelain Gay pour que justice soit rendue. Mais bien vite on s'aperçoit que le grand châtelain corrompu tente d'user de son pouvoir pour soutenir son ami, l'ex-juge Posse. Le président de commune, qui ne peut accepter cette situation, décide de dénoncer l'affaire au conseiller d'Etat de Rivaz chargé du Département de la Justice :

*"J'ose espérer, monsieur le conseiller, que la justice dont le conseil attend ne sera pas éludée et que bien loin de trouver auprès de vous, malgré votre grande clémence, l'absolution pour son ami, vous l'obligiez [ le grand châtelain Gay] à faire rentrer celui-là aussi bien que les autres dans leur devoir, sans lequel il nous serait désormais absolument impossible de faire exécuter les lois et obéir à leur gouvernement légitime, puisqu'ils mépriseraient souverainement ses fonctionnaires publics"*<sup>313</sup>.

Il importe donc pour le président de Chamoson que les lois soient respectées par tout le monde, par les gens de pouvoir également et surtout, puisqu'ils sont censés montrer l'exemple. Dans cette affaire, ce qui semble le plus déranger les autorités communales, c'est l'attitude méprisante de l'ex-juge qui croit disposer d'une autorité très étendue. Il oublie cependant un fait important : il n'est plus juge. Sa capacité d'impressionner les "petites" autorités locales n'est plus à l'ordre du jour. Certes, il peut encore compter sur certains amis en haut lieu, mais il n'a plus le pouvoir d'agir à sa guise et de désobéir impunément aux lois.

\*\*\*

L'infraction de danse illicite reste sans conteste mineur dans le Valais de 1802 à 1847. Totalement absent du *Registre des peines*, il se règle au niveau local par les curés qui imposent des pénitences publiques et humiliantes aux coupables. Ce qu'il convient de relever avant tout dans ces affaires, ce sont les prises de position différenciées des autorités politiques et religieuses locales. Les curés paraissent en effet bien isolés dans leur croisade outrancière et policée contre les danses : non seulement ils ne relaient plus la population comme dans les affaires de lubricité, mais encore ils se heurtent bien souvent à l'hostilité des présidents de commune et de dizain, favorables à ce divertissement pour de bonnes et de mauvaises raisons.

---

<sup>312</sup> *Ibid.*

<sup>313</sup> AEV, DJP I 66.1.1, le 10 décembre 1802.



## VI. CONCLUSION

Le Valais de la première moitié du XIXe siècle a-t-il connu une licence des mœurs particulièrement outrancière ? Les Valaisans de cette époque ont-ils été particulièrement rebelles, hostiles aux lois et épris de liberté ? Les domaines que nous avons étudiés nous révèlent certes bien souvent une grande insoumission envers les autorités politiques et ecclésiastiques. Mais cette attitude est-elle propre à la première moitié du XIXe siècle ou existait-elle déjà auparavant ? Nous avons de la peine à imaginer un soudain et violent changement de mentalité avec le tournant du siècle. Comme le soutiennent Myriam Evéquoz-Dayen et Patrick Maye, le fait d'insister si violemment sur une licence des mœurs au début du XIXe siècle provient très certainement d'une réaction contre-révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que le groupe local soit le véritable maître du contrôle social exercé dans le Valais de 1802 à 1847. Non seulement il décide de l'expulsion d'une personne lubrique, mais en plus il sait se taire quand la situation l'exige, quand il juge par exemple nécessaire de préserver une coutume ou de favoriser un divertissement. La carence des affaires de charivaris et de danses illicites dans le *Registre des peines* est très certainement due au mutisme de la population locale qui couvre les coupables et empêche toute enquête. En fait, il n'"alerte" la justice civile et ne la laisse agir librement que pour des causes que lui-même considère comme graves. La répression très sévère de la lubricité tend à confirmer notre opinion. Il existe ainsi une échelle de la gravité des délits au sommet de laquelle se trouve la lubricité, diamétralement opposée à la danse. Le pouvoir judiciaire apparaît donc comme une instance de seconde main qui ne déploie ses armes qu'une fois le "feu vert" du groupe local donné.

Reconnaissons que les curés de paroisse se sont révélés les principaux et les plus efficaces acteurs de cette croisade contre le relâchement des mœurs. Les lois votées par les députés ont en effet été constamment bafouées; les autorités politiques locales, à l'ouverture d'esprit parfois assez frappante, se sont quant à elles assez fréquemment distancées du clergé dans ces affaires de mœurs, dans celles concernant les danses notamment; Quant aux évêques, à l'exception de Mgr Blatter peut-être, ils se

sont contentés de jouer un rôle théorique et passif en matière de mœurs, en publiant, à l'occasion, des lettres pastorales abstraites et par conséquent peu accessibles à la population. Nous relèverons enfin que les lois votées par les députés pour lutter contre le relâchement des mentalités ont été constamment bafouées.

Dans le Valais de 1802 à 1847, les curés, véritables tributaires de l'opinion publique, n'ont ainsi eu de cesse de dénoncer aux instances supérieures les contrevenants aux "bonnes mœurs". Seuls deux ecclésiastiques de l'époque sortent du rang et méritent la pleine lumière : l'abbé Clément et le vicaire Barras. Ce dernier s'est en effet souvent préoccupé du sort des êtres en détresse en soutenant leur requête en haut lieu, faisant peu de cas de sa propre renommée et du qu'en-dira-t-on. Quant à l'abbé Clément, il n'a pas hésité à prendre des risques en dénonçant les méfaits du vin sur le peuple valaisan. L'intérêt que cet ecclésiastique porte aux victimes de l'ivrognerie -en particulier aux femmes et aux enfants-, ainsi qu'aux personnes veuves fait véritablement de lui un être d'exception.

Clément avait sans doute distingué les divers clans qui divisaient le Valais de l'époque et que notre étude sur les mœurs a particulièrement mis en relief : le clan des gagnants et le clan des perdants. Un combat inégal opposait en effet la femme à l'homme, le célibat au mariage, l'étranger au groupe local.

La condition précaire de la femme est particulièrement perceptible dans le domaine sexuel : rappelons en effet la loi machiste du 26 novembre 1804 qui marginalise la femme et favorise officiellement le libertinage de l'homme. Les sermons de l'abbé Clément consacrés aux délits contre la morale en disent long également sur le rôle que l'Eglise espérait faire jouer aux femmes dans ce domaine : un rôle de soumission passive à la mâle libido. La condition féminine peut enfin être décelée à travers son absence dans nos sources, concernant tout au moins l'ivrognerie et les charivaris. Les rixes dans les auberges se rapportent en effet exclusivement aux hommes, tout comme les charivaris, tout au moins ceux des archives du DJP. La femme est totalement exclue de ce monde d'hommes qui se battent entre eux et qui se chargent de la survivance de certaines coutumes. Où sont les femmes ? Sans doute pour la plupart reléguées au fond de leur foyer à attendre leur époux, leur père ou leur frère qui tarde à rentrer. Sans doute aussi pour certaines occupées à tromper leur mari, à commettre la lubricité ou, pour les moins chanceuses, à s'enivrer en silence !

Le mariage permettait à l'époque d'accéder à une sorte de statut privilégié, tout au moins à une reconnaissance sociale et familiale. La différence de traitement réservée aux coupables d'adultère et de lubricité est tout à fait significative de cet état de fait. Si la lubricité est dénoncée par le groupe local, *via* le curé, à la justice civile qui rend des sentences sévères, en revanche l'adultère, toléré par la

famille, la population locale et le curé, est jugé par le tribunal ecclésiastique qui se distingue par sa clémence : aucune peine d'emprisonnement, aucune amende, aucun châtiment humiliant, une séparation temporaire ou définitive, tout au plus.

Les étrangers enfin ont dû souvent s'incliner devant la toute-puissance du groupe local qui demeure résolument hostile à les accepter et à les assimiler. Le charivari social est sans doute la manifestation la plus évidente de cette haine xénophobe. Les rixes et les danses qui impliquent des étrangers rendent compte également de la condition peu enviable dont jouissaient ces malheureux exclus.

Au terme de ce travail, il faut reconnaître que de nombreuses questions restent posées. En effet, pourquoi une telle peur et une telle haine envers la sexualité des célibataires ? Le poids de la religion, si favorable au mariage, était-il à ce point ancré dans la mentalité collective ? Était-on à ce point convaincu que la sexualité ne devait s'exercer que dans le cadre du mariage, qu'en dehors, elle devait rester strictement prohibée et punissable ? Il y a tout lieu de le croire. Si la population locale n'était pas persuadée du bien-fondé de sa démarche, elle n'aurait certainement pas procédé à des dénonciations, *via* le curé, à la justice civile.

Si la lubricité était fortement réprimée, que devait-il en être de la masturbation et de l'homosexualité ? Ces pratiques sexuelles ont-elles d'ailleurs existé dans le Valais de l'époque ? On ne peut en douter malgré le silence surprenant qui les entoure.

Enfin, des questions relatives à la santé ainsi qu'à la médecine, comme l'espérance de vie d'un ivrogne ou la proportion d'alcooliques dans les hôpitaux, restent irrésolues. Certes, les archives du DJP et le Fonds de l'hygiène publique contiennent des informations sur les hôpitaux, mais ces documents ne concernent malheureusement que la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous demeurons donc dans le flou pour certains points qui touchent la santé du peuple valaisan et qui sont intimement mêlés à la licence des mœurs.

# **ANNEXES**

**TABLEAU 1****DELITS DE LUBRICITE JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE DIZAIN PAR ANNEES (1815-1847) (D'APRES LE REGISTRE DES PEINES).**

ANNEES	HOMMES	FEMMES	TOTAL
1817	0	1	1
1818	0	1	1
1819	1	1	2
1821	1	1	2
1824	2	0	2
1825	1	7	8
1827	1	2	3
1828	2	4	6
1829	0	1	1
1831	1	1	2
1832	0	2	2
1833	4	4	8
1835	1	2	3
1837	0	3	3
1839	0	1	1
1841	1	4	5
1842	1	2	3
1843	3	6	9
1845	4	10	14
1846	1	4	5
1847	2	2	4
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>59</b>	<b>85</b>

**TABLEAU 2****DELITS DE LUBRICITE JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE DIZAIN (1815-1847)**  
**(D'APRES LE REGISTRE DES PEINES)**

TRIBUNAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
BRIGUE	5	7	12
CONCHES	1	0	1
CONTHEY	0	2	2
ENTREMONT	0	0	0
HERENS	0	0	0
LOECHE	1	4	5
MARTIGNY	1	10	11
MONTHEY	1	2	3
RAROGNE	3	3	6
ST-MAURICE	2	4	6
SIERRE	2	4	6
SION	4	10	14
VIEGE	3	11	14
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>59</b>	<b>85</b>

**TABLEAU 3****POPULATION VALAISANNE EN 1816 ET EN 1846**

Dizain	Population en 1816	Population en 1846
Brigue	2903	4352
Viège	4152	5723
Monthey	6350	8190
Sion	4851	6172
Martigny	6196	8379



D'Isèrables 12. Octobre 1803

Très Illustre Excellence!

Quoique j'eus l'honneur singulier d'avoir passé de présenter mes très humbles respects à votre Illustre Excellence; néanmoins vos Circonstances ne m'ayant pas permis de m'expliquer complètement, je prends la liberté de Vous adresser cette lettre soit pour mieux Vous informer, soit pour implorer votre puissant Secours.

Il y a environ onze ans, que cette Commune eut le malheur de recevoir comme habitant Pierre Antoine Valet de Fignoux, avec sa femme Jeanne Julienne Gay et ses deux filles Juliënne et Ursule. Déjà avant mon arrivée en ce lieu les Prêtres de cette Commune ont voulu expulser cet homme pour un cas grief; mais le témoin et les députés de la Commune à cette fin s'étant laissé flatter, cette expulsion n'a pas eu son effet: ensuite on eut encore l'imprudence de lui laisser acheter une maison: mais comme il est chargé des dettes, et qu'il les entasse l'une en année, les créanciers pourrout avoir recours à la maison et à ses autres effets: s'il se trouve minus habens, il fera perdre davantage une autre fois, si on continue à le tolérer.

Mais la substance de nos plaintes est contre les deux filles; depuis mon arrivée en ce lieu, qui fut le 1. Nov. 1801, je n'entendis que des plaintes contre ces deux filles, elles attirent à leur Commerce non tant des garçons libres, mais surtout des hommes mariés, et ces hommes mariés, qui fréquentent ces filles, sont si dégoûtés de leurs femmes, qu'ils ne peuvent ni les voir, ni les entendre. Je fis l'année précédente, et de ce chef cette année-ci plusieurs avertissements, mais en vain: le bruit se répandit de plus en plus, que plusieurs hommes mariés fréquentaient ces filles, mais surtout qu'un jeune homme marié y étoit assidûment, et

EV, DJP I, 91-20, le curé d'Isèrables Alexis Berthod au grand Cailli  
à la République, le 17 octobre 1803.

2.  
qu'il y entroit non seulement par la porte, mais bien souvent, par une fenêtre du galata, où ces filles couchent en été. Il m'en devoit m'obliger d'examiner, si ce bruit étoit réel, j'examinai plusieurs témoins, tant hommes mariés, que garçons, qui pourroient avoir une connoissance plus intime de cette maison. Je decouvris enfin non par une relation vague et incertaine, mais par des témoins oculaires, ou qui l'ont entendu de la propre bouche et du propre aveu des coupables, ce qui suit :

1.° Un témoin oculaire me déclara, avoir attrappé lui-même, ce dernier printems, un homme marié couché avec ces filles (et cela après plusieurs exhortations de part et d'autre.) 2.° Ce même témoin, et d'autres, ont déclaré, que cet homme marié a continué durant cet été d'entrer de nuit dans cette maison tantôt par la porte, tantôt par une fenêtre du galata, où ces filles couchent en été (une fois voulant entrer de nuit par cette fenêtre, il est tombé à terre, et se blessa une main et un pied.) Ce même homme marié a avoué lui-même à son cocosin (qui me l'a déclaré) qu'entrant une nuit par cette fenêtre, il a aussi trouvé un autre jeune homme, qui étoit déjà couché avec ces filles : quel désordre ! 3.° Un témoin, intime ami de cet homme marié, m'a aussi déclaré, que cet homme marié avoit plusieurs fois (sur des avis salutaires, qu'on lui avoit donné) pris la résolution de ne plus fréquenter ces filles ; mais que ces méchantes filles au premier rencontre, le flattent derechef, et le savent si bien captiver par leur flatterie, que ce jeune homme marié se laisse derechef entraîner à leur commerce. On voit par là, que ce sont ces filles la source du désordre. 4.° Un témoin, leur voisin, assure, que la veille de St Jacques, qui étoit un Dimanche, cet homme alla se promener sur Vanda avec l'une de ces filles, et la nuit suivante il les vit entrer dans la maison de cette fille (la mère et l'autre sœur étoient absentes.) Le lendemain, fête de St Jacques, ce même voisin allant à la Messe, et passant par devant la porte de leur maison, les entendit, la porte étant fermée : ils ont persisté pendant tous les Offices Divins, et n'en sont sortis, que pendant que mes autres paroissiens étoient à dîner : quelle horreur ! 5.° Ce même voisin, et d'autres, assurent, avoir entendu plusieurs fois de leurs propres oreilles, que ces filles des jours de fêtes et dimanches en été, disoient à cet homme marié : Tu reviendras ce soir, mais tu ne viendras, que tard dans la nuit, afin que le monde ne s'appercive, pas.





fréquenter, j'avertis cette Fabiane plusieurs fois, et après tout son mari ne porta les plaintes, qu'elle ne vouloit point coucher avec lui, mais seulement séparément dans sa chambre, sans doute pour avoir l'occasion de sortir la nuit pour chercher la nuit d'autres maris sans être apperçue; c'est qu'elle fit en effet. car la nuit suivante de la fête de Notre Dame de sept joies, son mari s'étant levé pour aller coucher avec elle, il ne la trouva point; il s'en alla donc l'attendre devant la porte de son galant adultère; et vous que demi-heure avant <sup>du matin</sup> l'Angelus, il la vit sortir de la maison de cet adultère son galant: son mari donc, comme témoin oculaire, m'ayant rapporté cela, voyant toutes mes exhortations sans effet, je l'ai rayée hors des confréries, et en même temps menacée, que si elle continuoit de fréquenter cet homme, je me rapporterois à mes Supérieurs. Ensuite pendant quelques mois je n'appercus rien, jusqu'en été, lorsque Ant. Sautier fut Pâtor (comme on dit) à la montagne de Tablon <sup>sur</sup> Ridda; alors on porta d'abord les plaintes, que cette vilaine montoit jusqu'à cette montagne pour chercher son adultère; or c'étoit le grenier le centre de leurs rendez-vous: une fois c'est le fils aîné de cet adultère, qui les a vus et qui a rapporté cela à sa mère légitime. Le samedi avant les fêtes d'Etroit, plusieurs gens d'iceux sont partis pour faire un voyage au St Bernard, et son père par Tablon, cette pucelle étoit aussi de cette compagnie: Chaklaen d'iceux, qui étoit aussi de cette suite, remarqua, que cette vilaine passant à côté du grenier, mit une marque dans la fenêtre du grenier (sans doute pour signifier à son galant, que c'étoit là, qu'il devoit l'attendre à son retour); ce qu'elle fit, car retournant du St. Bernard, elle resta toute seule en derriere, et n'arriva à Iserable ~~seulement~~ que deux jours après les autres, venant de Tablon, (ce qu'elle avoua). Le jour de St. Laurent Antoine Sautier étant descendu de la montagne, le lendemain Fabiane l'attendit en un chemin, par où Sautier devoit passer, on les a vus furtivement couchant boire une bouteille ensemble dans un coin: il est vrai, qu'on n'a pas remarqué, combien de temps ils ont resté ensemble, ni ce qu'ils ont dit plus loin: cependant cela prouve, qu'elle le recherche toujours. Mais le premier jour du courant, sur le soir, fournit une preuve plus évidente. Un honnête homme passant entre les huit ou neuf heures du soir, et devant la maison de cet adultère, s'appercut d'un petit bruit dans la galerie (ou l'ouïe) jointe à une grange vis-à-vis de la porte de la maison de cet adultère. Cet homme curieux de savoir, ce que c'étoit, entra dans

cette galerie, et <sup>=4</sup> trouva cette vilaine cachée: cet homme tout surpris, lui demanda, que faites vous ici? Si cette femme avoit eue quelque cause raisonnable de se cacher dans cette galerie, elle auroit sans doute osé alléguer cette raison pour justifier sa conduite: mais non: elle ne sût donner aucune réponse directe sur cette demande: mais pour éluder cette demande, elle lui demanda réciproquement: et vous, où allez-vous? (cet homme alloit aux vaches.) Il est évident, tout considéré, qu'elle s'étoit cachée dans cette galerie, vis-à-vis de la porte de la maison de son amant adultère, pour l'attendre, qu'il fût venu, afin d'entrer dans la maison avec lui, pour coucher avec lui cette nuit: car il n'est pas possible de découvrir aucune cause raisonnable de se cacher de nuit dans ce coin: car cette grange, avec la galerie jointe à la grange, n'appartient point à elle, ni à son mari, mais à un autre particulier, qui est un très honnête homme (d'ailleurs si elle avoit eue un motif raisonnable de se cacher là, elle auroit su le dire) il est aussi important de savoir à ce sujet, qu'Antoine Sautier, au printemps, et en automne couche ordinairement seul dans la maison à Iserable, la femme et ses enfans étant obligés de rester avec le bétail de l'autre côté de la vallée sur le territoire de Rilde: or cette prostituée sachant cela, profite de cette occasion pour aller coucher avec lui. Or j'ai appris ce dernier cas de la bouche même du témoin oculaire, qui l'a attrapée dans cette galerie, c'est le Chatelain, qui m'a donné les indices pour examiner ce témoin, et le Président l'avoit déjà examiné avant moi.

Je crois, Votre Excellence, que ces preuves, surtout la dernière du 1. du courant, sont suffisantes pour faire connaître que ces gens continuent toujours leur fréquentation.

criminelle; car pour attendre d'autres preuves plus fortes, ces gens pourroient bien continuer encore vingt ans dans leur desordre, avant qu'on puisse les attrapper in flagranti crimine: car ces gens sachant, que je les surveille attentivement, prennent aussi toutes leurs précautions possibles pour tenir leur desordre caché, en sorte qu'il est extrêmement difficile d'en decouvrir des preuves; cependant la persuasion générale dans cette paroisse est, que jamais ils ne se quitteront.

J'y ajouterai encore la déclaration de notre Président, qui me dit la semaine passée dernière: La correction et la confusion, que vous avez faite l'hiver passé à Fabiane, n'a pas plus fait d'impression sur elle, que si vous l'eussiez invitée à dîner avec vous: elle est retombée d'abord après. Fabiane est proprement le bouc du troupeau, elle ne s'étudie qu'à veiller sur les occasions de séduire soit garçons, soit hommes mariés: Ant. Sautier n'est pas le seul, qu'elle a séduit, il y en a plusieurs autres; mais il est très difficile d'en tirer des preuves. Jamais cette personne ne se corrigera, rien ne fait impression sur elle, elle a déjà longtems entièrement perdu son honneur, et tout sentiment d'honnêteté; son expulsion est si nécessaire, et plus que celle des gens de Fignoux &c. C'est ainsi que le Président d'ici, qui la connoit parfaitement, me déclara ses sentimens à l'égard de cette prostituée Anne Fabiane Cretty.

Je finis donc en me prosternant aux pieds de Votre Excellence, implorant votre Secours, et attendant avec pleine Confiance de Votre Autorité le remède de ces desordres; l'expérience que je ferai de Votre Zèle, donnera de nouveaux accroissemens à cette Confiance en Vous, que j'avai déjà auparavant, et qui a pris sa source en Vos Mérites; j'espère donc, que Votre Ill<sup>le</sup> Excellence agréera les humbles respects de celui, qui je dis.

De Votre Ill<sup>le</sup> Excellence, Le très dévoué Serv<sup>r</sup> Berthod  
administr. ind. d'Israëli.



8 novembre 1803

Illustre Excellence!

Quoique je desire de satisfaire à mon obligation, et de correspondre à Votre Béné pour le bien public de cette Commune, il est néanmoins très difficile d'avoir des preuves touchant plusieurs, que le public met au nombre de ces galants; de l'autre côté il ne m'est pas permis de Vous dénoncer personne sans avoir des preuves suffisantes: d'ailleurs mon intention n'étoit point de me servir de rigueur, qu'à l'égard de ces personnes, qui font la source du désordre, et qu'on ne peut ranger sous le drapeau de la Vertu par d'autres moyens; et comme je tiens, que l'éloignement de Poucasion est le seul remède efficace contre ces désordres, j'ai pris la liberté de supplier Votre Excellence, de vouloir expulser ces gens (non de notre patrie du Vallais) mais de cette Commune et des paroisses voisines à quelques lieux de distance, espérant avec confiance, que si ces personnes, qui font la source du désordre, étoient éloignées d'ici, leurs galants se corrigeroient, quoiqu'on ne leur feroit aucun mal, ni aucun affront: et au contraire, quoiqu'on chatieroit tant les amants, que ces femmes débauchées exemplairement, j'en aurois encore fort peu d'espérance de leur amendement, pendant qu'ils demeureront ensemble dans ce même village et dans Poucasion; ils ne feront que prendre plus de précaution pour continuer leur désordre plus secrètement, p.e.

AEV, DJP I, 91.20, le curé d'Isérables Alexis Berthod au grand  
bailli de la République, le 8 novembre 1803.

ils se donnent la parole pour se trouver un jour de Dimanche en un tel endroit destiné hors de la paroisse, et à telle heure, l'un par un chemin, l'autre par un autre, et ils se trouvent enfin ensemble au même centre &c. Ce sont des motifs semblables, qui m'engagent à supplier très instamment Votre Excellence, de vouloir éloigner d'ici ces femmes, qui sont la source du désordre, et surtout Anne Fabiane Cretty, et Julienne Valet.

Je prie très humblement Votre Excellence, de vouloir excuser la liberté que je prends de Vous déclarer ainsi au long mes sentiments; ce n'est qu'en les soumettant à Votre discrétion, que je le fais.

Taquant les amants d'Anne Fabiane Cretty, il n'y a point de doute, qu'Antoine Sautier ne soit son amant le plus favori; leur fréquentation scandaleuse, n'est que trop constatée: néanmoins je ne voudrais pas encore faire un affront public à cet homme; je suis persuadé, que cet homme se corrigera, si Fabiane étoit loin d'ici: car il n'y a personne dans cette Commune, qui puisse dire, qu'Ant. Sautier ait fait un seul pas pour chercher Fabiane, c'est toujours cette méchante femme qui le cherche. D'ailleurs le Président du Conseil de cette Commune assure, qu'Anne Fabiane Cretty est une grande Larronne, le même Président se soumet d'en fournir les preuves, s'il le faut.

On attribue encore plusieurs autres galants à cette Fabiane; mais je n'ai pas encore pu découvrir assez de preuves pour les dénoncer: mais j'en ai une pleine confiance, qu'ils se corrigeront, moyennant que cette pierre de scandale soit éloignée d'ici.

Entre les deux filles de Fignoux, Ursule, la plus jeune, paroît moins coupable, que Julienne sa sœur aînée, car c'est le mauvais exemple de Julienne, qui pervertit la plus jeune. Entre les galants de ces

deux filles il y a un homme marié, qui s'est distingué par son assidue : on dit maintenant, qu'il a quitté cette fréquentation. Depuis quelques semaines, ainsi si je dois le nommer pour rendre obéissance à Votre Ill<sup>le</sup> Excellence, ce n'est qu'en demandant grâce pour lui, que je le nommerai, pour voir encore plus loin, si la conversion sera stable; j'en ai une pleine confiance, moyennant, que ces filles soient loin d'ici : mais si ces filles demeurent ici, je ne crois point, que cette conversion soit stable, au premier rencontre ces filles le flatteront derechef &c. Cet homme marié s'appelle Jean Antoine Vulliamé fils de Jean François Vulliamé, Membre du Conseil, et Syndic, par conséquent d'une maison des plus distinguées de cette Commune : c'est pourquoi je prie Votre Excellence, de ne pas lui faire aucun affront public pour cette foi; moyennant qu'il ne retombe pas à l'avenir.

Un autre galant, qui fut aussi trouvé de nuit avec ces deux filles, s'est rendu à mes avis, il mène maintenant une vie très édifiante, et c'est lui-même, qui m'a déclaré en grande partie le desordre de ces filles : pour ces raisons je prie grâce pour lui. Touchant celui, qui a battu sa femme à cause de ces deux filles, je n'ai point découvert des témoignages, qu'il ait conversé de nuit avec ces deux filles, mais bien pendant le jour, se promenant avec ces filles, hors de la paroisse, et déboursant son argent dans les cabarets pour complaire à ces coquettes.

Je suis très fâché d'avoir molesté Votre Excellence par le récit des choses si désagréables : mon plaisir seroit de faire l'éloge de grands merites (semblables aux Vôtres) à l'égard de la Religion et de la patrie : mais ce n'est que pour y apporter du remède, que je l'ai fait.

Je prie donc Votre Illustre Excellence, d'excuser  
mon intention, et d'agréer les Sentimens du plus profond respect  
et Vénération, avec lesquels je me dis,

De Votre Illustre Excellence

Le très humble et dévoué Serv.

Charles Alexis Berthod Adm. inf.

V. Gracable 8. Nov.

1803

③ Une rixe "militaire"

AEV, DJP I, 71.2.4, le grand bailli de St-Naurice au grand  
bailli de la République, le 19 avril 1831.

Excellence

Je crois de mon devoir de donner connaissance à Votre Excellence que  
des spéculateurs randois ont fait établir, il y a quelques jours, un bâtiment  
assez grand en bois pour un vendage de vin en détail, en sortant du port à  
gauche au bord de la route qui conduit à Béc. Il paraît que l'autorité de  
Béc et à ce qu'on voit des chefs de l'état major, qui est à St-Maurice, ont  
conduite à cet établissement. Nous ne pouvions ~~exprimer~~ <sup>supprimer</sup> que ce  
local attirerait quelque sujet de rixe entre les militaires et d'autres  
particuliers des environs, où on s'y rendait en foule principalement  
les jours de fêtes & dimanches. Effectivement dimanche dernier des  
jeunes gens d'ici avec d'autres, et notamment Trilau, beau-fils de  
M<sup>re</sup> de la Rue qu'on a, cet hiver, fait quitter St-Maurice, eurent une  
dispute avec des sapeurs Bécinois, dont un reçut un assez grand coup de  
pierre à la tête, qui lui procura une grande effusion de sang. Cette  
bataille a dû y attirer tous les gens de randois, leurs officiers & d'au-  
tres de l'état major, avec beaucoup de personnes de la ville. Heureusement  
M<sup>re</sup> les officiers parvinrent à apaiser de suite l'affaire, qui aurait pu  
devenir très sérieuse, en en jugeant par les armes et les différents ins-  
trumens dont on paraissait vouloir se servir.

Ensuite de ce que j'avais appris qu'une quinzaine de jours avant, il  
y avait déjà eu à Laray une bataille entre les sapeurs et des jeunes gens  
d'ici, parmi lesquels on signalait le sillon Brianti qui se

tenait encore à l'affaire de Dimanche; quoique la chose passa-  
tue le territoire vaudois, je fis saisir le dernier par la Gendar-  
merie pour le conduire au Château, par mesure de police & pour  
éviter que plus tard dans la nuit on renouvelle quelques scènes.

Hier matin la Commission du Tribunal que je crus de-  
voir convoquer, jugea nécessaire d'informer, comme je l'avais  
déjà fait la veille, M<sup>le</sup> le Commandant de place, M<sup>le</sup> le Colonel  
Forrer, de cette agitation, en lui observant que la rixe ayant  
eu lieu sur le territoire Vaudois, nous ne pouvions pas instruire  
cette procédure: Cet officier supérieur nous dit qu'il allait de-  
mander que des enquêtes se fissent par l'autorité judiciaire Vaudoise -  
que le coup, que le sapeur Vernois avait reçu à la tête, n'étant pas pro-  
fond & d'importance; on pourrait relâcher le soldat Briante, qui d'ailleurs  
ne paraît pas être celui qui a porté le coup, et qu'il allait donner des  
ordres pour régler le mariage de son, de manière à éviter des rixes à l'avenir,  
n'ayant pas eu besoin d'enquêter pour le moment la suppression totale  
de cette piste, qui paraît avoir été autorisée par le Gouvernement Vaudois.

Nous n'avons pu que le renvoyer des dispositions qu'il a bien sou-  
tenues en lui, parceque, sans ces mesures, il n'y aurait pas à douter  
que des scènes désagréables et peut-être même dangereuses pussent se  
répéter souvent, dans un endroit éloigné des habitations, outre  
les inconvénients, les embarras & les désagréments que les pucier-  
res auraient à éprouver à l'occasion de l'ouverture des portes à



tout instant, ou du refus de les servir & même de la corde  
bande -

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect de

Votre Excellence

Le très-humble & très-obéissant serviteur

Bioley G<sup>e</sup> Chlain

Le 16 avril 1831



④ Témoignage de l'abbé Clément sur les Charivaris

AEV, Manuscrits Clément, No 41, pp. 29-31

Manuscrits Clément - No 41

à d'autres impositions pénales qu'on leur a substituées &  
le Mariage qui n'étoit d'abord qu'un contrat purement civil,  
a été élevé à la dignité de sacrement par J.C. lui-même; dans  
la nouvelle Loi; comme personne ne peut le nier, sans être for-  
mément hérétique: pourquoi le déshonorer aujourd'hui par tant de  
différents abus que chacun semble inventer à l'envi l'un de l'autre?  
Je ne puis me charger d'approuver, de moquer, d'insulter &c. &c.  
des gens qui usent de la permission expresse de l'apôtre, et  
de l'autorité de Dieu même, & se permettent une 2<sup>d</sup>e ou 3<sup>e</sup> fois?  
2. C'est sur et contre les Charivaris et autres coutumes abusives,  
qu'on leur a substituées, que je m'élève aujourd'hui; et que  
je souhaiterois ardemment pouvoir détruire. Et pour com-  
mencer par les Charivaris, je demande d'abord, quel divertis-  
sement plus honteux? quelle coutume plus abusive? et même  
quelle pratique plus injuste que celle, de faire des bruits, des  
huits, des tapages, et des canotons diaboliques, qui durent des  
8 ou 15 jours, pour même les mois entiers; à qu'on appelle du  
nom de Charivari? et cela contre les personnes qui passent  
à de 2<sup>d</sup>es ou 3<sup>e</sup>es Noces. C'est-ce pas une honte, d'entendre  
toutes les nuits pendant quelques semaines entières, une  
troupe de jeunes gens étourdis, et pour tout dire, des personnes  
indifféremment de tout âge et condition, même de différents sexes;  
qui font le tour de la maison des veufs noirs mariés, qui  
les inquiètent, par un esprit presque aussi vicieux que celui  
des habitants de Jérôme qui cherchoient, comme des Lions  
ragissants ou comme des ennemis à entrer dans la maison.  
N'est-ce pas une honte de voir des gens de bien, d'entendre cela  
trouper d'enlées, soit au tour des bâtiments, des églises,  
soit sur des hauteurs en se répondant l'un

d'une vallée à une autre, avec des sonailles, des cymbelles, des  
cornes de vaches de chèvres, en fauque de trompette, et de corne  
de chape, en un mot toutes sortes d'instruments, les plus ri-  
cues, et désagréables, accompagnés de tous les autres bruits  
des ens et huées que l'on se fait imaginer, pour former un  
Sabath épouvantable, et diabolique, comme j'ai déjà dit, car  
un tel divertissement, (c'est le nom qu'en lui donne) ne peut  
être fait, à mon avis, sinon de la sottise de Satan,  
et les différentes vices dans lesquelles ont fait tous ces bruits  
ne laissent aucun lieu à douter de leur premier inventeur.

30. N'est-ce pas un abus intolérable, d'insulter ainsi à  
un grand sacrement, comme l'appelle l'apôtre? puisque les  
impertinents qui entretiennent cette symphonie d'ens,  
le font en dérision et moquerie des seconds ou 3<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup>  
Dées qui sont toujours un véritable sacrement, comme  
St. Paul nous le fait connaître. mulier alligata est... quod  
si dormient vir ejus, liberata est: cui vult nubere, tantum in dno. 1. cor. 7:39.

40. Il est vrai qu'il n'y a que les premières Dées, c.à.d. l'union  
de deux personnes vierges qui représente d'une manière assez  
suffisante l'union hypostatique soit le Mystère adorable  
de l'Incarnation du fils de Dieu s'unissant à notre nature;  
mais un second ou 3<sup>e</sup> mariage, n'en est pas moins sacrement.  
L'apôtre ne nous laisse pas lieu d'en douter. cui vult nubere  
c'est donc un abus visible de vailler de la sorte les 2<sup>es</sup> ou 3<sup>es</sup>  
Dées, c'est en un mot, une injure réelle au St. sacrement.

50. Mais pour découvrir toute la malice d'une conduite si scan-  
daleuse, disons-la hardiment; n'est-ce pas une injustice mani-  
feste, que les Charivaris? puisqu'un des principaux motifs  
— et même le premier mobile de ceux qui les font.

Est d'extrême, et l'obtenir par ces importunités, et comme par  
force; une chose à laquelle ils n'ont aucun droit; je veux  
dire un ou deux septiers de vin, soit quelques argent, pour se  
divertir ensemble, à boire et manger un bien volé, d'une mani-  
ère honnête. En effet, quel droit ont tous ces insolents...  
Chefs ou membres des Charivaris; d'arracher ainsi à des  
nôles mariés, par leur fracas et dévotion, quelques petits ar-  
gents ou autres denrées, pour: très néces: pour commencer leur  
petit ménage? d'ailleurs, on ne peut pas dire, que ces  
pauvres gens sont libres de donner ou de ne pas donner;  
parce que cette troupe libertine, pousse bien pour: l'insolence  
et l'injustice: jusqu'à gâter, capter, et briser, des meubles, &  
qu'ils rencontrent autour d'un Bâtement; je suis sûr en-  
core même qu'ils forcent jusqu'à enfoncer des fenêtres &c.  
Quels particuliers pourroient tenir contre de telles attaques,  
qui se font de nuit, sans aucune espérance de repos, jus-  
qu'à ce que les Epoux aient jeté à ces misérables filons,  
ce qu'ils sollicitent, et qu'ils ont pour: la témérité de deman-  
der, comme la chose la plus juste? Encore une fois, que  
feront ces nouveaux Epoux, sans secours et sans appuis? sur tout,  
si les chefs d'une paroisse, ou peut être même le pasteur,  
comme je l'ai vu ainsi Villot (4/3112), autorisent  
de tels désordres, s'en rient, et se moquent des Epoux qui  
viennent leur demander quelque assistance, contre: de si  
injustes poursuites; il faut bien dire, qu'ils ne peuvent  
se défendre, c'est la réponse que fit, il y a peu d'années,  
un pasteur curé de vieux d'âge et en Bénédictine.  
cela est-il différent? il m'est permis d'en douter.  
en acc. d'ant.

Danses illicites

AEU, DJP I, 91.19, No 6, le curé de Monthey

Gard au grand bailli de la République, le 4 juillet 1807.

Dist. le 17. Juillet 1807.

6

Monthey 4e juillet 1807

Votre Excellence.

La réputation connue du Zèle que vous avez pour favoriser la Religion et les bonnes Mœurs qui sont les deux plus fermes appuis de l'état, m'inspire la confiance de vous demander une grâce. Il se fait dans ma Paroisse depuis quelque temps, des danses très fréquentes les saints jours de dimanches et de fêtes au sortir de ces danses qui commencent le jour et se terminent pendant la nuit, la jeunesse alors se fait un tapage affreux, l'on entend crier et braver les pierres sur les rues. De ces dérègles viennent surtout de ce que les lois de la Diète au sujet de la permission de danser ne sont point respectées: on danse quand on veut et de son veut, mais surtout dans les auberges et autres maisons publiques, tels que l'hôpital et le ci-devant château du Gouvernement. Le Conseil de l'administration s'en est plaint, mais je n'ai pu rien faire, j'aime à croire qu'il ne veut pas le redoubler, mais si ne l'évite par quel principe, il ne peut qu'acquiescer à la mesure pour le faire cesser. Il semblerait.



Qu'il y a dans les conseils de bon nombre des membres qui ont plutôt l'air de favoriser la contravention aux lois que de la réprimer. en qualité de Pasteur j'ai fait entendre la voix de la Religion dans la chaire de vérité, mais cette voix pour la Liberté n'est qu'un bruit insignifiant. j'ai donc écrit à votre Excellence, pour la prier de mettre un terme à ces danses qui déshonorent notre sainte Religion, et changent les jours consacrés au Seigneur en des jours de libertinage et de désordre. j'abandonne sans doute à votre prudence le choix du moyen le plus propre à réprimer de pareils abus, néanmoins j'ai pris la liberté de vous observer, que l'excès de la licence et l'indiscipline des lois de la Diète au sujet des danses qui se font sans la permission du Curé et du Conseil de Commune, mettoit fin à la réputation des saints scandales, qui ont lieu dans cette Franchise. qu'on puisse à ténacité de la loi toute sans faite sans permission; et j'ose espérer que le Bon Ordre reparaitra.

Il étoit à propos de prévenir ici une objection qu'on ne manquera pas de faire contre moi, on réponde très tôt et très vite, mais je crains de vous être à charge en vous entretenant trop long temps. Votre Excellence a d'ailleurs trop de justice pour me condamner sans m'avoir entendu, c'est pourquoi j'ai fini en me recommandant très humblement à votre protection, et en vous priant d'agréer les vœux que je forme pour la prospérité de l'état, et pour la conservation de votre Excellence.

J'ai l'honneur d'être avec les sentiments du plus profond respect et de la plus haute considération.

De Votre Excellence

Votre humble serviteur  
Jas. de Pont...

(6) Dances illicites a Chamoson  
Rem le cox  
Rij. le co.

Chamoson le 10. Decembre 1802.

Le President du Conseil de Chamoson.

Monsieur (Denizet) Conseiller d'Etat chargé  
du Département de la Justice.

Monsieur le Conseiller!

De grands désordres s'étant commis le jour de  
St. André Patron de la Commune en mépris et  
violation d'un Arrêté pris et publié le Dimanche  
avant 28. g. par le Conseil, de la part d'un  
certain Pisse-cro Duge de Martigny et de Jean  
Fargue tous deux de la Commune, en vendant du vin  
et permettant la danse toute la nuit, jour et nuit  
suivante encore.

M'y étant transporté même avec d'autres membres  
du Conseil pour les faire cesser au nom de la Loi,  
nous ne sommes non seulement pas écoutés et obéis  
mais insultés et balloqués publiquement et  
à plusieurs reprises. Purtout chris Pisse qui le  
faisoit comme j'ai eu l'honneur de le dire plus  
haut en violation de l'Arrêté et du Conseil.

J'en dressai ensuite le verbal et l'envoyai

AEU, DJP I, 66.1.1, le président du Conseil de Chamoson à  
Monsieur De Riez, conseiller d'Etat chargé du Département de la  
Justice, le 10 décembre 1802.

à Monsieur notre Grand Chatelain Gay en le  
prieant de nous rendre justice et rétablir le bon ordre.

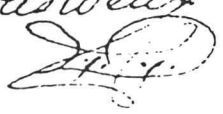
Monsieur le Grand Chatelain vient de donner  
ordre, soit de prier son Lieutenant frossard de le  
suivre, afin qu'il ne manquera pas, au moins, à ce que  
nous avons bien d'espérer. Mais m'étant aperçu  
qu'il diserait très fortement sauver son intimité  
avec l'ex Juge Potte, de la soumission qu'il devra  
faire au Conseil, j'ai pris la liberté, Monsieur  
le Conseiller d'Etat de vous adresser la présente,  
afin que vous soyez prévenu de l'affaire, sachant  
que Mr. frossard doit se rendre auprès de vous  
demain pour prendre les instructions.

J'ose espérer, Monsieur le Conseiller, que la Justice  
dont le Conseil attendue sera pas éludée, et que bien  
tôt de trouver auprès de vous, malgré votre grande  
clémence, l'absolution pour son ami, vous l'obligerez  
à faire rentrer celui-ci aussi bien que les autres,  
dans leur devoir, sans lequel il nous serait désormais  
absolument impossible de faire exécuter les lois  
et obéir à leur Gouvernement légitime, puis qu'il  
mépriseroient souverainement ses fonctionnaires  
publics.

Veuillez donc, Monsieur le Conseiller d'Etat, bien



prendre en considération cette affaire.  
Je vous prie aussi s'il est possible vous donner deux  
mot. de réponse de votre décision au cas regard. —  
pardonner mon griffonage et agréer l'assurance  
de tout le Respect avec lequel j'ai l'honneur  
d'être  
Monsieur le Conseiller.

Votre très humble et  
très obéissant serviteur.  
De Mays Président  


L'abbé Jean-Pauline Chuvet (1736-1810)

LE MUSEE

DE VALLES



Tiré de DEVANTHEY, René, "Un curieux témoin de la Révolution  
française - Abbé Jean-Pauline Chuvet (1736-1810) vicaire de Val-d'Illiez,  
in Valles...

Joseph - Antoine Blatter 1418 - 1977



TRUFFER, Bernard, Portrait. 1977. 1418 à 1977,

# **BIBLIOGRAPHIE**

## **FONDS D'ARCHIVES**

Archives de l'Etat du Valais (ci-après AEV), Département de Justice et Police, ancien fonds (DJP I).

AEV, Département de l'Intérieur.

AEV, Manuscrits Clément.

AEV, fonds de la Médiation (M).

AEV, fonds de Rivaz (Rz).

AEV, Répertoires des jugements criminels et correctionnels rendus par les tribunaux valaisans (5075 A, vol. 1 et 2).

Bibliothèque Cantonale Valaisanne, Lettres pastorales des Evêques.

Archives de l'Evêché (AES).

## **SOURCES IMPRIMEES**

BOURQUENOUD, François, "Relation du voyage fait en Valais en août 1810 par François Bourquenoud le Jeune", in *Annales valaisannes*, 24, 1949, pp. 93-128.

Né en 1785 à Charmey dans le canton de Fribourg, le botaniste François Bourquenoud a visité le Valais en 1810. Son témoignage met en lumière les pratiques "cabaretières" du clergé valaisan du début du XIXe siècle.

BRIDEL, Philippe, *Essai statistique sur le canton du Valais*, Zurich, Orell Füssli, 1820, 364 p.

Source historique qui permet de comprendre les difficultés d'écoulement du vin dans le Valais de l'époque.

DE RIVAZ, Anne-Joseph, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, Lausanne, André Donnet, 1961, 3 vol.

Anne-Joseph de Rivaz nous fournit des informations importantes concernant les charivaris et les rixes "politiques" qui eurent lieu dans le Valais des années 1830.

*Constitution et lois de la République du Valais*, Sion, L. Advocat et al., 1844 ->, 91 vol.

Source de première importance. Les lois relatives à nos divers chapitres y sont répertoriées de façon chronologique.

## **BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE CONCERNANT LE VALAIS**

### **DE 1802 A 1847**

#### **LE CLERGE**

DEVANTHEY, Pierre, "Un curieux témoin valaisan de la Révolution française : l'abbé Jean-Maurice Clément (1736-1810) vicaire de Val-d'Illiez", in *Vallesia*, 14, 1959, pp. 1-37.

Devanthey décrit l'homme et le prêtre encyclopédiste, témoin des événements contemporains, de la Révolution et de l'émigration.

MAYE, Patrick, *Le clergé valaisan face aux défis de l'Helvétique (1798-1802)*, Fribourg, mémoire de la Faculté des lettres, 1997, dactyl.

Analyse le relâchement des mœurs au début du XIXe siècle comme une réaction contre-révolutionnaire.

MOULIN, Alexandra, "Un ecclésiastique valaisan du XVIIIe siècle : l'abbé Jean-Maurice Clément de Val-d'Illiez (1736-1810)", in *Annales valaisannes*, 1997, pp. 19-79.

Description de la vie de l'abbé Clément, de sa conception du sacerdoce et du ministère.

SALAMIN, Michel, "Le clergé et la vie religieuse dans le Valais napoléonien", in *Annales valaisannes*, 64, 1989, pp. 43-98.

Michel Salamin étudie le clergé valaisan, séculier et régulier, en donnant, dans le chapitre consacré aux pratiques religieuses, des informations intéressantes sur le relâchement des mœurs dans le Valais napoléonien.

TRUFFER, Bernard, *Portrait des évêques de Sion de 1418 à 1977*, Sion, Schmid, 1977, 127 p.

L'auteur retrace la biographie et les faits marquants des divers évêques sédunois. Une illustration accompagne chaque notice.

## **LA POLITIQUE**

ARLETTAZ, Gérald, "Les conflits idéologiques", in *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, Sion, Groupe valaisan de sciences humaines, 1979, pp. 95-147.

Intéressant pour la compréhension de la période 1815-1847.

SALAMIN, Michel, *La République indépendante du Valais 1802-1810. L'évolution politique*, Sierre, Ed. du Manoir, 1971, 287 p.

Les pages 203 à 230 expliquent l'organisation constitutionnelle du Valais pour cette époque précise. Ouvrage intéressant pour comprendre le fonctionnement des autorités communales, désénales et cantonales.

SALAMIN, Michel, *Le Valais de 1798 à 1940*, Sierre, Ed. du Manoir, 1978, 330 p.

Ouvrage général mais cependant très précieux.

SEILER, Andreas, "Histoire politique du Valais 1815-1844", in *Annales valaisannes*, 26, 1951, pp. 453-579.

Description de l'histoire politique de cette période précise.

## **LE RELÂCHEMENT DES MOEURS**

SALAMIN, Michel, "Le relâchement des mœurs dans le Valais napoléonien", in *Annales valaisannes*, 68, 1993, pp. 3-114.

Les pages 55 à 103 constituent le point de départ de mes recherches. Article fondamental.

EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "Inconduite et contrôle social dans le Valais romand", in *Equinoxe*, 20, 1998, pp. 79-87.

Article important. Explique les raisons de l'émancipation masculine et de la dégradation de la situation juridique des mères d'enfants illégitimes.



## **LA JUSTICE**

EVEQUOZ-DAYEN, Myriam, "L'activité de la justice valaisanne de 1816 à 1839. Les jugements des tribunaux criminels et correctionnels de dizain", in *Idéologies et populations*, Martigny, Groupe valaisan de sciences humaines, 1985, pp. 11-44.

Cette étude statistique, qui s'appuie sur les *Répertoires des jugements criminels et correctionnels* rendus par les tribunaux de dizain, nous apporte des informations précieuses concernant les délits contre la morale, les personnes qui les ont commis ainsi que les peines infligées aux coupables.

GAILLARD, Astrid, *Le système pénitentiaire valaisan au XIXe siècle : la maison de détention*, Genève, mémoire de la Faculté des sciences économiques et sociales, 1987, dactyl.

Description de la maison de détention valaisanne à travers l'analyse de la législation, des détenus, du personnel et des bâtiments.

GRAVEN, Jean, *Les origines du code pénal valaisan*, Sion, Impr. Fiorina et Pellet, 1928, 75 p.

Utile pour comprendre le fonctionnement de la justice valaisanne avant l'élaboration du code pénal valaisan de 1858.

VOUILLOZ-BURNIER, Marie-France, "L'infanticide devant les tribunaux valaisans du XIXe siècle", in *Annales valaisannes*, 1997, pp. 81-129.

Après avoir examiné l'infanticide dans les codes criminels, Marie-France Vouilloz-Burnier étudie les condamnations pour infanticide ainsi que les expertises médico-légales dans le Valais du XIXe siècle.

## **L'ALCOOLISME**

BACHER, Adalbert, *Les auberges en Valais*, Sion, Impr. Fiorina et Pellet, 1928, 163 p.

Indications historiques sur les auberges en Valais et rappel des principales lois sur le sujet.

SCHOCH, Zenon, "Le chanoine Guérin à Vionnaz (1730-1808)", in *Annales valaisannes*, 8, septembre 1933, pp. 167-173.

Contient une information intéressante sur la pratique "cabaretière" du clergé valaisan de l'époque.

## **LE CHARIVARI**

FAYARD DUCHÊNE, Janine, *Les origines de la population de Sion à la fin du XVIIIe siècle : bourgeois, habitants perpétuels et tolérés*, Sion, Vallesia-Archives de l'Etat, 1994, 528 p.

Les pages 131 à 137 définissent la coutume du charivari et retracent son évolution en Valais depuis sa première mention, en 1569, jusqu'au début du XIXe siècle.

*Glossaire des patois de la Suisse romande*, t. III, Neuchâtel et Paris, V. Attinger, 1955-1960, pp. 374-377.

Utile pour la définition du charivari.

## **STATISTIQUES ET DESCRIPTION DU PEUPLE VALAISAN**

COURTHION, Louis, *Le peuple du Valais*, Genève, A. Julien, 1903, 242 p.

Description de la configuration du Valais. Courthion analyse également les conditions de travail des Valaisans du siècle passé ainsi que leur vie intime et publique.

TAMINI, Jean-Emile, DELEZE, Pierre, *Nouvel Essai de Vallesia Christiana*, St-Maurice, Impr. Saint-Augustin, 1940, 528 p.

Analyse du diocèse sédunois, des paroisses valaisannes ainsi que des religieux et de leurs œuvres à travers les siècles.

*Travaux statistiques du canton du Valais*, Berne, Impr. Staempfli & Cie, 1908, pp. 72-79.

Statistiques utilisées dans notre étude pour chiffrer la population valaisanne de la première moitié du XIXe siècle.

## **LA MEDECINE**

BERTRAND, Jules-Bernard, "Notes sur la santé publique et la médecine en Valais jusqu'au milieu du XIXe siècle", in *Annales valaisannes*, 14, 1939, pp. 603-662.

Analyse les diverses maladies qui ont touché le Valais au cours des siècles. Décrit également la législation sanitaire, les divers établissements mis sur pied pour les malades et les infirmes ainsi que les représentants de l'art de guérir.

SALAMIN, Michel, "Malades et médecins dans le Valais napoléonien", in *Annales valaisannes*, 65, 1991, pp. 3-76.

Michel Salamin évoque les médecins, les sages-femmes, les guérisseurs et les charlatans dans le Valais napoléonien. Il décrit également les maladies de l'époque, comme le goitre, la petite vérole et le crétinisme ainsi que la thérapie par les eaux.

VOUILLOZ-BURNIER, Marie-France, *L'accouchement entre tradition et modernité*, Sierre, Monographic, 1995, 351 p.

Marie-France Vouilloz-Burnier décrit les médecins et la politique de la santé, la formation des sages-femmes ainsi que les manuels d'accouchement dans le Valais du XIXe siècle.

## **LE MARIAGE**

TRUFFER, Bernard, "Les registres de l'état civil et les arrondissements de l'état civil en Valais", in *Association valaisanne d'études généalogiques*, 2, 1992, pp. 9-11.

Article intéressant au sujet du mariage civil valaisan. Permet de comprendre la différence de traitement infligée aux personnes lubriques et adultères.

## **BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE GENERALE**

### **L'ALCOOLISME**

FOREL, Auguste, *L'alcoolisme comme question sociale. Alcool, hérédité et vie sexuelle*, Lausanne, 1910, 89 p.

Pour Forel, l'alcoolique menace de dégénérescence sa progéniture. Le caractère héréditaire de la dégénérescence constitue une menace pour la race et la patrie.

HILLEMAND, Bernard, *L'alcoolisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, 127 p.

Ouvrage général sur la question alcoolique.

NOURRISSIER, Didier, *Le buveur du XIXe siècle*, Paris, A. Michel, 1990, 378 p.

Les pages consacrées à l'ivrognerie féminine et rurale s'avèrent importantes pour notre étude.

OSTORERO-PHILIPPOZ, Chantal, *Boire...ou ne pas boire : aspects du discours antialcoolique des élites vaudoises au XIXe siècle (1830-1905)*, Lausanne, mémoire de la Faculté des lettres, 1988, dactyl.

Après avoir défini la genèse du discours antialcoolique à travers les exemples de la *Société Vaudoise d'Utilité Publique* et du *Bon Messager*, Chantal Ostorero-Philippoz décrit la naissance des sociétés de tempérance et les discours de réforme des mœurs à la fin du XIXe siècle en terre vaudoise.

SOURNIA, Jean-Charles, *Histoire de l'alcoolisme*, Paris, Flammarion, 1986, 322 p.

Ouvrage général, mais néanmoins intéressant.

## **LE CHARIVARI**

JUNOD, Louis, "Le charivari au pays de Vaud dans le premier tiers du XIXe siècle", in *Archives suisses des traditions populaires*, 47, 1951, pp. 114-129.

Description du charivari en terre vaudoise et rappel de l'origine de cette pratique.

REY-FLAUD, Henry, *Le charivari. Les rituels fondamentaux de la sexualité*, Paris, Payot, 1985, 279p.

Bonne introduction qui permet de comprendre l'origine du charivari et sa signification.

*Le charivari*, Actes de la table ronde organisée à Paris (25-27 avril 1977) par l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et le Centre National de la Recherche Scientifique, Paris, Mouton, 1981, 444 p.

Ouvrage de base pour toute étude sur le charivari.

## **LA SEXUALITE**

CORBIN, Alain, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution aux 19e et 20e siècles*, Paris, Aubier Montaigne, 1978, 571 p.

Ouvrage de référence sur la prostitution dans la France contemporaine.

FLANDRIN, Jean-Louis, *Les amours paysannes : amour et sexualité dans les campagnes de l'ancienne France (XVIe-XIXe siècle)*, Paris, Gallimard / Julliard, 1975, 255 p.

Description de la sexualité en milieu paysan.

FLANDRIN, Jean-Louis, *Le sexe et l'Occident : évolution des attitudes et des comportements*, Paris, Seuil, 1981, 375 p.

Ouvrage incontournable concernant la question sexuelle.

*Misérable et glorieuse. La femme du XIXe siècle*, Paris, Fayard, 1980, 250 p.

Ouvrage regroupant diverses études sur la femme au XIXe siècle, notamment sur la prostituée et la femme paysanne.

## **LE MARIAGE**

ADLER, Laure, *Secrets d'alcôve. Histoire du couple 1830-1930*, Paris, Hachette, 1983, 238 p.

Etude de l'histoire du couple, depuis les fiançailles jusqu'au divorce, en passant par l'adultère.

BOLOGNE, Jean-Claude, *Histoire du mariage en Occident*, Paris, J.-C. Lattès, 1995, 478 p.

Ouvrage général sur le mariage en Occident, depuis l'époque du haut Moyen Age jusqu'au XXe siècle.

GLEYSES, Chantal, *La femme coupable. Petite histoire de l'épouse adultère au XIXe siècle*, Paris, Imago, 1994, 252 p.

Dans la France du XIXe siècle, l'adultère féminin, au contraire de l'adultère masculin, naturel et toléré, est fortement réprimé. Chantal Gleyses montre la femme étroitement définie, limitée par la cellule familiale et gardienne, par son abnégation et sa vertu, de l'ordre bourgeois.

MELCHIOR-BONNET, Sabine, DE TOCQUEVILLE, Aude, *Histoire de l'adultère*, Editions de la Martinière, Paris, 1999, 217 p.

Etude de l'adultère depuis l'époque grecque jusqu'à l'aube de l'an 2000.

4.3.	Les rixes "étrangères"	62
4.4.	Le mépris de la police des auberges	65
<b>IV.</b>	<b>LES CHARIVARIS</b>	<b>67</b>
1.	Définition, origine et premières attestations du charivari en Valais	67
2.	Les charivaris matrimoniaux	69
2.1.	Définition et symbolique	69
2.2.	Témoignage de l'abbé Clément	70
2.3.	La loi du 24 novembre 1806	73
2.4.	Les charivaris matrimoniaux dans les archives du DJP	74
2.4.1.	Lois bafouées	74
2.4.2.	L'affaire Marguerite Dufour	76
3.	Les charivaris sociaux	79
3.1.	L'affaire Magouet	80
3.2.	L'affaire du colonel Cocatrix	82
4.	Un charivari politique	84
<b>V.</b>	<b>LES DANSES</b>	<b>87</b>
1.	Les danses et les lois	87
2.	Le mépris des lois	88
3.	Les permissions de danser	91
4.	Dissensions des autorités locales au sujet des danses	92
5.	La punition des coupables	95
6.	Quand les notables veulent danser : affaires de corruption	98
<b>VII.</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>101</b>
	<b>ANNEXES</b>	<b>104</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>130</b>
A.	Fonds d'archives	130
B.	Sources imprimées	130
B.	Bibliographie thématique concernant le Valais de 1802 à 1847	131
C.	Bibliographie thématique générale	135
	<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>138</b>